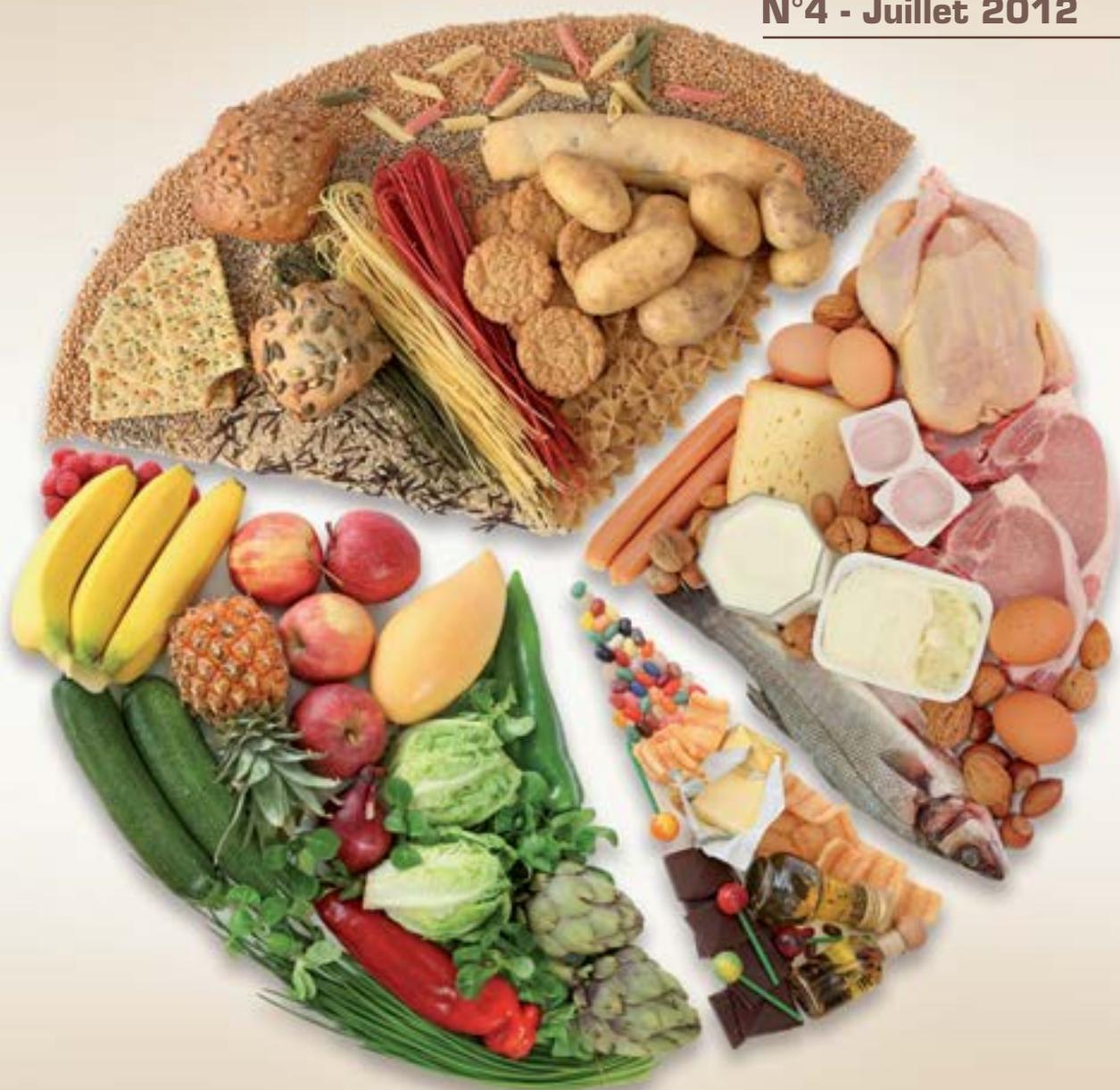




COUP D'ŒIL SUR LES PRODUITS DE BASE

Edition spéciale sur la sécurité alimentaire

N°4 - Juillet 2012



CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

CNUCED



COUP D'ŒIL SUR LES PRODUITS DE BASE

Édition spéciale sur la sécurité alimentaire

N°4 - Juillet 2012



NATIONS UNIES
New York et Genève, 2012

INTRODUCTION

Ce numéro du Coup d'œil sur les produits de base a été préparé par le Groupe spécial sur les produits de base de la CNUCED. Cette publication a pour but de collecter, présenter et disséminer des informations statistiques précises et pertinentes concernant les marchés internationaux des produits de base sous une forme claire, concise et conviviale.

Pour de plus amples informations concernant cette publication, merci de contacter le Groupe spécial sur les produits de base (SUC), CNUCED, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse, téléphone +41 22 917 5676, e-mail: commodities@unctad.org.

SOURCES DE DONNEES STATISTIQUES

Toutes les sources des données statistiques utilisées dans ce document sont indiquées après chaque graphique.

DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Cette publication n'a pas été formellement traduite ni éditée.

DROITS D'AUTEUR

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il en soit dûment fait mention (CNUCED, Groupe spécial sur les produits de base, Coup d'œil sur les produits de base). Un exemplaire de la publication contenant la citation ou la reproduction doit être adressé au Secrétariat de la CNUCED: Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse ou par email à: commodities@unctad.org.

ABONNEMENT GRATUIT

La présente publication a vocation à être publiée sur une base semestrielle. Si vous êtes intéressé et souhaitez la recevoir par voie électronique sur une base régulière, merci d'envoyer un email à commodities@unctad.org.

TABLE DES MATIÈRES

CLASSIFICATION DES PAYS ET DES TERRITOIRES	VI
1. RÉPARTITION PAR GROUPE DE PAYS	VI
2. RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES	VII
SOURCES ET DÉFINITIONS	IX
INTRODUCTION.....	X
Figure 1. Évolution de la population mondiale à l'intérieur de certains groupements de pays, 1961–2050 (million d'habitants)	xi
Figure 2. Part de la population urbaine à l'intérieur des groupements de pays sélectionnés, 1961–2050 (pourcentage)	xi
I. DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE.....	1
Figure 3a. Évolution de la production mondiale de blé, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)	4
Figure 3b. Production de blé par région et principaux pays producteurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)	4
Figure 4a. Évolution de la production mondiale de maïs, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)	5
Figure 4b. Production de maïs par région et principaux pays producteurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)	5
Figure 5a. Évolution de la production mondiale de riz, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)	6
Figure 5b. Production de riz par région et principaux pays producteurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)	6
Figure 6. Prélèvements en eau pour l'agriculture en pourcentage du prélèvement total d'eau pour chaque groupement de pays, 1998–2012 (pourcentage)	7
Figure 7a. Évolution de la demande de blé dans le monde, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)	7
Figure 7b. Évolution du déficit de production de blé, 1990/91–2012/13, (millions de tonnes)	8
Figure 7c. Demande de blé par région et principaux pays consommateurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)	8
Figure 7d. Demande mondiale de blé par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 1990–1991	9
Figure 7e. Demande mondiale de blé par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 2011–2012	9
Figure 8a. Évolution de la demande de maïs dans le monde, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)	10
Figure 8b. Évolution du déficit de production de maïs, 1990/91–2012/13, (millions de tonnes)	10
Figure 8c. Demande de maïs par région et principaux pays consommateurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)	11
Figure 8d. Demande mondiale de maïs par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 1990–1991.....	11
Figure 8e. Demande mondiale de maïs par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 2011–2012	12
Figure 9a. Évolution de l'utilisation mondiale de riz, 1990/91–2011/12 (millions de tonnes)	12
Figure 9b. Évolution du déficit de production de riz, 1990/91–2011/12, (millions de tonnes)	13
Figure 9c. Demande de riz par région et principaux pays consommateurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)	13
Figure 10a. Évolution des rendements mondiaux de production de blé, 1990–2010 (tonne par hectare)	14
Figure 10b. Rendements de production de blé par région, 2010 (tonne par hectare)	14
Figure 11a. Évolution des rendements de production mondiaux de maïs, 1990–2010 (tonne par hectare).....	15
Figure 11b. Rendements de production de maïs par région, 2010 (tonne par hectare).....	15
Figure 12a. Évolution des rendements de production mondiaux du riz paddy, 1990–2010 (tonne par hectare)	16
Figure 12b. Rendements de production du riz paddy par région, 2010 (tonne par hectare).....	16
Figure 13. Évolution des exportations mondiales de blé, de maïs et de riz (usiné), 1990–2009 (millions de tonnes).....	17
Figure 14. Exportations mondiales de blé, de maïs et de riz (usiné) en pourcentage de la production mondiale, moyenne 2008–2009 (pourcentage)	17
Figure 15a. Cinq premiers pays exportateurs de blé (en termes de volume), en pourcentage des exportations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage).....	18
Figure 15b. Cinq premiers pays exportateurs de maïs (en termes de volume), en pourcentage des exportations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage).....	18

Figure 15c. Cinq premiers pays exportateurs de riz (usiné) (en termes de volume), en pourcentage des exportations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage).....	19
Figure 16a. Cinq premiers pays importateurs de blé (en termes de volume), en pourcentage des importations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)	19
Figure 16b. Cinq premiers pays importateurs de maïs (en termes de volume), en pourcentage des importations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)	20
Figure 16c. Cinq premiers pays importateurs de riz (usiné) (en termes de volume), en pourcentage des importations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)	20
Carte 1. Premiers pays exportateurs de blé et leurs principaux partenaires commerciaux, moyenne 2008–2009 (valeur commerciale) (pourcentage)	21
Carte 2. Premiers pays exportateurs de maïs et leurs principaux partenaires commerciaux, moyenne 2008–2009 (valeur commerciale) (pourcentage)	22
Carte 3. Premier pays exportateur de riz et ses principaux partenaires commerciaux, moyenne 2008–2009 (valeur commerciale) (pourcentage)	23
Figure 17. Évolution de l'indice des prix des céréales, 1960–2012 (base 2000 = 100).....	24
Figure 18a. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du blé (Argentine), 1990–2011 (base 2000 = 100)	24
Figure 18b. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du blé (États-Unis), 1990–2011 (base 2000 = 100)	25
Figure 18c. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du maïs (Argentine), 1990–2011 (base 2000 = 100).....	25
Figure 18d. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du maïs (États-Unis), 1990–2011 (base 2000 = 100).....	26
Figure 18e. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du riz (Thaïlande), 1990–2011 (base 2000 = 100)	26
Figure 19. Pourcentage annuel de changement des stocks finaux de blé, de maïs et de riz, 1990/91–2011/12.....	27
Figure 20. Pourcentage annuel de changement des expéditions d'aide alimentaire, 1995/96–2010/11.....	27
Figure 21a. Nombre de catastrophes naturelles (sécheresse) par région au cours de la décennie 2000	28
Figure 21b. Nombre de catastrophes naturelles (températures extrêmes) par région au cours de la décennie 2000.....	28
Figure 21c. Nombre de catastrophes naturelles (inondations) par région au cours de la décennie 2000.....	29
Figure 22a. Répartition des soutiens internes à l'agriculture : Etats-Unis (pourcentage).....	29
Figure 22b. Répartition des soutiens internes à l'agriculture : Union européenne (pourcentage)	30

II. ACCÈS À L'ALIMENTATION..... 31

Carte 4. Gravité de la faim, moyenne du déficit alimentaire de la population sous-alimentée en kilocalories par personne et par jour, moyenne 2006–2008.....	34
Figure 23a. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires et Pays les moins avancés (pourcentage)	35
Figure 23b. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique septentrionale (pourcentage)	35
Figure 23c. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : économies en développement : Asie, Amérique latine et Océanie (pourcentage)	36
Figure 23d. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : pays développés sélectionnés (pourcentage).....	36
Figure 24. Évolution de l'indice de diversification alimentaire pour les groupements de pays sélectionnés, moyennes 1990–1992 et 2005–2007	37
Figure 25. Part des dépenses relatives à l'alimentation dans les dépenses totales de consommation de pays et de groupements de pays sélectionnés, dernière année disponible (pourcentage).....	37
Figure 26a. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires (base 2005 = 100)	38
Figure 26b. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Pays les moins avancés (base 2005 = 100)	38
Figure 26c. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Afrique subsaharienne (base 2005 = 100).....	39
Figure 26d. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Afrique septentrionale (base 2005 = 100)	39
Figure 26e. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Économies en développement : Asie (base 2005 = 100).....	40

Figure 26f. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Amérique latine (base 2005 = 100).....	40
Figure 26g. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Océanie (base 2005 = 100).....	41
III. UTILISATION DE L'ALIMENTATION	43
Figure 27. Nombre de personnes sous-alimentées au sein des groupements de pays sélectionnés, pourcentage de changement entre 1990/92–2000/02 et 2000/02–2006/08 (pourcentage)	45
Figure 28. Prévalence de la malnutrition dans le groupe des enfants de moins de 5 ans, poids pour l'âge	45
Figure 29. Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, insuffisance pondérale (pourcentage).....	46
Figure 30. Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par sexe et par groupement de pays, en pourcentage de la population des enfants de moins de 5 ans sous-alimentés	46
Figure 31. Causes de décès liées à des maladies transmissibles, maternelles, périnatales et nutritionnelles en pourcentage du nombre total de décès, 2008 (pourcentage)	47
Figure 32. Taux de natalité, au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et sur l'année 2010 (en pour mille)	47
Figure 33. Bébé souffrant d'insuffisance pondérale en pourcentage des naissances, dernière année disponible (pourcentage).....	48

CLASSIFICATION DES PAYS ET DES TERRITOIRES

1. RÉPARTITION PAR GROUPE DE PAYS

PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Afghanistan	Honduras	République démocratique du Congo
Angola	Îles Salomon	République démocratique populaire lao
Bangladesh	Jamaïque	République dominicaine
Barbade	Jordanie	République-Unie de Tanzanie
Bénin	Kenya	Rwanda
Bhoutan	Kiribati	Sainte-Lucie
Botswana	Lesotho	Saint-Kitts-et-Nevis
Burkina Faso	Libéria	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Burundi	Madagascar	Samoa
Cambodge	Malawi	Sao Tomé-et-Principe
Cap-Vert	Maldives	Sénégal
Comores	Mali	Sierra Leone
Côte d'Ivoire	Maroc	Somalie
Cuba	Maurice	Soudan (...2011)
Djibouti	Mauritanie	Sri Lanka
Dominique	Mongolie	Tchad
Égypte	Mozambique	Timor-Leste
Érythrée	Myanmar	Togo
Éthiopie	Namibie	Trinité-et-Tobago
Gabon	Népal	Tunisie
Gambie	Niger	Tuvalu
Guinée	Ouganda	Vanuatu
Guinée équatoriale	Pakistan	Venezuela (Rép. bolivarienne du)
Guinée-Bissau	Pérou	Yémen
Haïti	République centrafricaine	Zambie

PAYS LES MOINS AVANCÉS

Afghanistan	Haïti	République démocratique populaire lao
Angola	Îles Salomon	République-Unie de Tanzanie
Bangladesh	Kiribati	Rwanda
Bénin	Lesotho	Samoa
Bhoutan	Libéria	Sao Tomé-et-Principe
Burkina Faso	Madagascar	Sénégal
Burundi	Malawi	Sierra Leone
Cambodge	Mali	Somalie
Comores	Mauritanie	Soudan (...2011)
Djibouti	Mozambique	Tchad
Érythrée	Myanmar	Timor-Leste
Éthiopie	Népal	Togo
Gambie	Niger	Tuvalu
Guinée	Ouganda	Vanuatu
Guinée équatoriale	République centrafricaine	Yémen
Guinée-Bissau	République démocratique du Congo	Zambie

2. RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud	Guinée	République centrafricaine
Angola	Guinée équatoriale	République démocratique du Congo
Bénin	Guinée-Bissau	République-Unie de Tanzanie
Botswana	Kenya	Rwanda
Burkina Faso	Lesotho	Sainte-Hélène
Burundi	Libéria	Sao Tomé-et- Príncipe
Cameroun	Madagascar	Sénégal
Cap-Vert	Malawi	Seychelles
Comores	Mali	Sierra Leone
Congo	Maurice	Somalie
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Soudan (...2011)
Djibouti	Mayotte	Swaziland
Érythrée	Mozambique	Tchad
Éthiopie	Namibie	Togo
Gabon	Niger	Zambie
Gambie	Nigéria	Zimbabwe
Ghana	Ouganda	

AFRIQUE SEPTENTRIONALE

Algérie	Libye	Tunisie
Égypte	Maroc	

ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT : ASIE

Afghanistan	Indonésie	Province chinoise de Taiwan
Arabie saoudite	Iran (République islamique d')	Qatar
Bahreïn	Iraq	République arabe syrienne
Bangladesh	Jordanie	République démocratique populaire lao
Bhoutan	Koweït	Singapour
Brunéi Darussalam	Liban	Sri Lanka
Cambodge	Malaisie	Territoire palestinien occupé
Chine	Maldives	Thaïlande
Chine (RAS de Hong Kong)	Mongolie	Timor-Leste
Chine (RAS de Macao)	Myanmar	Turquie
Corée, Rép. populaire dém. de	Népal	Viet Nam
Corée, République de	Oman	Yémen
Émirats arabes unis	Pakistan	
Inde	Philippines	

AMÉRIQUE LATINE

Anguilla	Dominique	Nicaragua
Antigua-et-Barbuda	El Salvador	Panama
Argentine	Equateur	Paraguay
Aruba	Grenade	Pérou
Bahamas	Guatemala	République dominicaine
Barbade	Guyana	Sainte-Lucie
Belize	Haïti	Saint-Kitts-et-Nevis
Bolivie (État plurinational de)	Honduras	Saint-Martin (partie néerlandaise)
Bonaire, Saint-Eustache and Saba	Îles Caïmanes	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Brésil	Îles Falkland (Malvinas)	Suriname
Chili	Îles Turques et Caïques	Trinité-et-Tobago
Colombie	Îles Vierges britanniques	Uruguay
Costa Rica	Jamaïque	Venezuela (République bolivarienne du)
Cuba	Mexique	
Curaçao	Montserrat	

OCÉANIE

Fidji	Kiribati	Polynésie française
Guam	Micronésie (États fédérés de)	Samoa
Îles Cook	Nauru	Samoa américaine
Îles Mariannes septentrionales	Nioué	Tokélaou
Îles Marshall	Nouvelle-Calédonie	Tonga
Îles Salomon	Palaos	Tuvalu
Îles Wallis-et-Futuna	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Vanuatu

SOURCES ET DÉFINITIONS

Sources

Toutes les sources des données statistiques utilisées dans ce document ont été indiquées sous chaque graphique. Le terme “source” indique d’où proviennent les séries statistiques. Les données sont toutefois produites par la CNUCED et ont été révisées le cas échéant.

La classification type pour le commerce international, Révision 3 a été utilisée tout au long de ce document pour traiter des statistiques relatives au commerce.

Définitions

Figure 6 : Prélèvements en eau pour l’agriculture: quantité annuelle d’eau prélevée pour l’irrigation, pour le bétail et l’aquaculture. Elle englobe les ressources renouvelables en termes d’eau douce ainsi que les prélèvements excessifs dans les nappes phréatiques ou les eaux souterraines fossiles, le recours aux eaux de drainage agricole, les eaux résiduaires et les eaux désalinisées.

Prélèvement d’eau total: quantité annuelle d’eau prélevée pour les besoins de l’agriculture, de l’industrie et des municipalités. Elle inclut les ressources d’eau douce renouvelables, ainsi que les prélèvements potentiels excessifs dans les eaux souterraines renouvelables ou le prélèvement d’eaux souterraines fossiles et l’utilisation potentielle d’eaux désalinisées ou d’eaux usées traitées. Elle ne prend pas en considération les utilisations d’eau non soutirée qui se caractérisent par un taux net de consommation très faible (loisirs, navigation, hydroélectricité, pêches de capture continentale).

Figures 23a, 23b, 23c, 23d: Produits alimentaires – Part dans l’apport calorique total

Principaux groupes alimentaires – Groupes alimentaires fournissant un minimum de 90 pour cent de l’apport calorique total sur la base des trois dernières années.

Figure 24 : Indice de diversification alimentaire : contribution des aliments sans amidon (tout sauf les céréales, les racines et les tubercules) par rapport à l’apport calorique total.

Figure 25 : Produits alimentaires dans les dépenses de consommation fait référence à la valeur monétaire des biens alimentaires acquis, achetés ou non achetés, y inclus les boissons non alcooliques et alcooliques ainsi que les dépenses alimentaires effectuées hors domicile dans les bars, les restaurants, les aires de restauration, les cantines d’entreprise et auprès des vendeurs ambulants.

Dépense de consommation totale fait référence à la valeur monétaire des biens acquis pour la consommation, alimentaire et non alimentaire consommés par les membres du ménage (exclusion faite des dépenses non alimentaires telles que les taxes directes, les abonnements et les primes d’assurance).

Figure 27 : Sous-alimentation fait référence à la condition de personnes dont l’apport calorique se situe continuellement en deçà d’un niveau minimum requis leur permettant de mener une vie en bonne santé et d’assurer une activité physique légère, avec un poids minimum acceptable pour une taille définie.

Figure 28 : Prévalence de la malnutrition est le pourcentage des enfants de moins de 5 ans dont le poids pour l’âge est inférieur de plus de 2 écart-types de la médiane pour une référence internationale de population, comprise entre 0–59 mois.

Les données sont basées sur les nouveaux critères de croissance de l’enfant émis en 2006 par l’Organisation mondiale de la santé (OMS).

Figure 31 : Causes de décès liés aux maladies transmissibles, maternelles, périnatales et nutritionnelles Causes de décès font référence à la part de tous les décès (pour tous les âges) dues aux causes sous-jacentes. Les maladies transmissibles, maternelles, périnatales et nutritionnelles incluent les maladies infectieuses et parasitaires, les infections respiratoires et les carences nutritionnelles tels que l’insuffisance pondérale et le retard de croissance.

Figure 33 : Bébés souffrant d’insuffisance pondérale sont les nouveau-nés pesant moins de 2 500 grammes, la mesure étant faite au cours des premières heures de vie, avant qu’une perte de poids ne se soit produite.

INTRODUCTION

Cette édition du Coup d'œil sur les produits de base fait le point sur la sécurité alimentaire dans le monde ainsi que la volatilité et le niveau élevé des prix des denrées alimentaires. Sur la base du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, « la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine »¹. De cette définition, ressortent quatre dimensions majeures de la sécurité alimentaire, qui sont (i) sa disponibilité, (ii) son accès, (iii) sa stabilité et (iv) son utilisation. Il existe, en outre, une distinction entre « insécurité alimentaire temporaire » (qui sont les écarts saisonniers entre l'offre et la demande alimentaires) et « l'insécurité alimentaire chronique » (celle qui est persistante ou à long-terme). Bien que cette définition ait subi des révisions, son aspect multidimensionnel et sa durée sont demeurés au cœur de la problématique. En effet, la définition a évolué de la simple disponibilité alimentaire et de la stabilité des prix (1974), à sa définition actuelle qui englobe des dimensions, telles que l'accès et l'utilisation comme suggéré par Sen dans son étude de 1981.² Selon lui, l'insécurité alimentaire n'est pas uniquement un manque de disponibilité alimentaire, mais davantage une problématique de "droit".

La crise alimentaire de 2007–2008 a été très dommageable pour la sécurité alimentaire et a permis une prise de conscience par de nombreux observateurs, du besoin de recentrer leur attention sur les produits de base alimentaires. Avant la crise, seuls les pays en développement étaient sérieusement préoccupés par la problématique de la sécurité alimentaire et des marchés agricoles. Aujourd'hui, cette question est devenue d'actualité et les pays développés, eux-mêmes, s'engagent ou, pour le moins, réfléchissent à des stratégies visant à assurer la sécurité alimentaire de leur population. Deux avancées récentes sont importantes en la matière. La première : « L'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire »³ a été la mise en place, par le Secrétaire général des Nations-Unies, à la suite de la crise alimentaire de 2008. La seconde a été l'initiative de système d'information sur les marchés agricoles (Agricultural Market Information Systems, AMIS), mis en place par les États membres du G20 plus l'Espagne. Cette initiative concerne également des pays producteurs, exportateurs et/ou importateurs de denrées alimentaires de quatre cultures majeures (le blé, le maïs, le riz et le soja) tels que l'Égypte, le Kazakhstan, le Nigéria, les Philippines, la Thaïlande, l'Ukraine et le Viet Nam.⁴

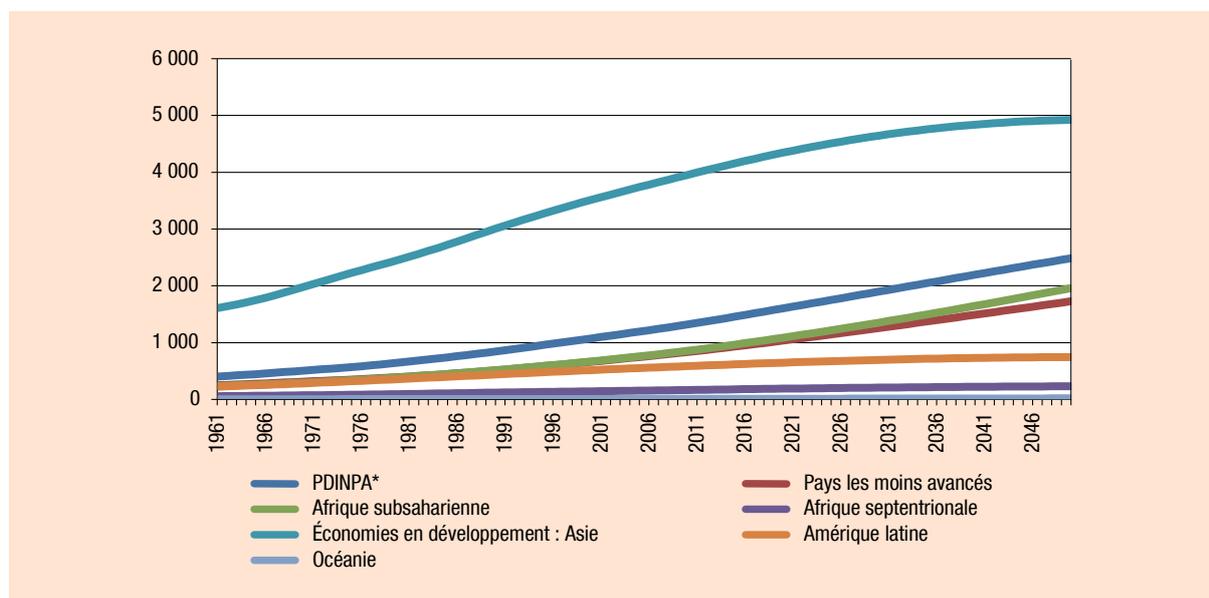
Cette édition du Coup d'œil sur les produits de base a pour but d'aborder les différents aspects de la sécurité alimentaire, afin de contribuer au débat et d'offrir des instruments aux intervenants leur permettant d'analyser la sécurité alimentaire de manière plus judicieuse et pragmatique. La première partie de ce document analyse la disponibilité alimentaire au travers de variables relatives à l'offre telles que la production, les rendements, les importations, les exportations, l'aide alimentaire et les stocks. La deuxième partie passe en revue l'accès à l'alimentation en utilisant principalement des indicateurs relatifs à la consommation. La stabilité alimentaire est, quant à elle, évaluée au travers de ses deux dimensions, en comparant les facteurs affectant la production et la consommation au nombre desquels figurent la croissance de la population et les conditions météorologiques extrêmes ainsi que les autres types de chocs. La dernière partie passe en revue les indicateurs de malnutrition chez l'enfant et de poids pour l'âge comme estimations de l'utilisation alimentaire.

¹ Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, 13–17 Novembre 1996, Rome. FAO

² A. Sen, *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation* (Oxford: Clarendon Press, 1981).

³ Pour de plus amples informations, <http://www.un-foodsecurity.org/>.

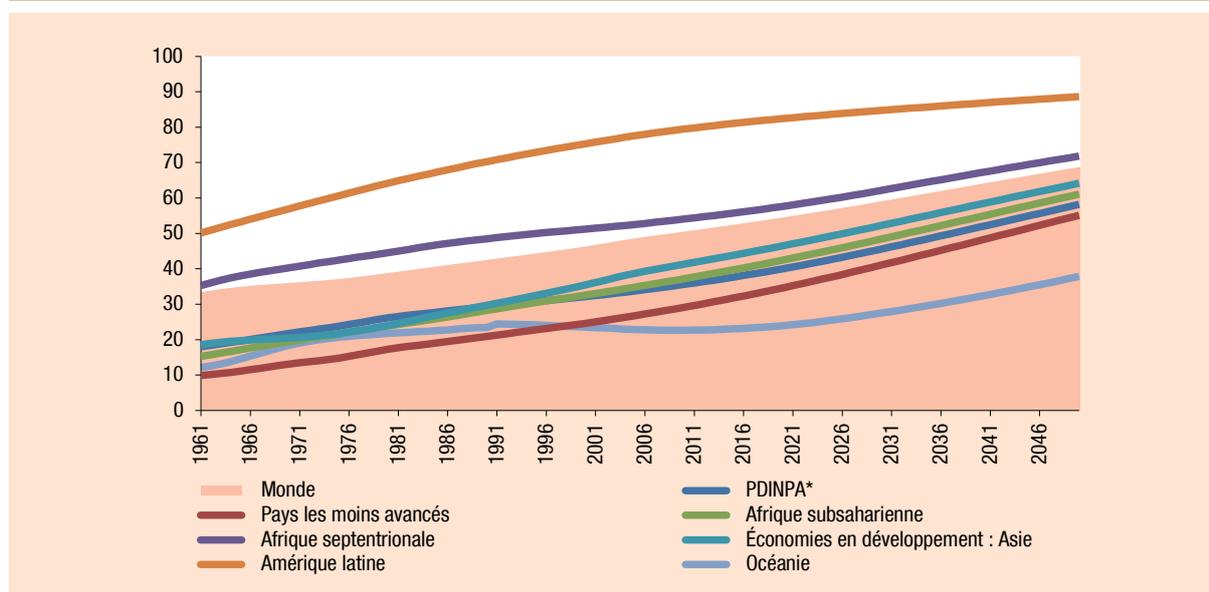
⁴ Pour de plus amples informations, <http://www.amis-outlook.org/amis-about/en/>.

Figure 1. Évolution de la population mondiale à l'intérieur de certains groupements de pays, 1961–2050 (million d'habitants)

Source: FAO, FAOSTAT Population.

Notes: Les séries statistiques des Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de), des Îles Mariannes septentrionales et de Palaos débutent en 1991. PDINPA: Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires.

D'ici à 2050, la croissance la plus forte de la population devrait être observée en Afrique subsaharienne (+123 pour cent), au sein des Pays les moins avancés (+103 pour cent) et des Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires (+85 pour cent).

Figure 2. Part de la population urbaine à l'intérieur des groupements de pays sélectionnés, 1961–2050 (pourcentage)

Source: FAO, FAOSTAT Population.

Notes: Les séries statistiques des Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de), des Îles Mariannes septentrionales et de Palaos débutent en 1991. PDINPA: Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires.

En 2050, environ 60 pour cent de la population vivant en Afrique subsaharienne, au sein des Pays les moins avancés et dans les Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires habitera dans les zones urbaines, contre un tiers en 2011.



I.

DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE

En utilisant le cadre de Sen (1981), l'insécurité alimentaire chronique enregistrée dans certains pays avant la crise alimentaire de 2008 et l'insécurité alimentaire temporaire qu'ont connues les pays développés au cours de cette période n'étaient pas moins liées à la disponibilité de l'alimentation, qu'à son accès. Par exemple, la part de blé disponible à des fins d'alimentation humaine a augmenté de 65 pour cent à 68 pour cent entre 1990/91 et 2011/12 (voir figures 7d et 7e). En outre, la production de céréales telle que le blé, le maïs et le riz a augmenté au cours des trois dernières décennies. Plus précisément, la production de blé a progressé à un rythme de 0.8 pour cent par an entre 1990/91 et 2012/13, alors que la production de maïs augmentait de 3.8 pour cent par an au cours de la même période. Seule la production de riz a affiché un modèle un peu différent, en reculant entre 1999/00 et 2002/03, malgré une tendance générale à la hausse sur la période 1990/91-2011/12.

Malgré des rendements en hausse, l'une des principales menaces à la disponibilité alimentaire est le développement d'utilisations concurrentes pour des cultures comme le maïs. Les rendements de production du maïs ont augmenté de 42 pour cent entre 1990 et 2010, alors que dans le même temps, la part du maïs disponible pour la consommation humaine ne connaissait pas la même évolution. Les quantités de maïs disponibles à des fins d'alimentation humaine ont augmenté de 32 pour cent, passant ainsi de 74.1 millions de tonnes en 1990/91 à 98 millions de tonnes en 2011/12. Les quantités de maïs utilisées à des fins industrielles ont, quant à elles, progressé de 343 pour cent sur la même période (de 56 millions de tonnes à 248 millions de tonnes).

En plus des utilisations concurrentes, la disponibilité alimentaire est également biaisée du fait de la concentration de la production alimentaire principalement, en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et, dans une certaine mesure, en Fédération de Russie. Bien que le commerce puisse permettre de redistribuer les denrées alimentaires autour du globe, ses effets sont moins nets qu'escomptés et ceci, même au sein des pays en développement. Par exemple, certains marchés de produits de base alimentaires tels que le blé, le maïs et le riz sont dominés par un nombre limité de pays.⁵ Les exportations de blé sont principalement concentrées en Europe, en Amérique

du Nord et en Fédération de Russie, alors que les importateurs se situent essentiellement en Europe, à l'exception de quelques pays tels que l'Algérie, l'Égypte, le Brésil et le Japon. En ce qui concerne le riz, la situation est encore plus marquée; avec des exportations fortement concentrées en Asie, étant donné que cette région est à la fois la principale zone de production et de consommation. En 2008-2009, seuls 7 pour cent du riz usiné étaient exportés, les principaux pays importateurs étant les Philippines, le Nigéria et l'Union européenne (UE) (voir figures 14, 15a à 15c et 16a à 16c).

La disponibilité alimentaire a sans aucun doute été enrichie d'importations de denrées alimentaires relativement bon marché tels que des volailles, du riz et des produits laitiers en provenance des pays développés ; résultat de subventions accordées par ces pays sous la forme de "soutien interne".⁶

Chaque pays devant notifier ses soutiens internes auprès de l'OMC, ces notifications montrent qu'entre 1995 et 2009, les soutiens aux agriculteurs à la fois au sein de l'UE et des Etats-Unis se sont déplacés vers la Catégorie verte (ils ont été reverdis); ceci signifie que ces deux régions ont accru progressivement les soutiens internes qu'ils notifiaient comme des "mesures de soutien n'entraînant pas de distorsion du commerce".

Dans le cas de l'UE, la part des soutiens internes notifiés comme non-distorsifs est passée de 20 pour cent à 80 pour cent du total des soutiens internes. Par conséquent, alors que les soutiens internes totaux à l'agriculture avaient baissé de €90.6 milliards en 1995 à environ €80 milliards en 2009, le montant de la « catégorie verte » totale a plus que triplé de €19 milliards à environ €64 milliards. De la même manière, pour les Etats-Unis, le montant total de la "catégorie verte" a été multiplié par trois environ entre 1999 et 2010 atteignant ainsi \$120 milliards et

⁵ Voir Using Trade Policy to Overcome Food Insecurity, dans : Global Monitoring Report, 2012: Food Prices, Nutrition, and the Millennium Development Goals, Banque mondiale.

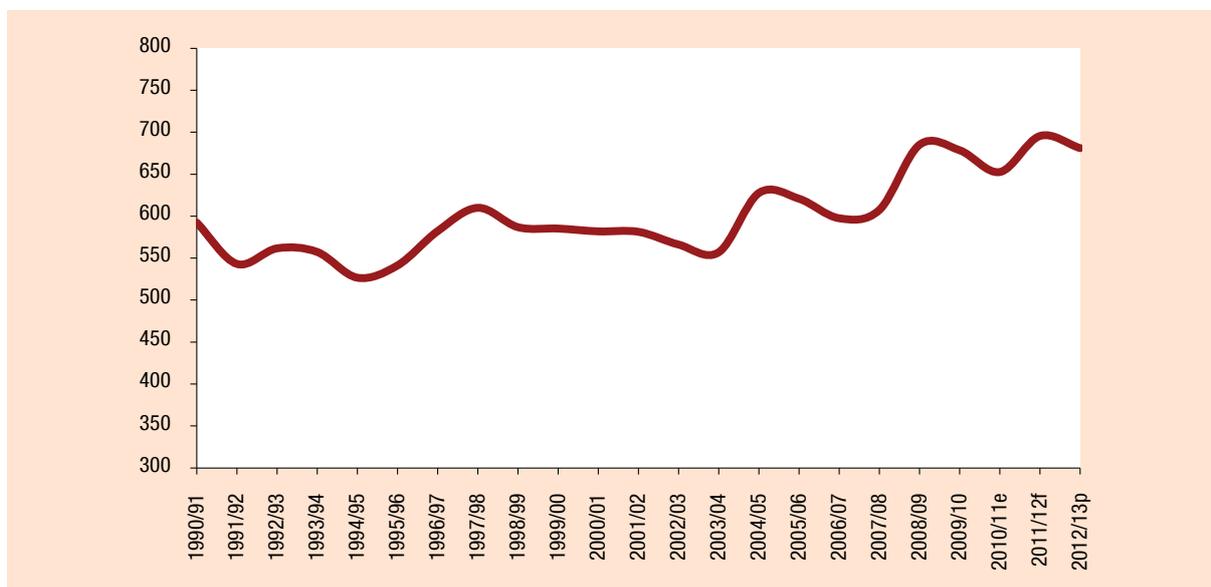
⁶ L'Accord sur l'agriculture de l'OMC, divise les "soutiens internes" en quatre catégories principales : la catégorie orange, de minimis, la catégorie bleue et la catégorie verte. La catégorie orange regroupe toutes les mesures de soutien interne réputées avoir des effets de distorsion sur la production et les échanges et qui ne sont pas autorisées dans le cadre de l'OMC. La catégorie bleue comprend les subventions ayant pour but de limiter la production agricole (ce type de subventions a principalement été utilisé par l'UE). Les subventions de minimis sont autorisées bien qu'elles faussent les échanges, mais elles sont limitées à un certain niveau. Les soutiens entrant dans la catégorie verte comprennent les subventions agricoles considérées comme ayant des effets nuls en termes de distorsion des échanges et de ce fait, peuvent augmenter sans limite. Un large éventail de mesures politiques est compris dans la Catégorie verte, incluant les programmes environnementaux, les paiements pour aide contre les catastrophes naturelles et l'accord de subventions sur la base d'une production historique, et non courante (découplée du soutien aux revenus).

inversant de ce fait, le déclin enregistré entre 1996 et 1999. (voir, figures 22a et 22b).

Combiné à une baisse des droits de douane dans plusieurs pays et au démantèlement du soutien au secteur agricole pour un certain nombre de raisons, dans un contexte de libéralisation du commerce, les importations de denrées alimentaires moins chères ont augmenté de manière significative dans les Pays en développement importateurs de denrées alimentaires, rendant la situation encore plus difficile. Dans ce nouvel environnement, les producteurs nationaux et les petits propriétaires en particulier, ont été incapables de concurrencer ces importations alimentaires et dans plusieurs cas, ont dû cesser leur activité de production alimentaire, conduisant à une perte de capacité de production dans un certain nombre de pays en développement et exacerbant l'insécurité en particulier dans le contexte des fortes hausses des prix des produits alimentaires inattendues, couplées aux limitations des exportations. Dans le contexte d'un cadre de développement à moyen-terme, ces importations ont eu un impact négatif sur le développement agricole dans les pays importateurs de denrées alimentaires.

La fragilité de la stabilité alimentaire a été démontrée par la hausse des prix des denrées alimentaires (voir figures 17 et 18a à 18e). Au cours de la décennie passée, une volatilité couplée à la hausse des prix des principales cultures couvertes dans ce rapport a pu être observée. Les facteurs sous-jacents semblent avoir été des déficits alimentaires plus fréquents et des stocks de clôture faibles au cours de la période, ainsi que des conditions météorologiques défavorables, telles que des sécheresses et des températures extrêmes. Entre 2000/01 et 2011/12, par exemple, les stocks de blé, de maïs et de riz ont atteint des niveaux faibles de manière plus fréquente, qu'au cours des périodes antérieures. En outre, l'amplitude de la baisse mesurée par le pourcentage de changement annuel a atteint ses niveaux les plus élevés au cours de la dernière décennie (voir figure 19). Les stocks alimentaires sont souvent considérés comme contribuant à la disponibilité alimentaire, notamment du fait de leur effet de lissage des prix au cours des périodes où le différentiel entre l'offre et la demande est faible. De ce fait, leur diminution a été mise en exergue comme l'un des facteurs, avec la financiarisation des marchés des produits de base (voir section 2), à l'origine de la crise alimentaire de 2007–2008.

Figure 3a. Évolution de la production mondiale de blé, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)



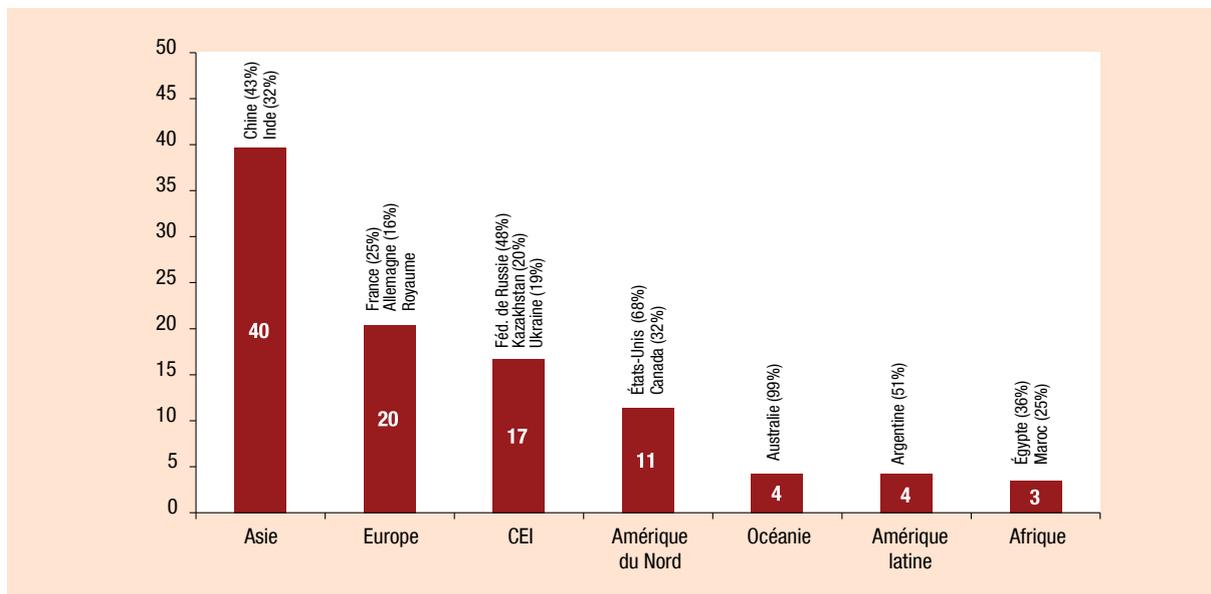
Source: Conseil international des céréales (CIC).

Notes: Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

Abréviations: e – estimations, f – prévisions, p – projections.

La production de blé a augmenté régulièrement depuis 1990/91 à un rythme moyen de 0,8 pour cent par an.

Figure 3b. Production de blé par région et principaux pays producteurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)



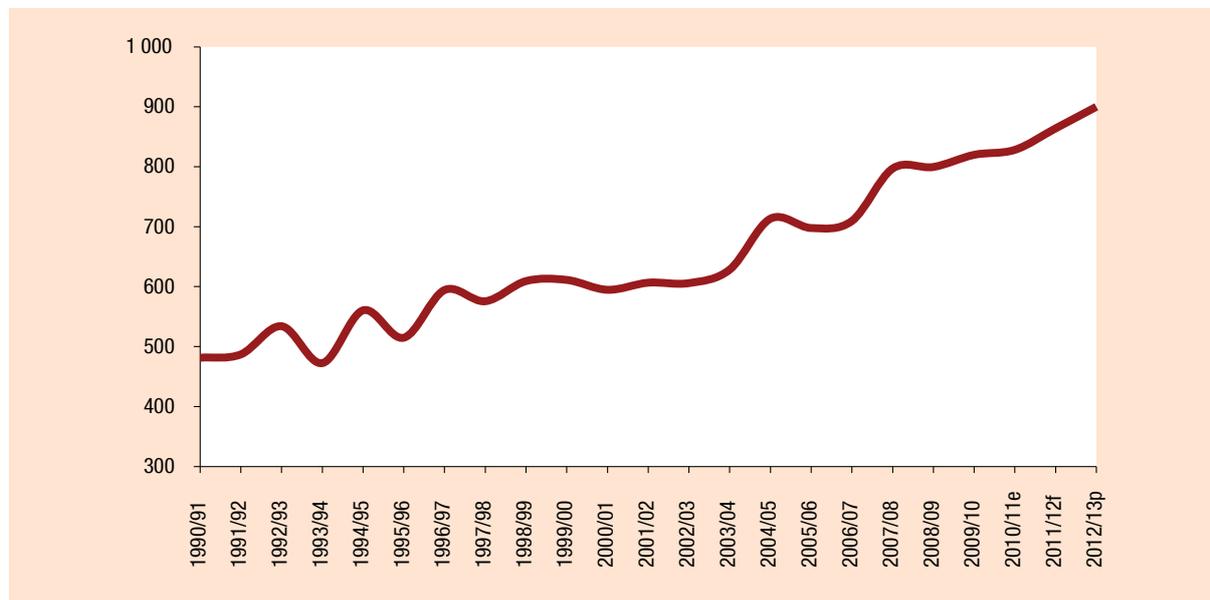
Source: Conseil international des céréales (CIC).

Notes: Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

Abréviations: CEI – Communauté des États indépendants

L'Asie est la principale région productrice de blé avec environ 40 pour cent de la production mondiale en 2011/12. Ensemble, la Chine et l'Inde représentent plus des trois quarts de cette production régionale.

Figure 4a. Évolution de la production mondiale de maïs, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)

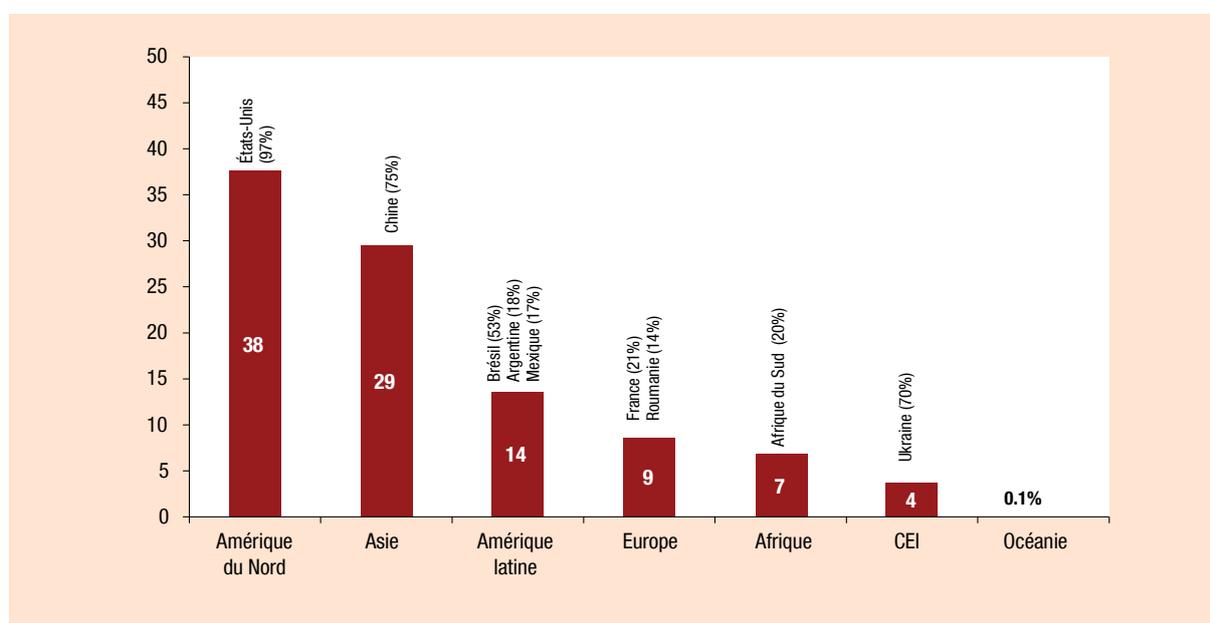


Source: Conseil international des céréales (CIC).

Abréviations: e – estimations, f – prévisions, p – projections.

La production mondiale de maïs a fortement augmenté depuis 1990/91 avec un taux de croissance annuel moyen de 3.8 pour cent par an.

Figure 4b. Production de maïs par région et principaux pays producteurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)

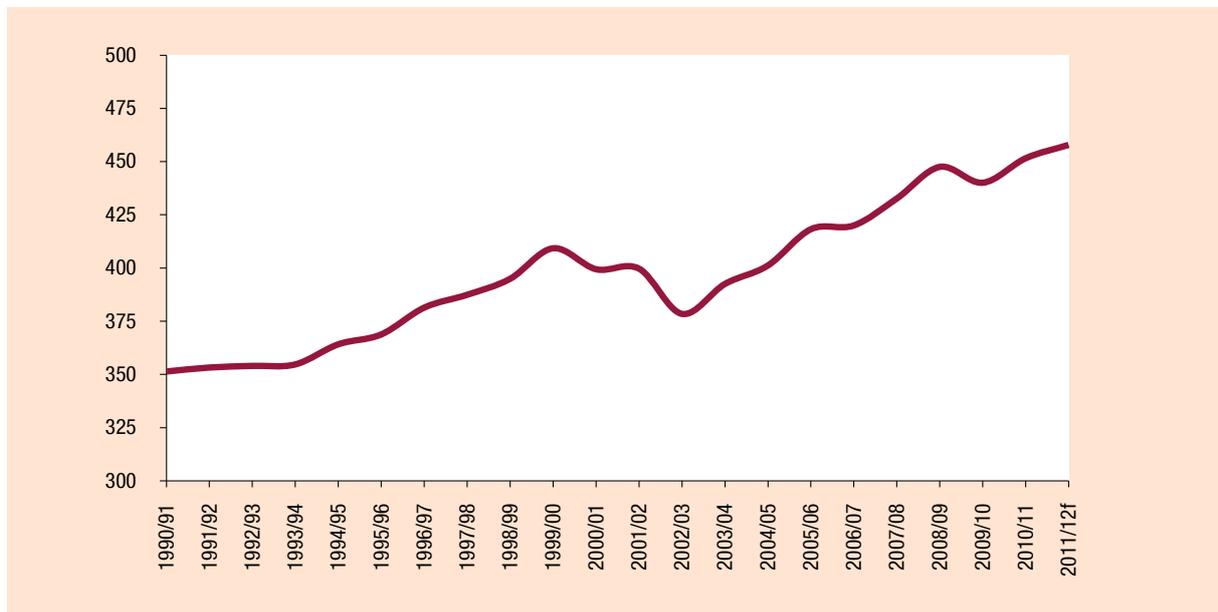


Source: Conseil international des céréales (CIC).

Abréviations: e – estimations, f – prévisions, p – projections.

Ensemble, les États-Unis et la Chine ont représenté environ 60 pour cent de la production mondiale de maïs en 2011/12. Aux États-Unis, environ 40 pour cent de la production de maïs ont été converties en biocarburants en 2011/12.

Figure 5a. Évolution de la production mondiale de riz, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)



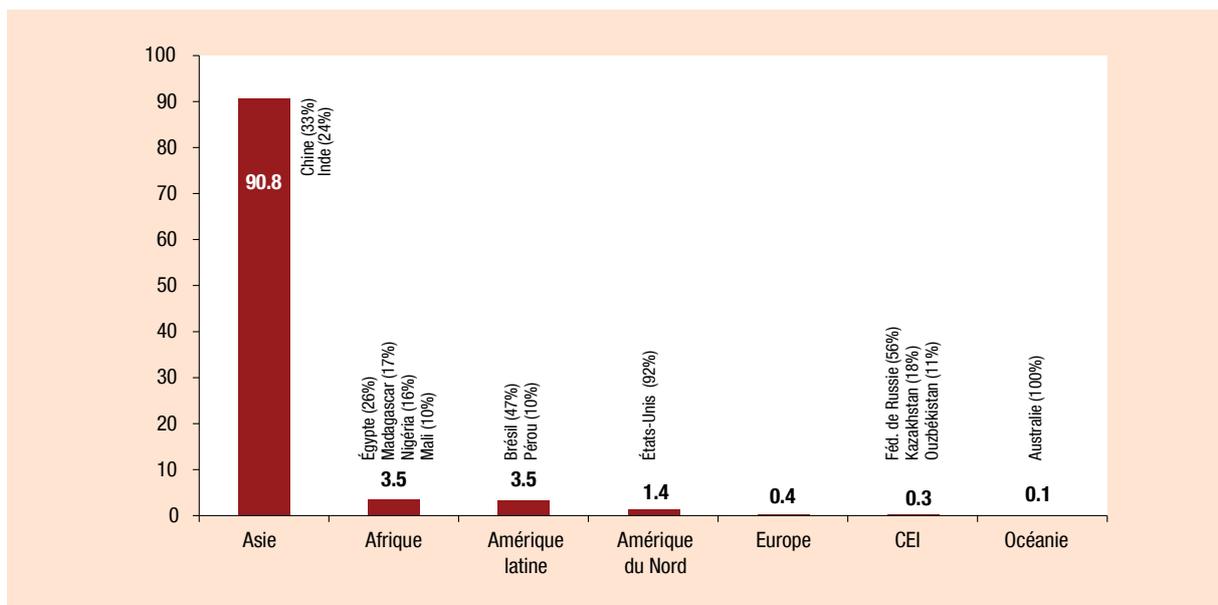
Source: USDA, Rice Yearbook 2011 (table 22 – World rice supply and utilization).

Notes: Sur la période 2003/04 – 2011/12 (objet de l'examen du CIC, les données utilisées pour les autres graphiques relatifs à la production de blé et de maïs) les données du CIC et de l'USDA sont identiques. En conséquence, les données de l'USDA ont été sélectionnées afin de nous permettre de présenter une série relative à la production de riz plus longue.

Abréviations: f – prévisions (au 11 mai 2011).

Malgré un ralentissement entre 1999/00 et 2002/03, la production de riz a enregistré un taux de croissance moyen de 1.3 pour cent par an sur la période 1990/91–2011/12.

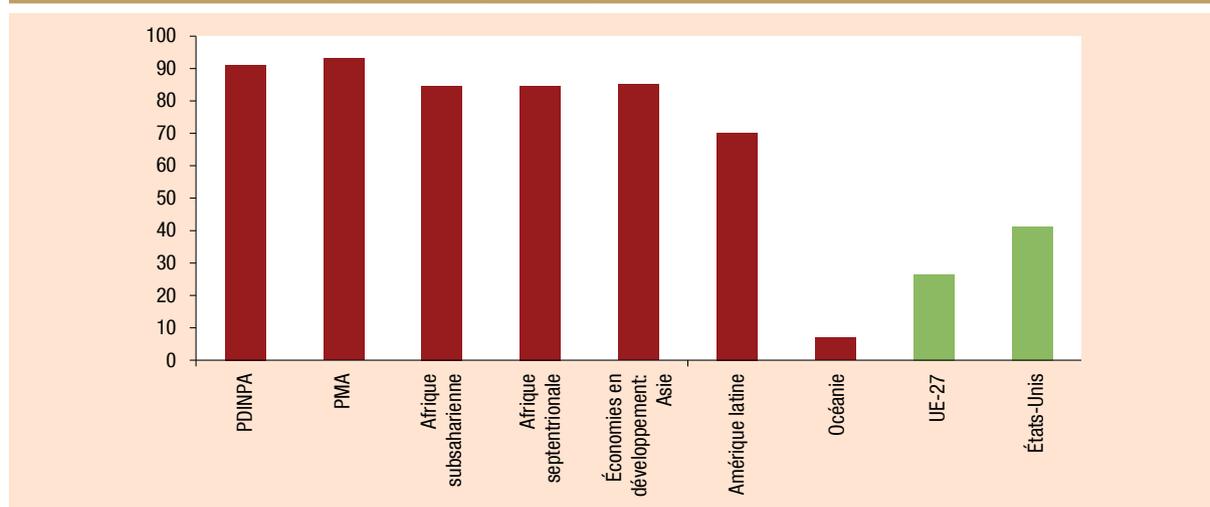
Figure 5b. Production de riz par région et principaux pays producteurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)



Source: USDA, Rice Yearbook 2011 (table 22 – World rice supply and utilization).

L'Asie domine largement la production mondiale de riz avec 91 pour cent de la production mondiale en 2011/12.

Figure 6. Prélèvements en eau pour l'agriculture en pourcentage du prélèvement total d'eau pour chaque groupement de pays, 1998–2012 (pourcentage)



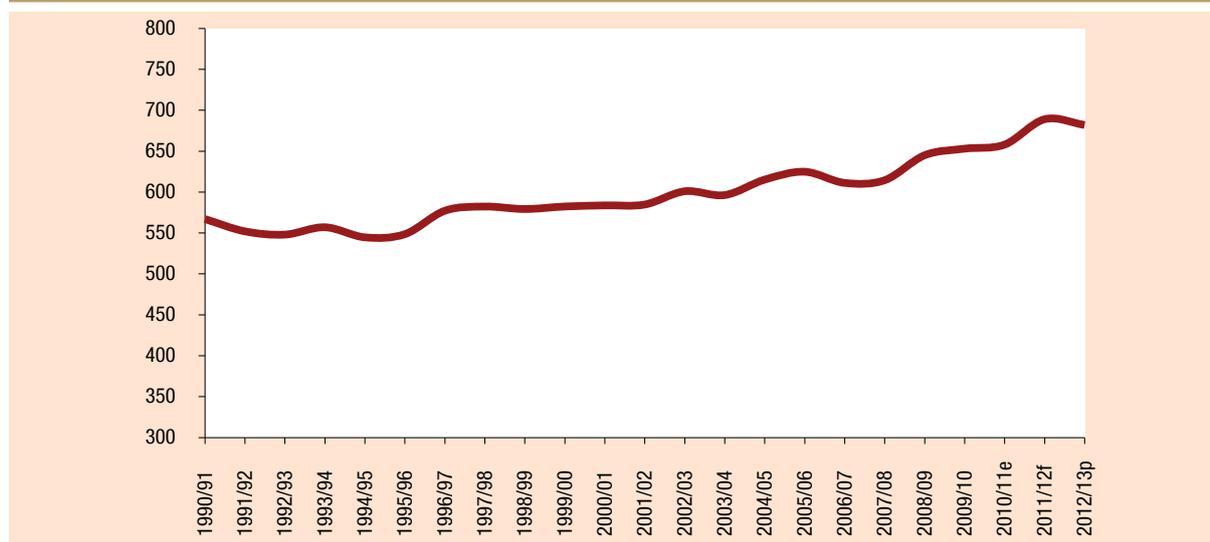
Source: FAO, Aquastat.

Notes : Cette série statistique contient de nombreuses lacunes et la plupart des données couvre une période s'étendant de 1998 à 2002. Cependant, afin de présenter une couverture la plus large possible pour chaque groupement de pays, nous avons fait le choix d'étendre la période de couverture. En ce qui concerne l'Océanie, les données ne peuvent être présentées, car seules les données pour deux pays sur les dix-neuf, sont disponibles.

Abréviation: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

Une source de préoccupation majeure pour l'agriculture est l'accès à une source d'eau douce afin de satisfaire ses besoins croissants. Les prélèvements pour l'agriculture représentent environ 70 pour cent des prélèvements mondiaux totaux d'eau douce et sont considérés comme le principal facteur responsable de l'aggravation progressive de la pénurie globale d'eau douce (Bruinsma, 2003).⁷ Dans les pays en développement, les prélèvements d'eau sont presque exclusivement destinés à la production agricole. En comparaison, l'UE-27 et les États-Unis ont respectivement utilisé 26 pour cent et 41 pour cent de leurs prélèvements en eau afin de satisfaire leurs besoins agricoles (le reliquat étant essentiellement destiné à l'industrie dans ces deux régions).

Figure 7a. Évolution de la demande de blé dans le monde, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)



Source: Conseil international des céréales (CIC).

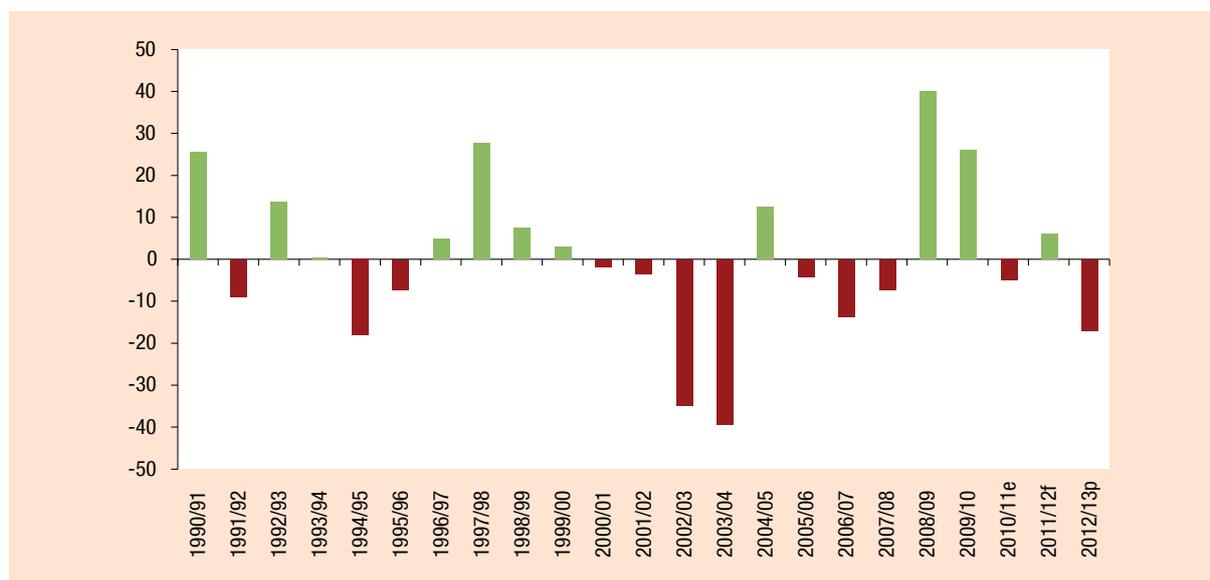
Notes : Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

Abréviations: e – estimations, f – prévisions, p – projections.

Avec un rythme de croissance annuelle de 0,9 pour cent, la demande mondiale de blé a augmenté plus rapidement que sa production depuis 1990/91.

⁷ Jelle Bruinsma, *World Agriculture: Towards 2015/2030 – An FAO Perspective* (2003).

Figure 7b. Évolution du déficit de production de blé, 1990/91–2012/13, (millions de tonnes)



Source: Conseil international des céréales (CIC).

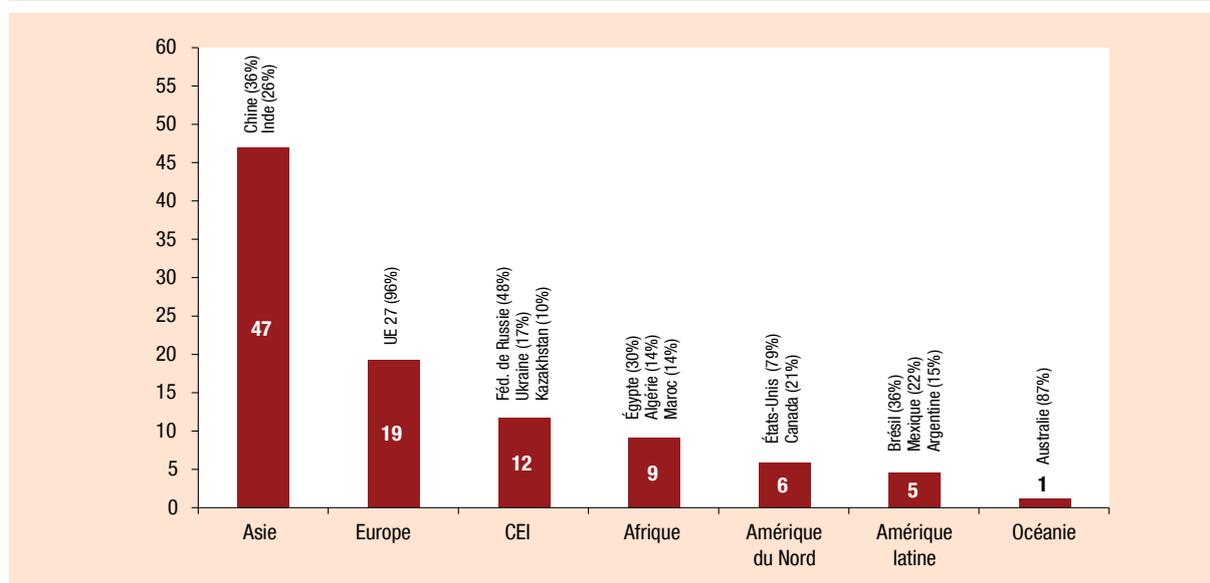
Notes : Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

Déficit de production du blé : différence entre production et demande.

Abréviations: e – estimations, f – prévisions, p – projections.

Sous l'effet de conditions météorologiques défavorables, la production de blé devrait chuter en 2012/13, ce qui pourrait conduire à un important déficit de production. En conséquence, les stocks de fin de période pourraient atteindre leur niveau le plus bas depuis 2008/09.

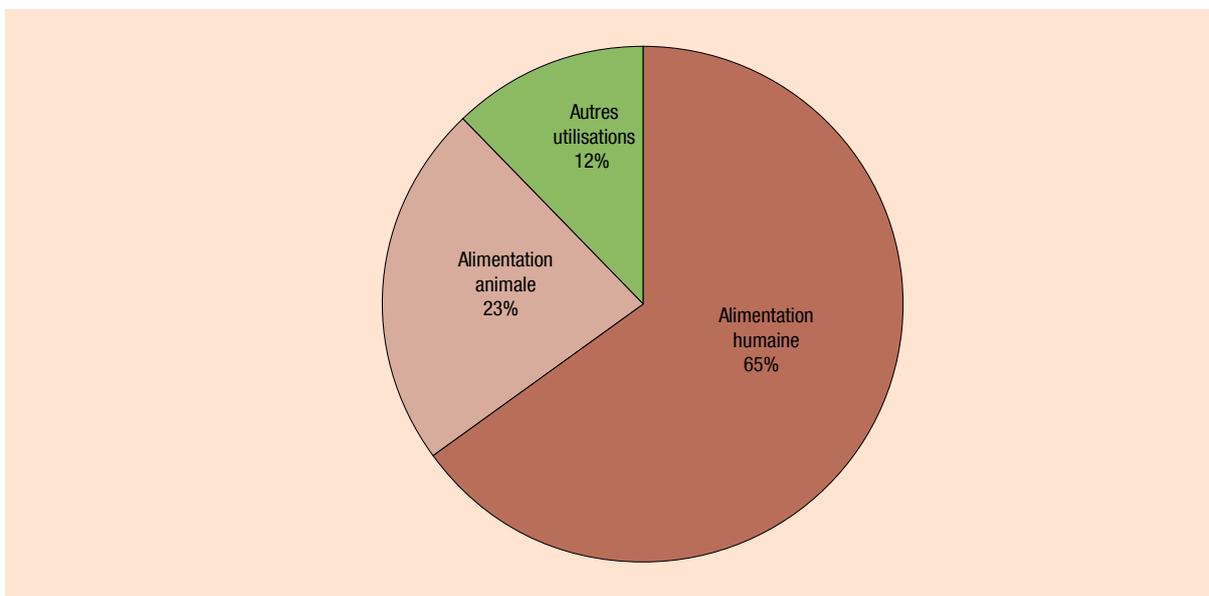
Figure 7c. Demande de blé par région et principaux pays consommateurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)



Source: Conseil international des céréales (CIC).

Notes : Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

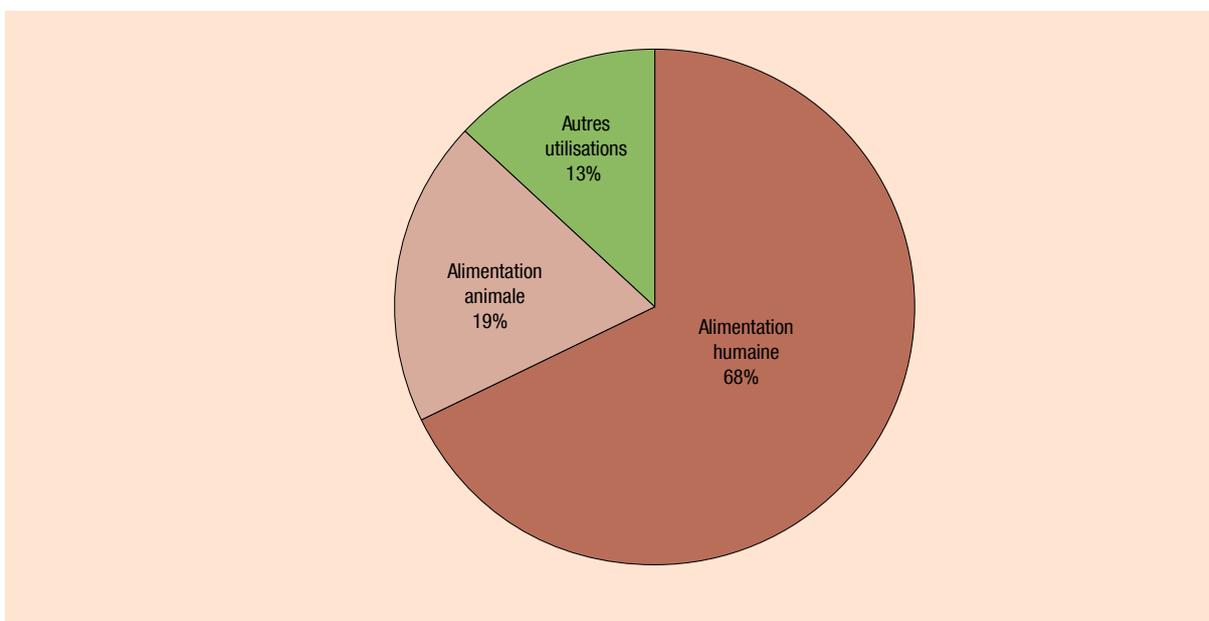
L'Asie est la première région consommatrice de blé, avec environ la moitié de la consommation mondiale.

Figure 7d. Demande mondiale de blé par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 1990–1991

Source: Conseil international des céréales (CIC).

Notes: Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

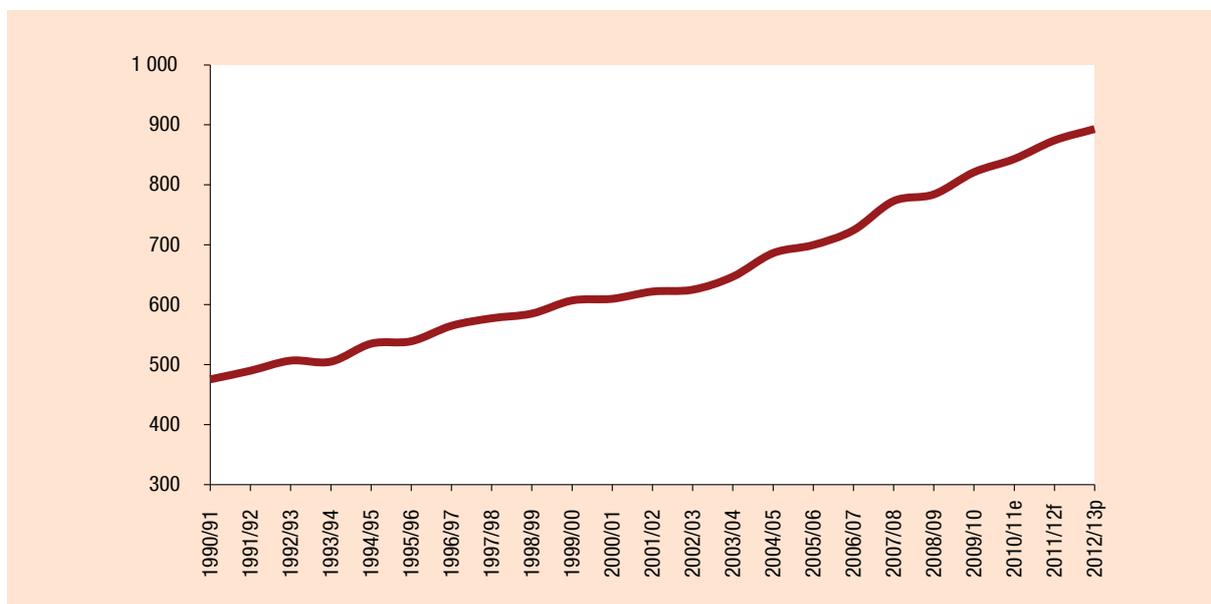
La répartition de la demande de blé dans le monde a légèrement évolué entre 1990/91 et 2011/12, avec une part plus importante de la demande provenant de l'alimentation humaine.

Figure 7e. Demande mondiale de blé par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 2011–2012

Source: Conseil international des céréales (CIC).

Notes: Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

Figure 8a. Évolution de la demande de maïs dans le monde, 1990/91–2012/13 (millions de tonnes)

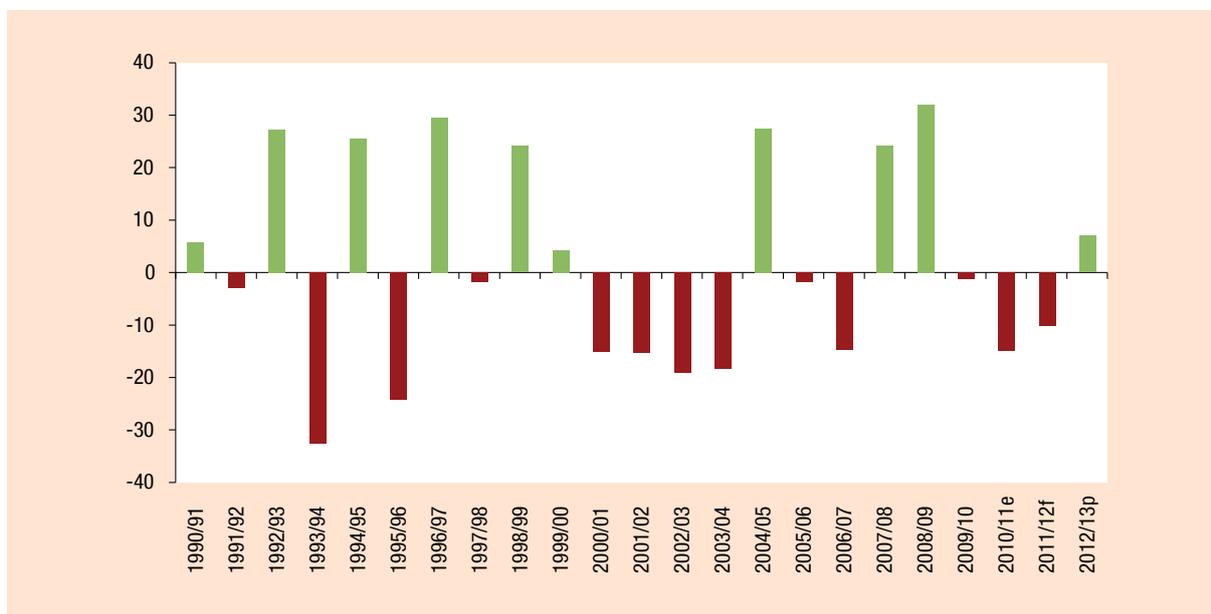


Source: Conseil international des céréales (CIC).

Abréviations: e – estimations, f – prévisions, p – projections.

La demande mondiale de maïs a fortement augmenté au cours de la période (+2.9 pour cent par an).

Figure 8b. Évolution du déficit de production de maïs, 1990/91–2012/13, (millions de tonnes)

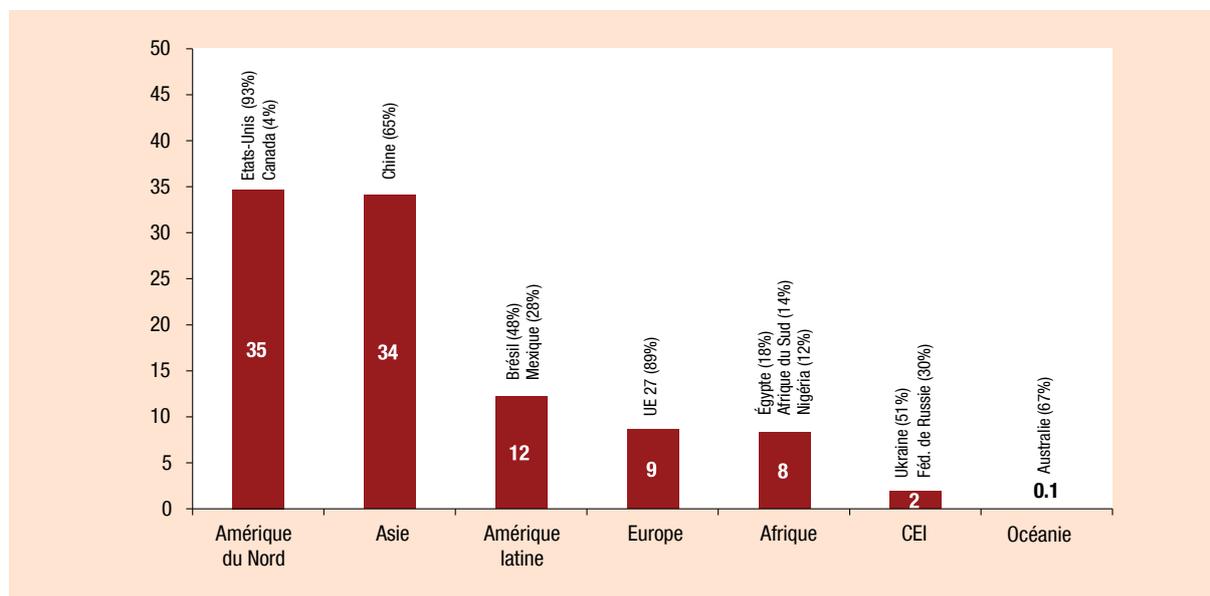


Source: Conseil international des céréales (CIC).

Abréviations: e – estimations, f – prévisions, p – projections.

La forte croissance de la production de maïs anticipée pour 2012/13 (+5.6 pour cent) devrait permettre de satisfaire la forte demande mondiale et contribuer à reconstituer les stocks, qui se situent à un niveau historiquement bas (moins de deux mois de consommation, en comparaison des 5 mois disponibles en 1990/91).

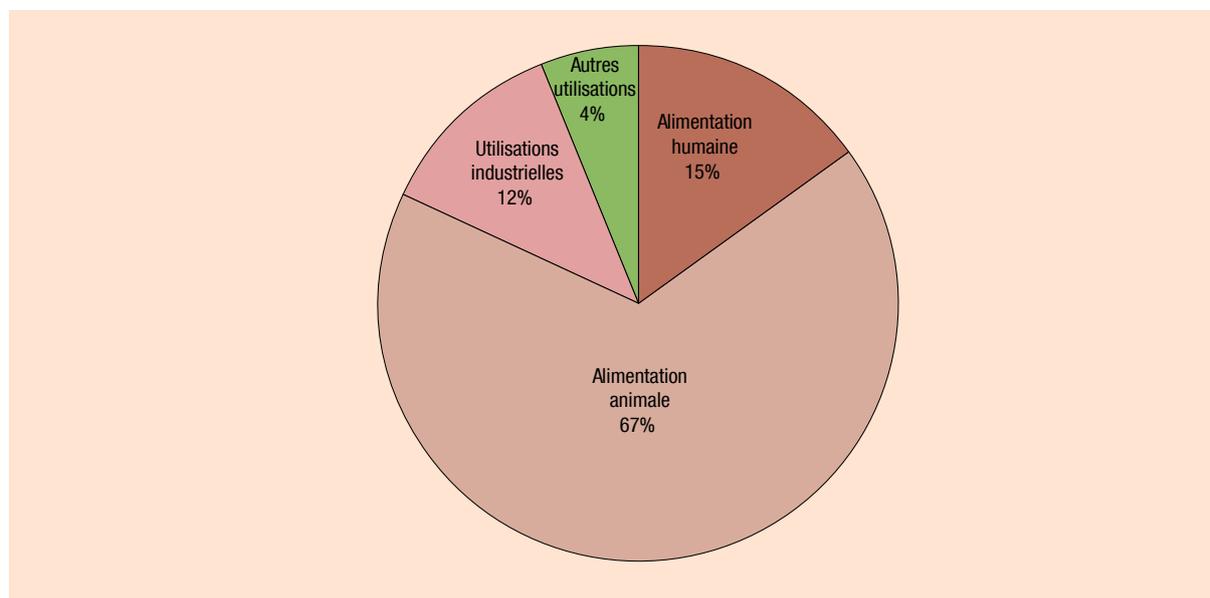
Figure 8c. Demande de maïs par région et principaux pays consommateurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)



Source: Conseil international des céréales (CIC).

Ensemble, les États-Unis et la Chine représentent 54 pour cent de la demande mondiale de maïs.

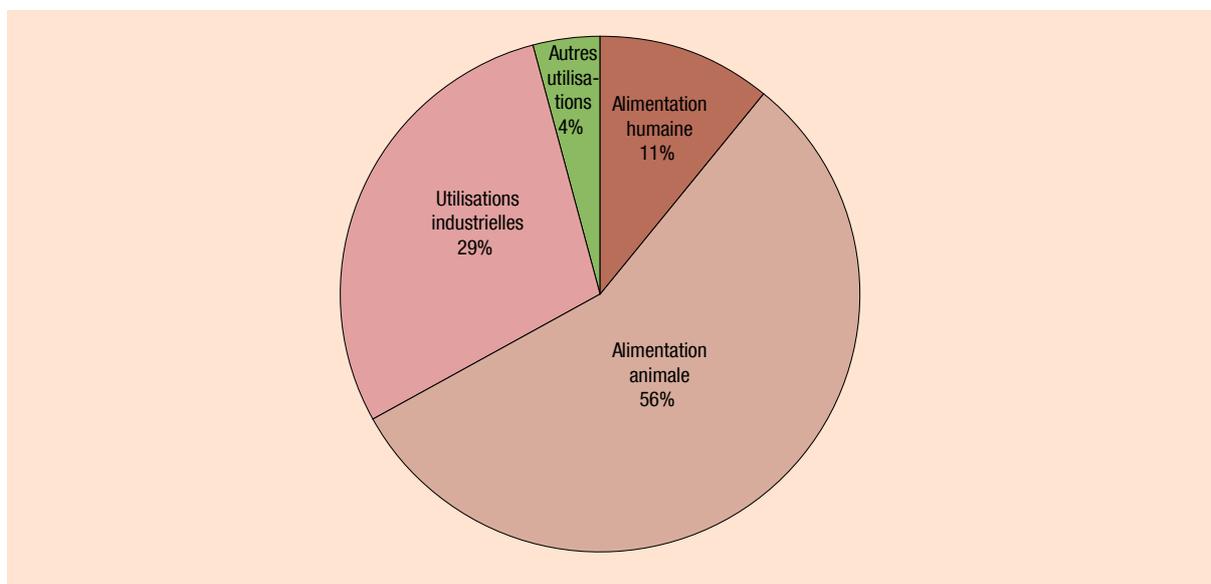
Figure 8d. Demande mondiale de maïs par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 1990–1991



Source: Conseil international des céréales (CIC).

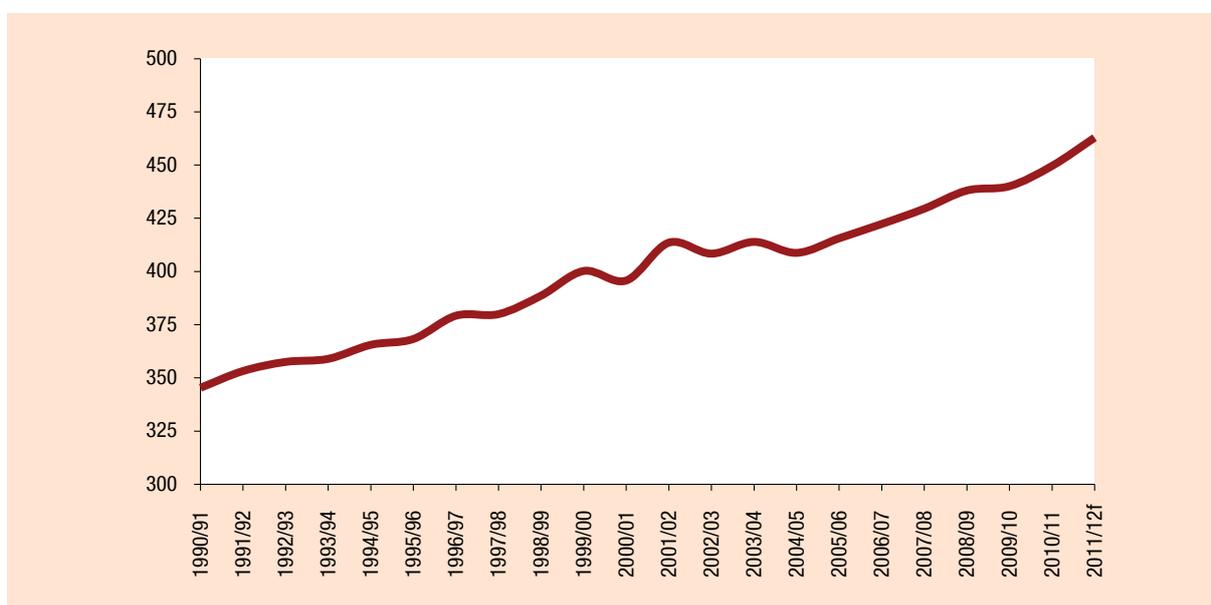
Alors que l'alimentation animale dominait largement la demande de maïs en 1990/91, sa part a chuté à 56 pour cent en 2011/12. Dans le même temps, la part des applications industrielles a augmenté fortement. Cette situation pourrait s'expliquer par le développement de l'industrie des biocarburants. En effet, aux États-Unis, la première source de demande de maïs est l'industrie avec 44 pour cent de celle-ci (et plus de 90 pour cent de cette demande s'explique par la demande de biocarburants). La demande pour l'alimentation animale est, quant à elle, principalement soutenue par la Chine où elle représente les deux tiers de la demande nationale.

Figure 8e. Demande mondiale de maïs par type d'utilisation en pourcentage de la demande mondiale, 2011–2012



Source: Conseil international des céréales (CIC).

Figure 9a. Évolution de l'utilisation mondiale de riz, 1990/91–2011/12 (millions de tonnes)



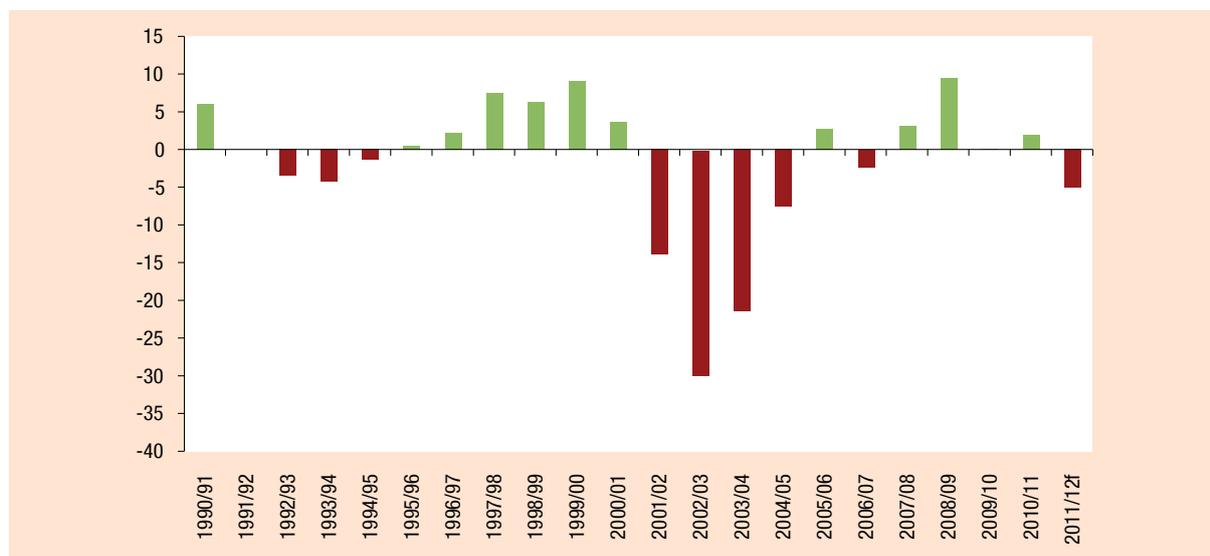
Source: USDA, Rice Yearbook 2011 (table 22 – World rice supply and utilization).

Notes: Sur la période 2003/04 – 2011/12 (objet de l'examen du CIC, les données utilisées pour les autres graphiques relatifs à la production de blé et de maïs) les données du CIC et de l'USDA sont identiques. En conséquence, les données de l'USDA ont été sélectionnées afin de nous permettre de présenter une série relative à la production de riz plus longue.

Abréviations: f – prévisions (au 11 mai 2011).

La demande mondiale de riz a augmenté à un rythme plus soutenu (1.4 pour cent) que la production depuis le début des années 1990.

Figure 9b. Évolution du déficit de production de riz, 1990/91–2011/12, (millions de tonnes)



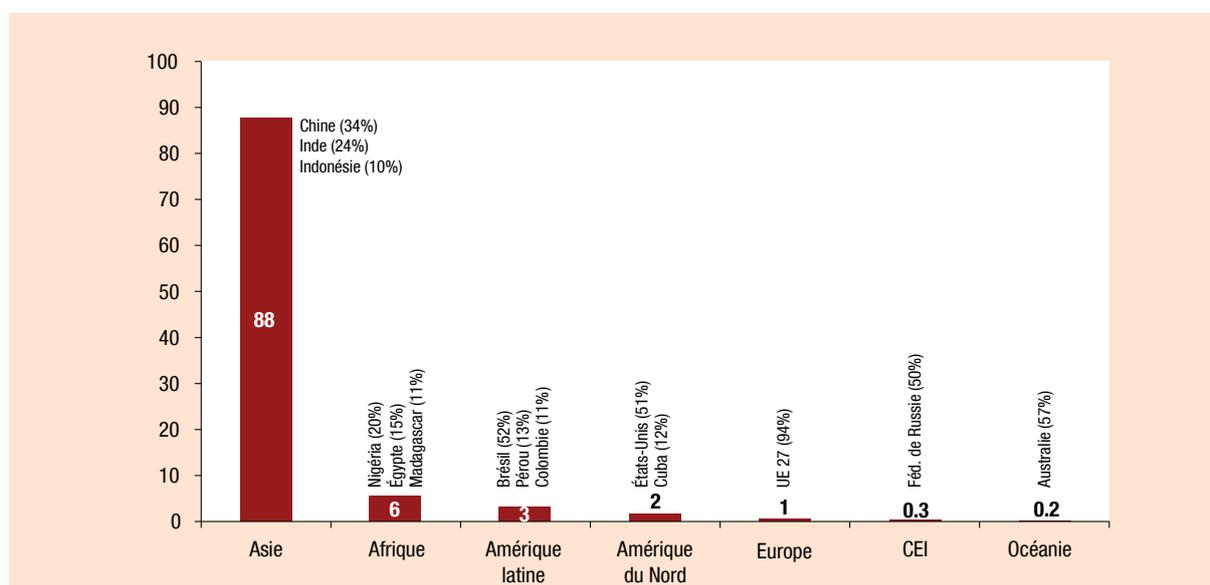
Source: USDA, Rice Yearbook 2011 (table 22 – World rice supply and utilization).

Notes: Sur la période 2003/04 – 2011/12 (objet de l'examen du CIC, les données utilisées pour les autres graphiques relatifs à la production de blé et de maïs) les données du CIC et de l'USDA sont identiques. En conséquence, les données de l'USDA ont été sélectionnées afin de nous permettre de présenter une série relative à la production de riz plus longue.

Abréviations: f – prévisions (au 11 mai 2011).

Du fait de déficits de production importants enregistrés entre 2001/02 et 2004/05, les stocks de riz se situent à des niveaux historiquement bas (30 pour cent en dessous de leur niveau de 1990 en termes de semaines de consommation).

Figure 9c. Demande de riz par région et principaux pays consommateurs au sein de la région en pourcentage du total mondial et du total régional, 2011/12 (pourcentage)



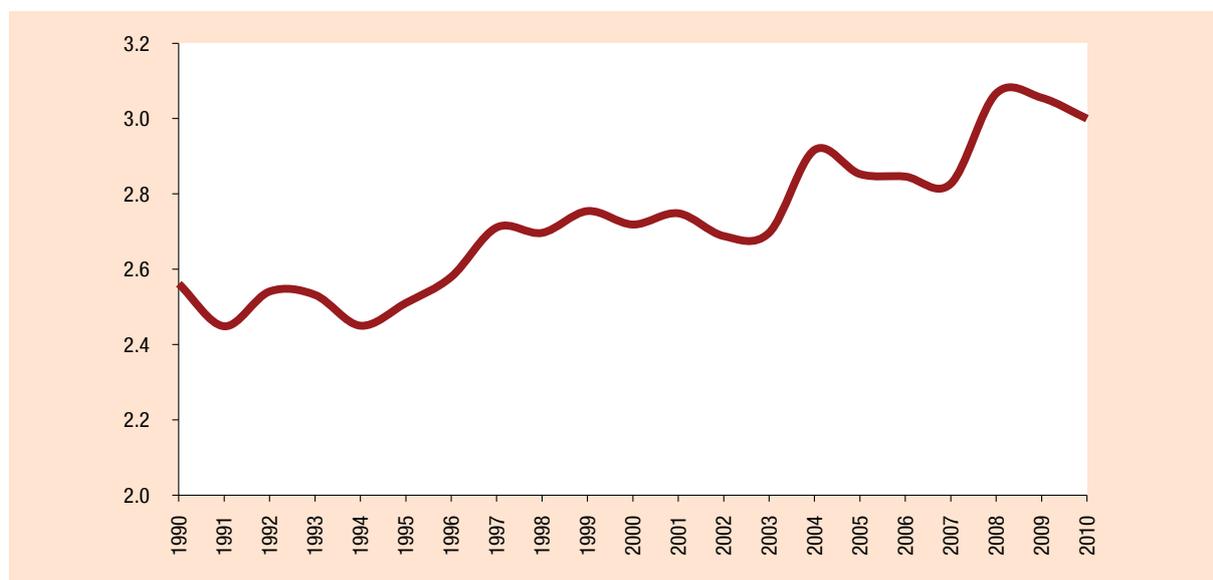
Source: USDA, Rice Yearbook 2011 (table 22 – World rice supply and utilization).

Notes: Sur la période 2003/04 – 2011/12 (objet de l'examen du CIC, les données utilisées pour les autres graphiques relatifs à la production de blé et de maïs) les données du CIC et de l'USDA sont identiques. En conséquence, les données de l'USDA ont été sélectionnées afin de nous permettre de présenter une série relative à la production de riz plus longue.

Abréviations: f – prévisions (au 11 mai 2011).

L'Asie domine la demande mondiale de riz. Le marché international du riz est marginal en comparaison de celui du blé ou du maïs. Il est également fortement concentré à l'intérieur des régions productrices. Les principaux pays producteurs de riz étant également les principaux consommateurs.

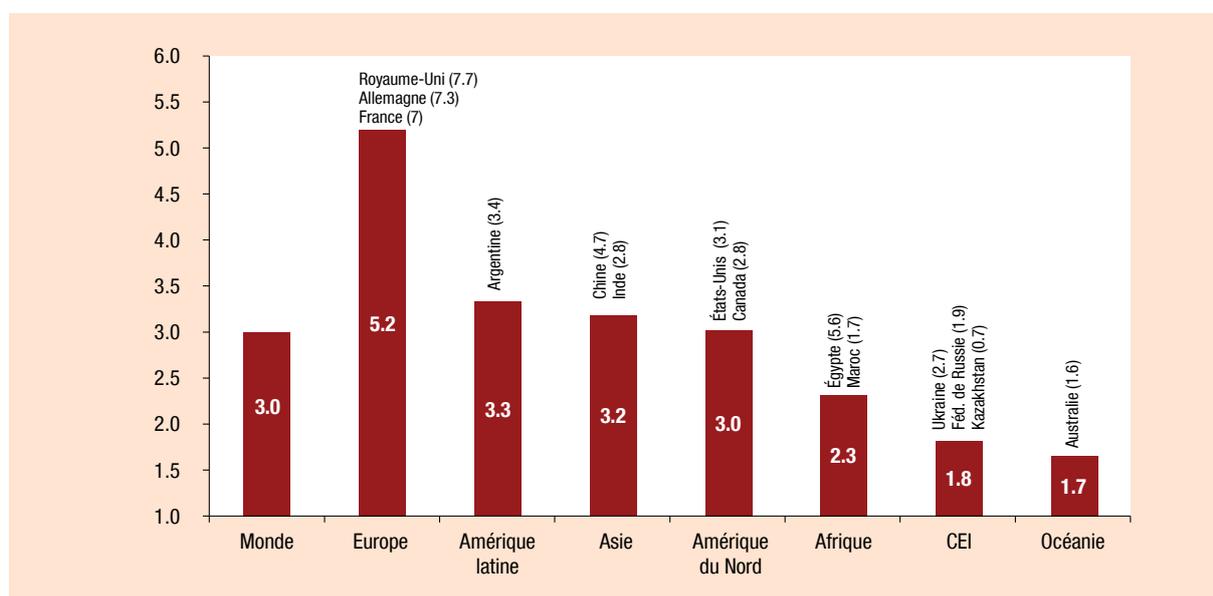
Figure 10a. Évolution des rendements mondiaux de production de blé, 1990–2010 (tonne par hectare)



Source: FAO, FAOSTAT.

Le rendement mondial de production de blé a progressé au cours de la période de référence (0.8 pour cent par an en moyenne).

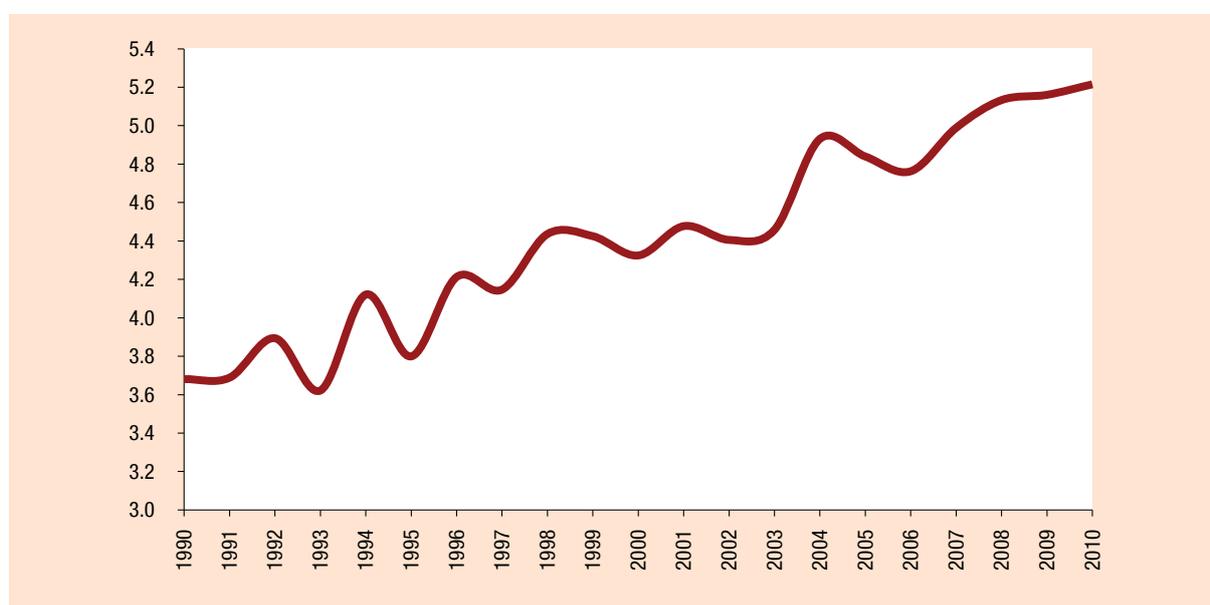
Figure 10b. Rendements de production de blé par région, 2010 (tonne par hectare)



Source: FAO, FAOSTAT.

Alors que le rendement de production du blé était en moyenne de 3 tonnes par hectare en 2010, les rendements nationaux ont été relativement hétérogènes (ex. les rendements de production en Afrique ont été environ 30% plus faibles qu'en Asie).

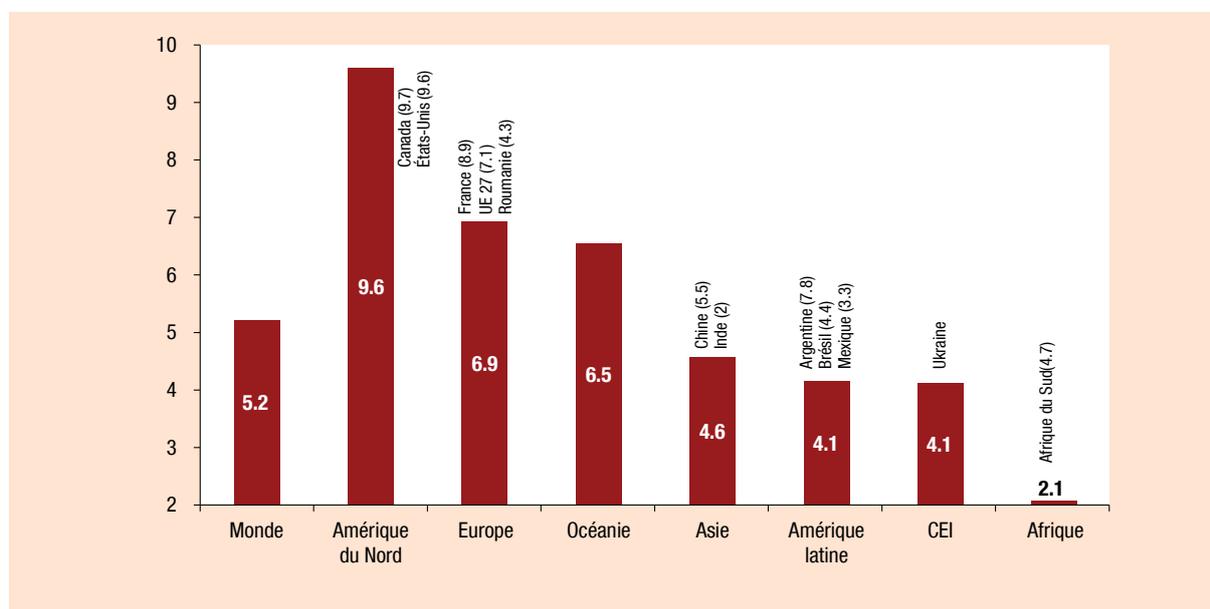
Figure 11a. Évolution des rendements de production mondiaux de maïs, 1990–2010 (tonne par hectare)



Source: FAO, FAOSTAT.

Malgré des évolutions annuelles quelque peu erratiques, les rendements mondiaux se sont largement améliorés sur la période de référence (+42 pour cent entre 1990 et 2010).

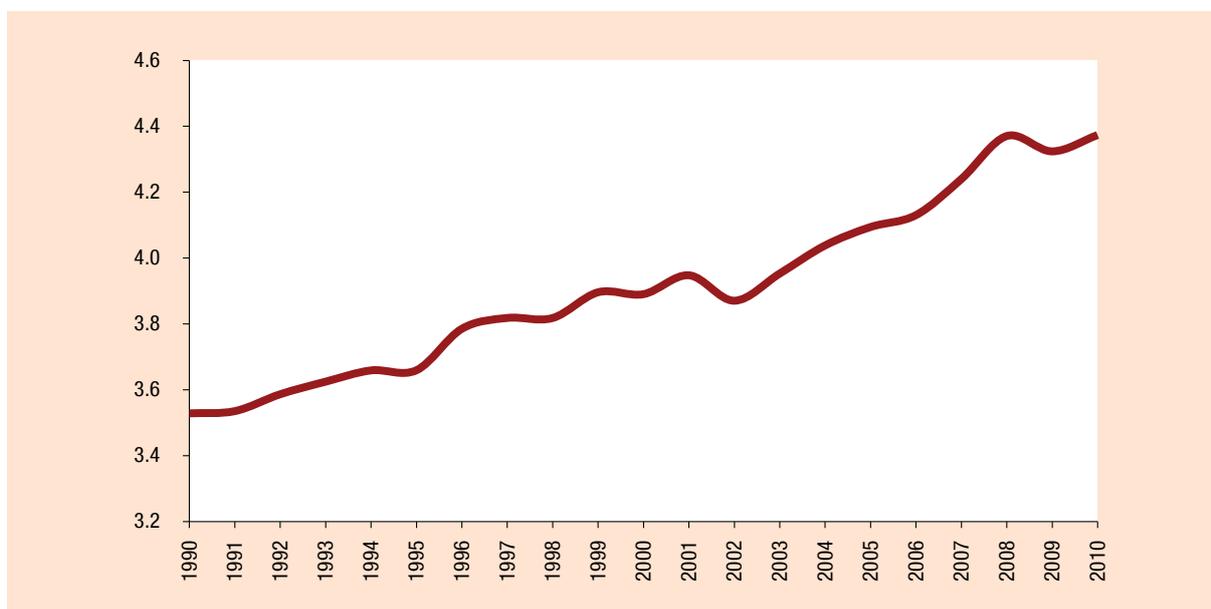
Figure 11b. Rendements de production de maïs par région, 2010 (tonne par hectare)



Source: FAO, FAOSTAT.

Les rendements mondiaux ont excédé 5 tonnes par hectare en 2010, avec des différences de productivité importantes entre l'Amérique du Nord et les autres régions productrices. Ces écarts ont été particulièrement significatifs entre l'Amérique du Nord et l'Afrique, mais également entre les États-Unis et l'UE-27, par exemple.

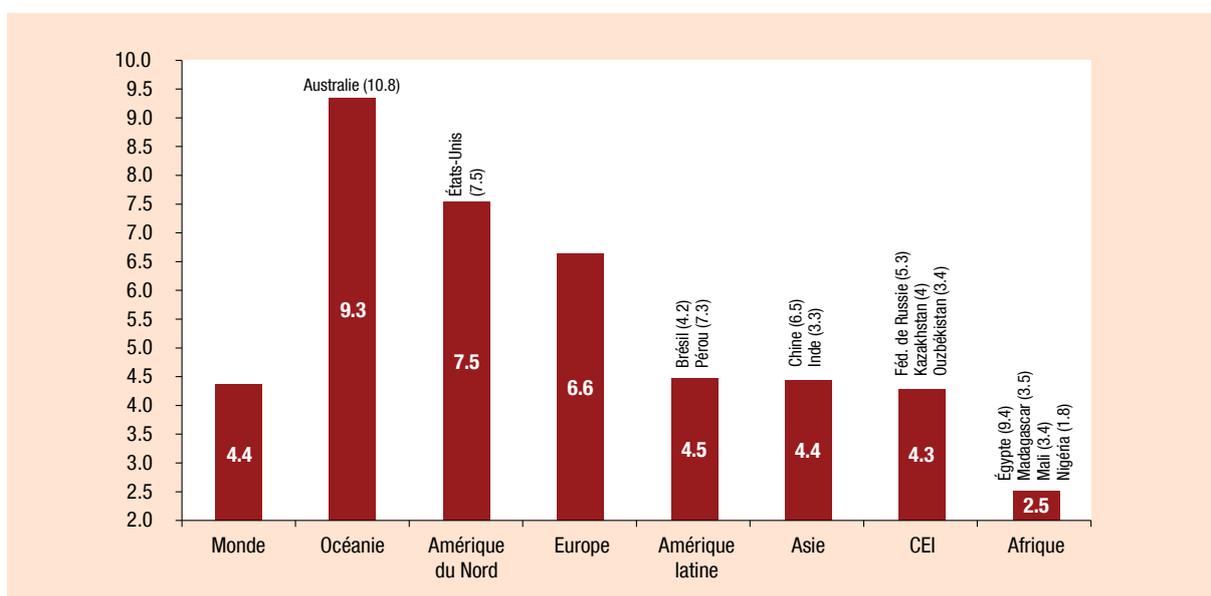
Figure 12a. Évolution des rendements de production mondiaux du riz paddy, 1990–2010 (tonne par hectare)



Source: FAO, FAOSTAT.

Les rendements mondiaux ont augmenté de manière significative au cours des vingt dernières années.

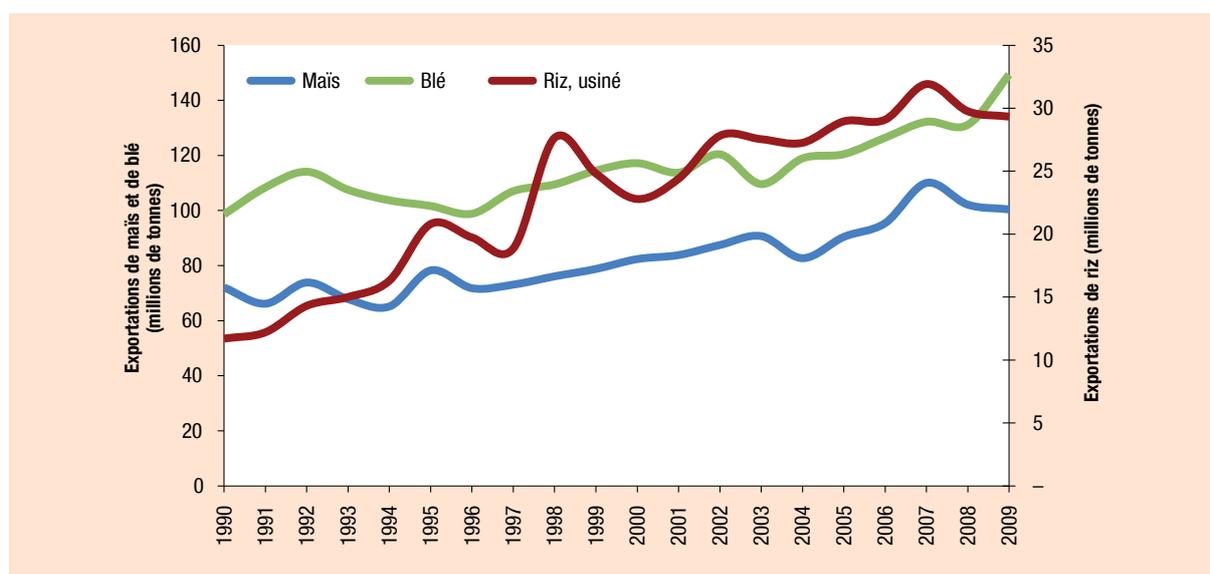
Figure 12b. Rendements de production du riz paddy par région, 2010 (tonne par hectare)



Source: FAO, FAOSTAT.

L'Australie est le premier pays producteur en termes de rendement, largement devant la Chine ou l'Inde, les deux premiers pays producteurs de riz au monde.

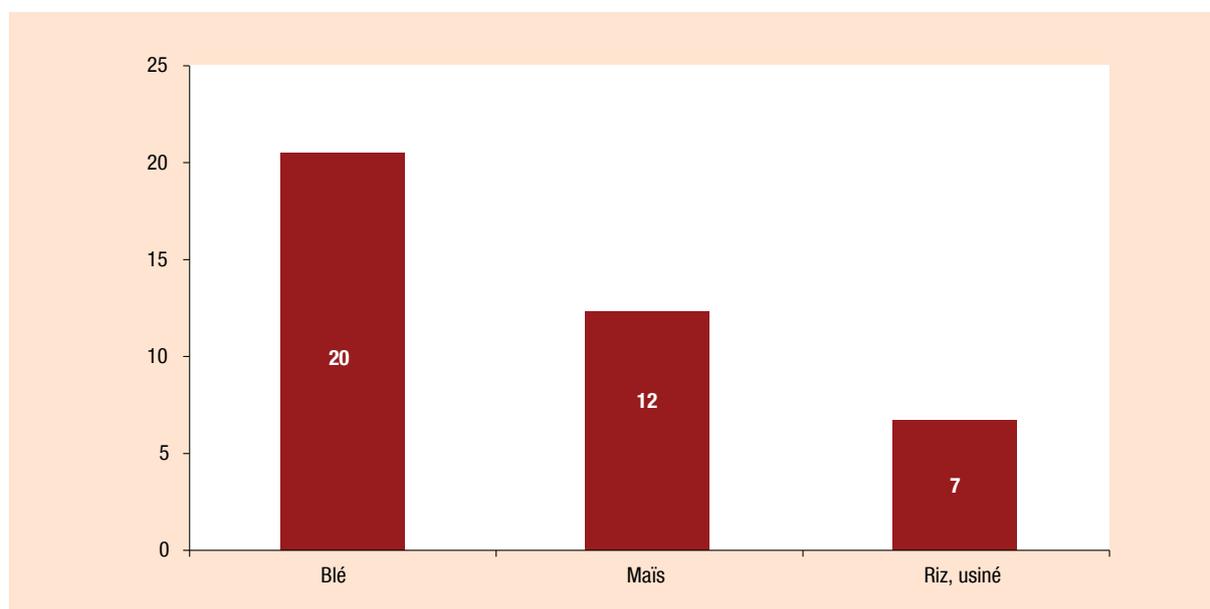
Figure 13. Évolution des exportations mondiales de blé, de maïs et de riz (usiné), 1990–2009 (millions de tonnes)



Source: FAO, FAOSTAT (pour le maïs et le blé) et USDA, Rice Yearbooks (pour les données relatives au riz).

Avec une moyenne de 6 pour cent de croissance annuelle entre 1990 et 2009, les exportations mondiales de riz ont enregistré la hausse la plus forte de toutes les céréales.

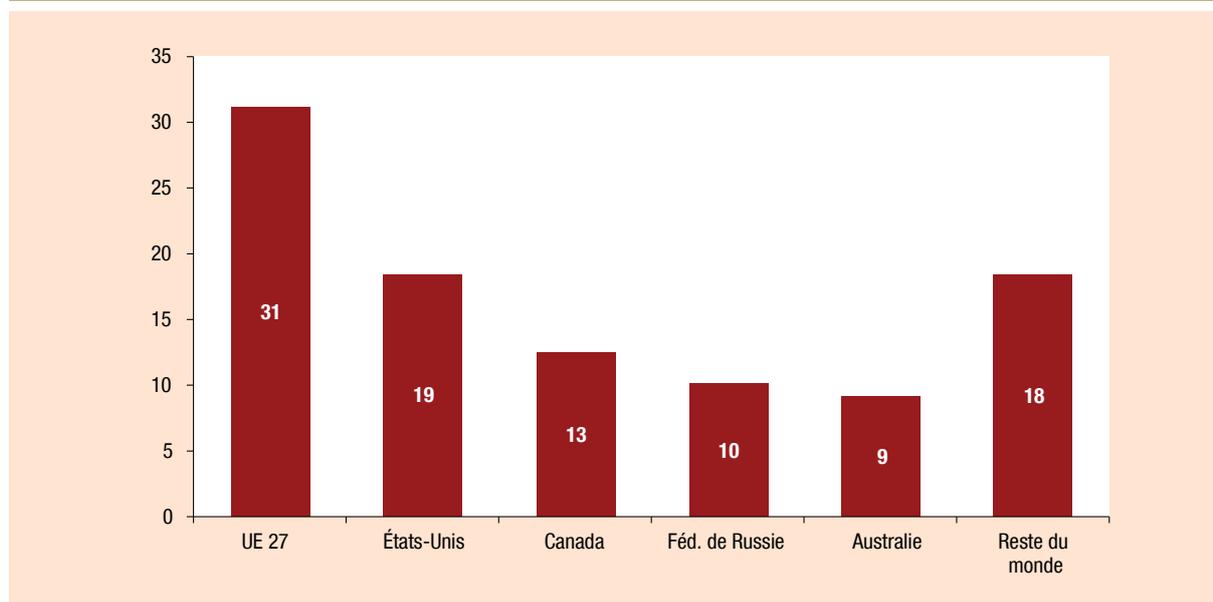
Figure 14. Exportations mondiales de blé, de maïs et de riz (usiné) en pourcentage de la production mondiale, moyenne 2008–2009 (pourcentage)



Source: FAO, FAOSTAT (pour le maïs et le blé) et USDA, Rice Yearbooks (pour les données relatives au riz).

La part de la production mondiale de riz exportée est faible, étant donné que les principaux pays producteurs de cette céréale, en sont également les premiers consommateurs.

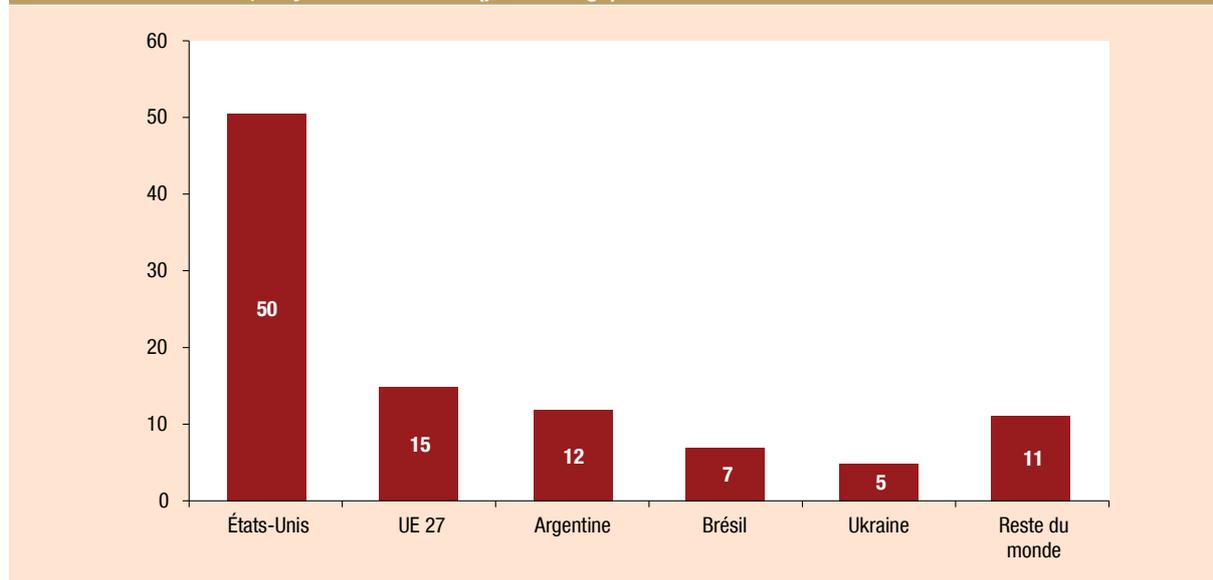
Figure 15a. Cinq premiers pays exportateurs de blé (en termes de volume), en pourcentage des exportations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)



Source: FAO, FAOSTAT.

Ensemble l'UE 27 et les États-Unis ont représenté la moitié des exportations mondiales de blé en 2008–2009.

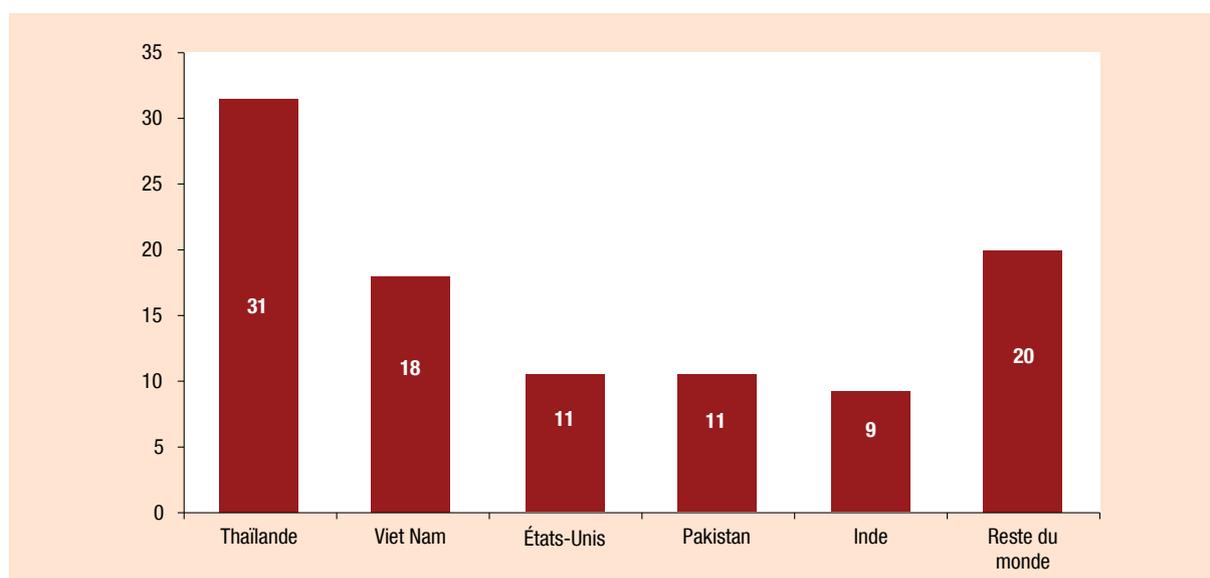
Figure 15b. Cinq premiers pays exportateurs de maïs (en termes de volume), en pourcentage des exportations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)



Source: FAO, FAOSTAT.

Les États-Unis sont le premier pays exportateur de maïs avec la moitié des exportations mondiales. Combinés à l'UE 27, les exportations des deux zones ont compté pour les deux tiers des exportations mondiales en 2008-2009.

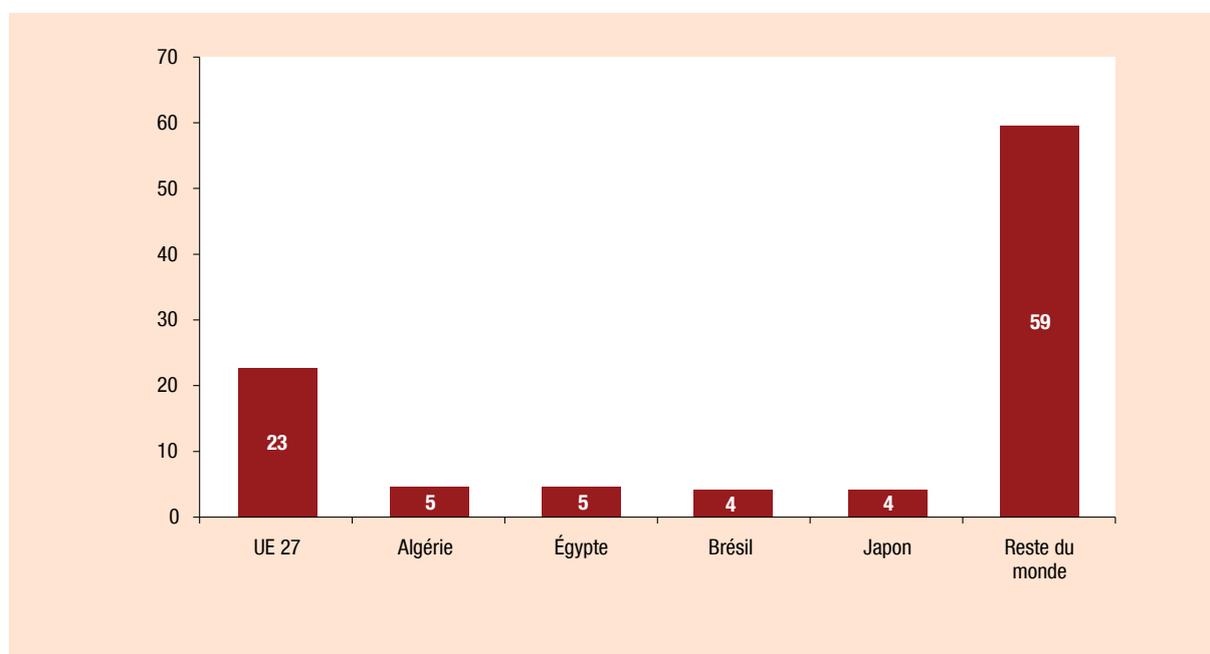
Figure 15c. Cinq premiers pays exportateurs de riz (usiné) (en termes de volume), en pourcentage des exportations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)



Source: USDA, Rice Yearbook 2011.

Le marché du riz est le plus concentré des 3 principaux marchés des céréales. L'Asie représente environ 70 pour cent des exportations mondiales de riz usiné.

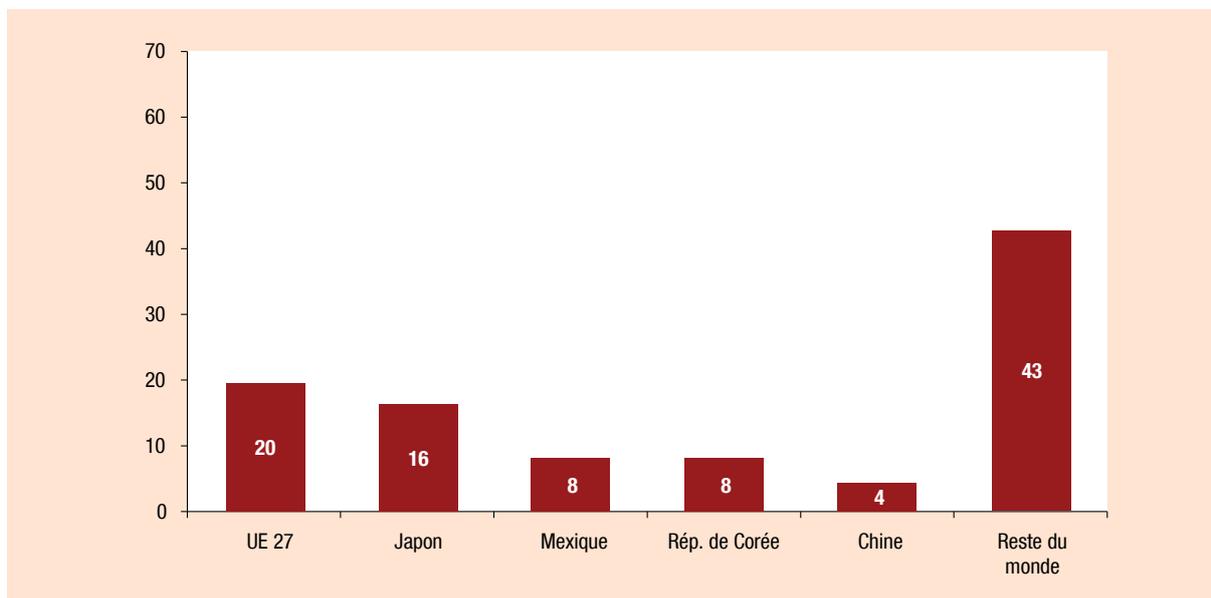
Figure 16a. Cinq premiers pays importateurs de blé (en termes de volume), en pourcentage des importations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)



Source: FAO, FAOSTAT.

L'UE 27 est le principal acteur du marché du blé, important environ un quart des importations mondiales. Le reliquat des importations mondiales est largement atomisé.

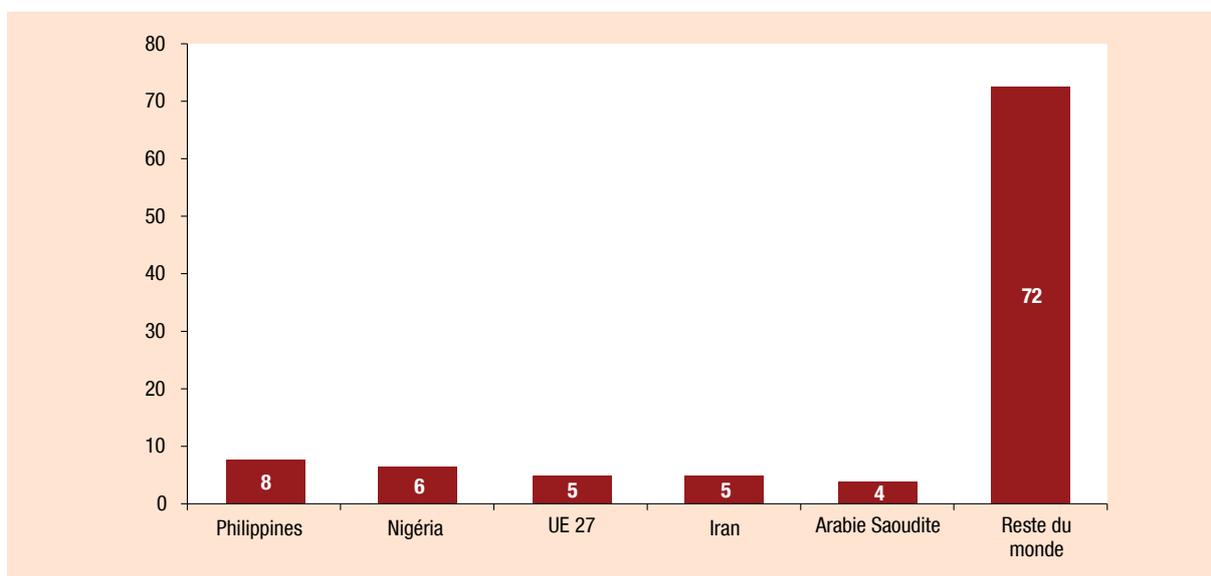
Figure 16b. Cinq premiers pays importateurs de maïs (en termes de volume), en pourcentage des importations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)



Source: FAO, FAOSTAT.

Les importations de maïs sont moins fortement concentrées, que ses exportations avec cinq pays comptant pour 56 pour cent des importations mondiales, contre 90 pour cent pour les exportations.

Figure 16c. Cinq premiers pays importateurs de riz (usiné) (en termes de volume), en pourcentage des importations mondiales, moyenne 2008–2009 (pourcentage)

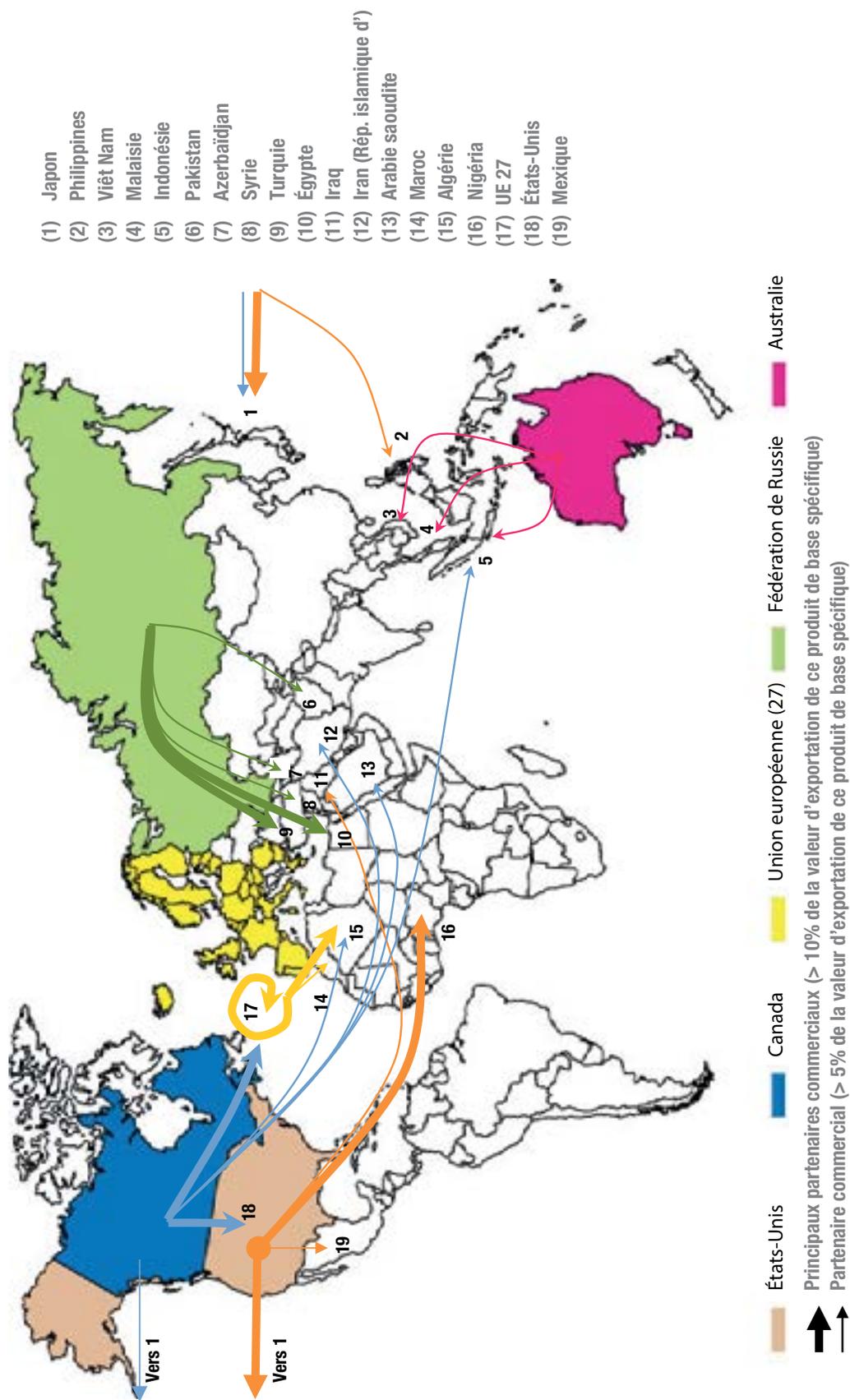


Source: USDA, Rice Yearbook 2011.

Note: L'UE 27 ne prend pas en compte le commerce intra-communautaire.

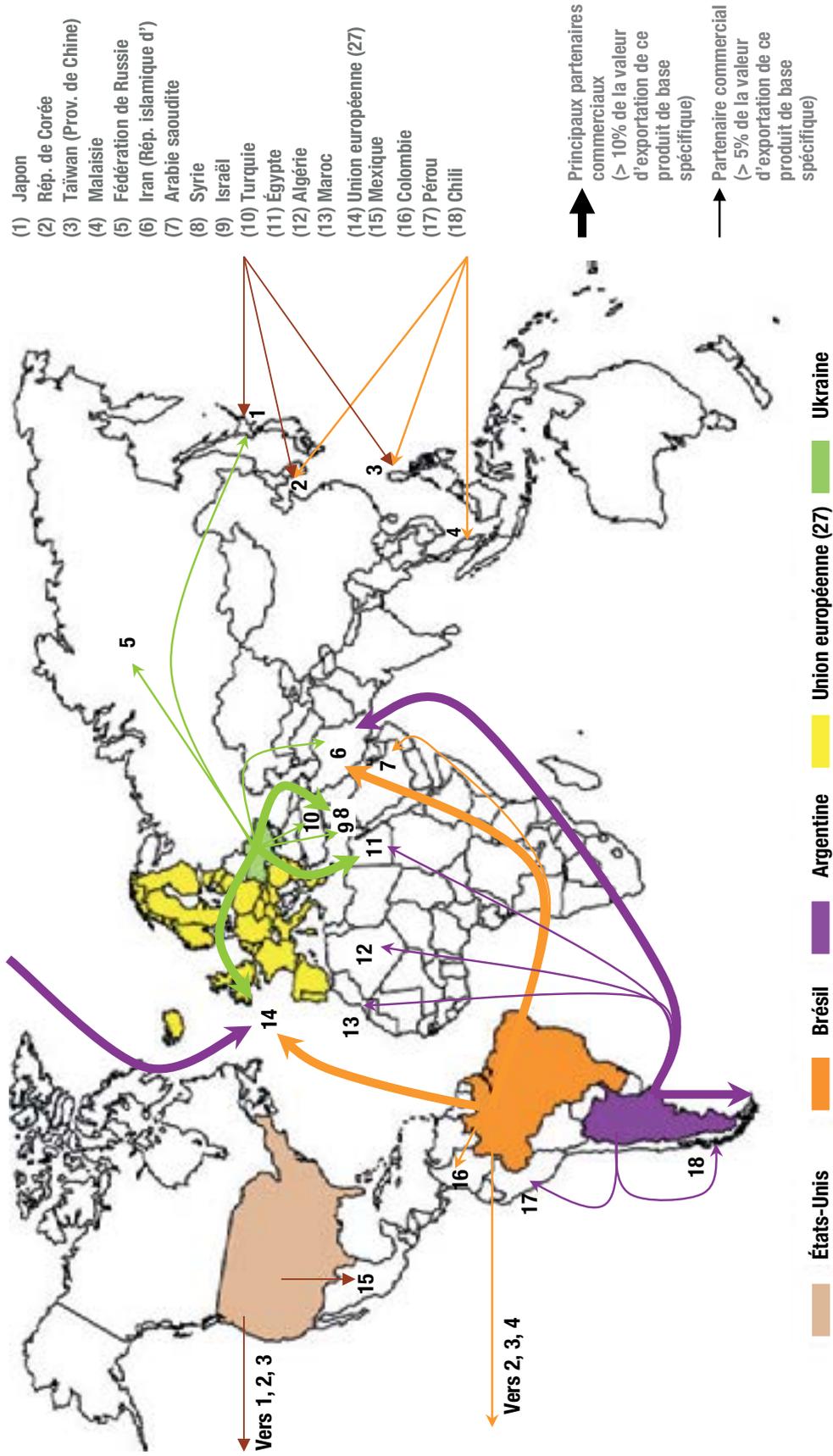
En ce qui concerne les importations de riz (usiné), le marché est le plus diversifié des trois principaux marchés des céréales. L'UE 27 y joue un rôle marginal, alors qu'elle est un acteur de premier ordre des importations de blé et de maïs.

Carte 1. Premiers pays exportateurs de blé et leurs principaux partenaires commerciaux, moyenne 2008–2009 (valeur commerciale) (pourcentage)



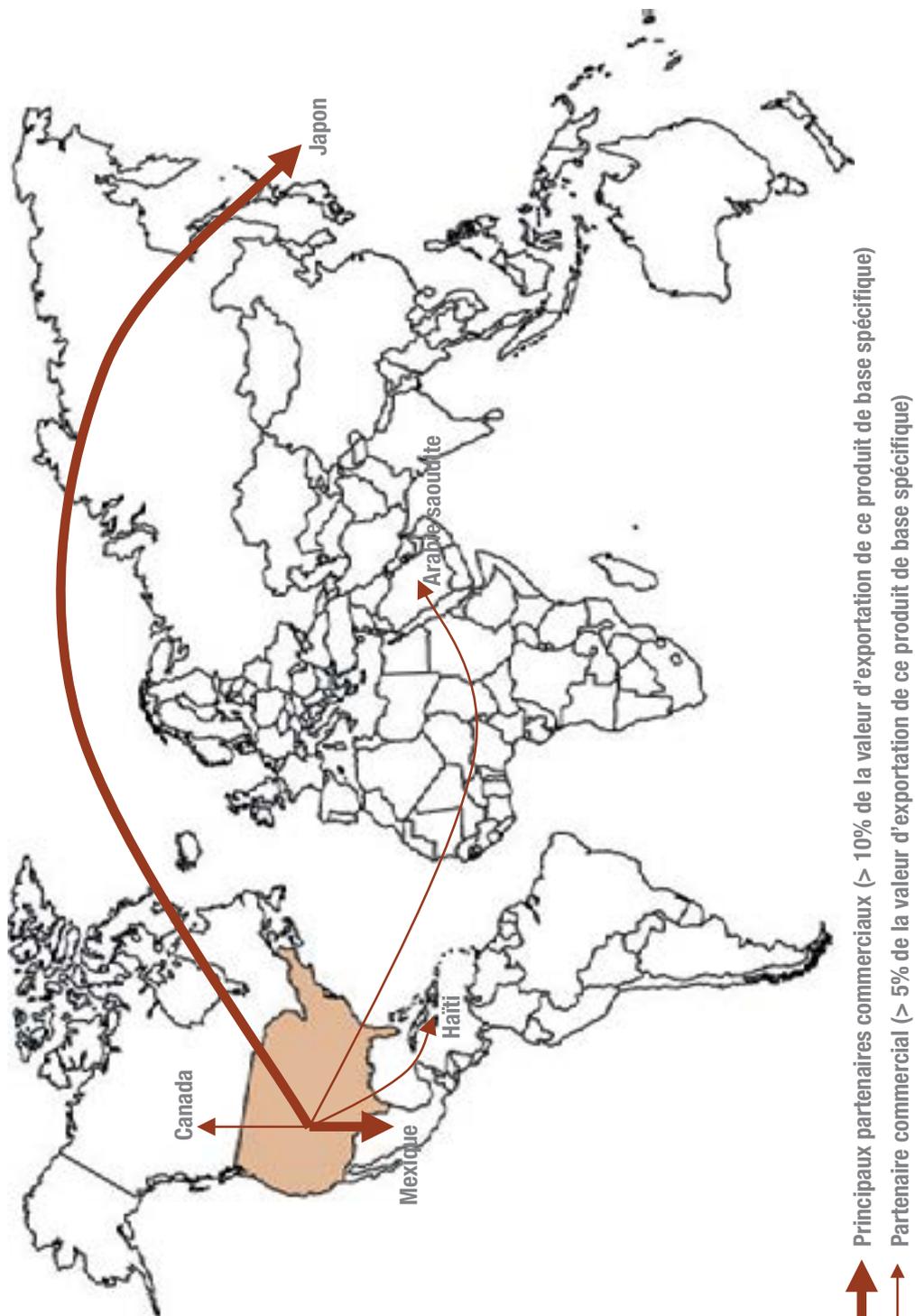
Source: CNUCED, UNCTADstat.
 Note: Froment (dont épeautre) et méteil non moulus (CTCI révision 3 – 041).

Carte 2. Premiers pays exportateurs de maïs et leurs principaux partenaires commerciaux, moyenne 2008-2009 (valeur commerciale) (pourcentage)



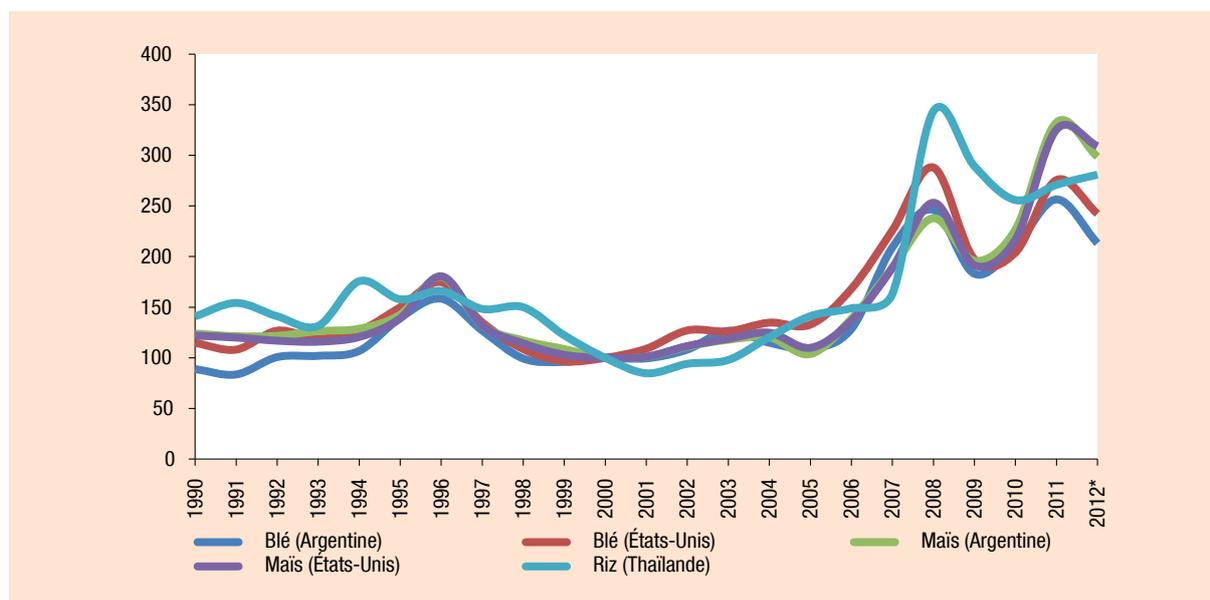
Source: CNUCED, UNCTADstat.
 Note: Maïs non moulu (CTCI révision 3 - 044).

Carte 3. Premier pays exportateur de riz et ses principaux partenaires commerciaux, moyenne 2008–2009 (valeur commerciale) (pourcentage)



Source: CNUCED, UNCTADstat.
Note: Riz (CTCI révision 3 – 042).

Figure 17. Évolution de l'indice des prix des céréales, 1960–2012 (base 2000 = 100)

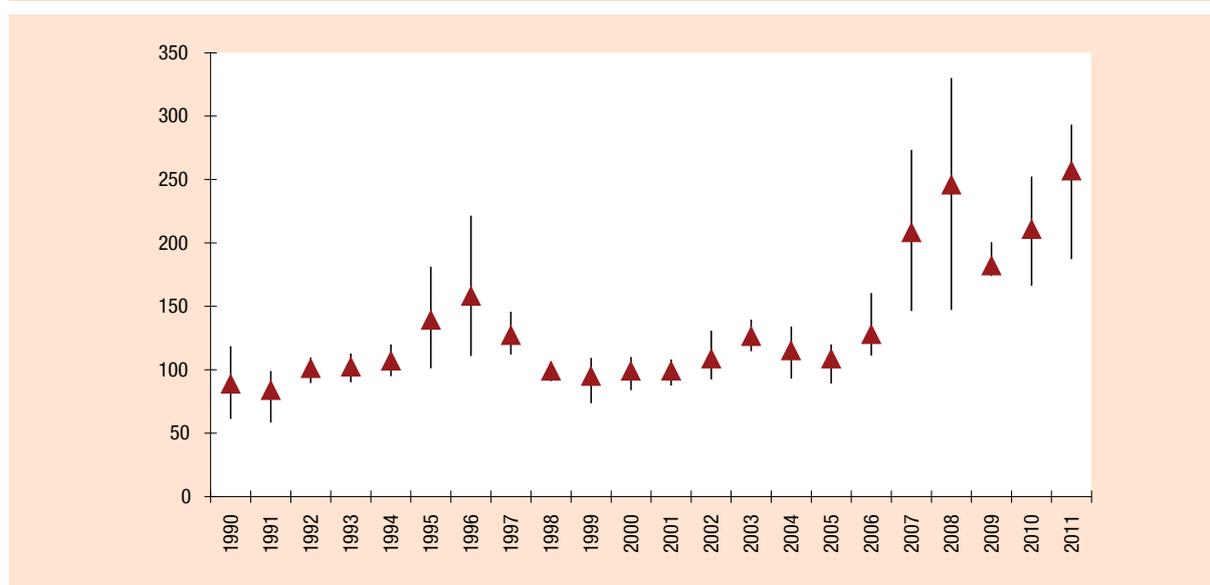


Source: CNUCED, UNCTADstat.

Notes : Blé (Argentine) : Blé, Argentine, trigo pan Upriver, FAB ; Blé (États-Unis) : Blé, États-Unis, roux d'hiver ordinaire n° 2, FAB Golfe du Mexique ; Maïs (Argentine) : Maïs, Argentine, Rosario, FAB Maïs (États-Unis) : Maïs, États-Unis, jaune n° 3, FAB Golfe du Mexique. Riz (Thaïlande) : Riz, Thaïlande, blanchi, 5% de brisures, prix nominal, FAB Bangkok.
2012: la moyenne inclut les données de janvier à mai 2012.

La crise alimentaire de 2008 peut être très nettement observée sur ce graphique. Plusieurs facteurs y ont contribué : un contexte général de hausse à long-terme de la demande des denrées alimentaires (supportée par la croissance de la population, l'urbanisation et le développement économique rapide en Asie orientale et du Sud-Est, en particulier) a contribué à engendrer des déséquilibres, aggravés par des sécheresses, une réponse de l'offre lente, la chute du dollar, des prix élevés de l'énergie, ainsi que des inquiétudes relatives à la hausse de la demande de biocarburants, des restrictions à l'exportation et la spéculation sur les marchés.

Figure 18a. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du blé (Argentine), 1990–2011 (base 2000 = 100)

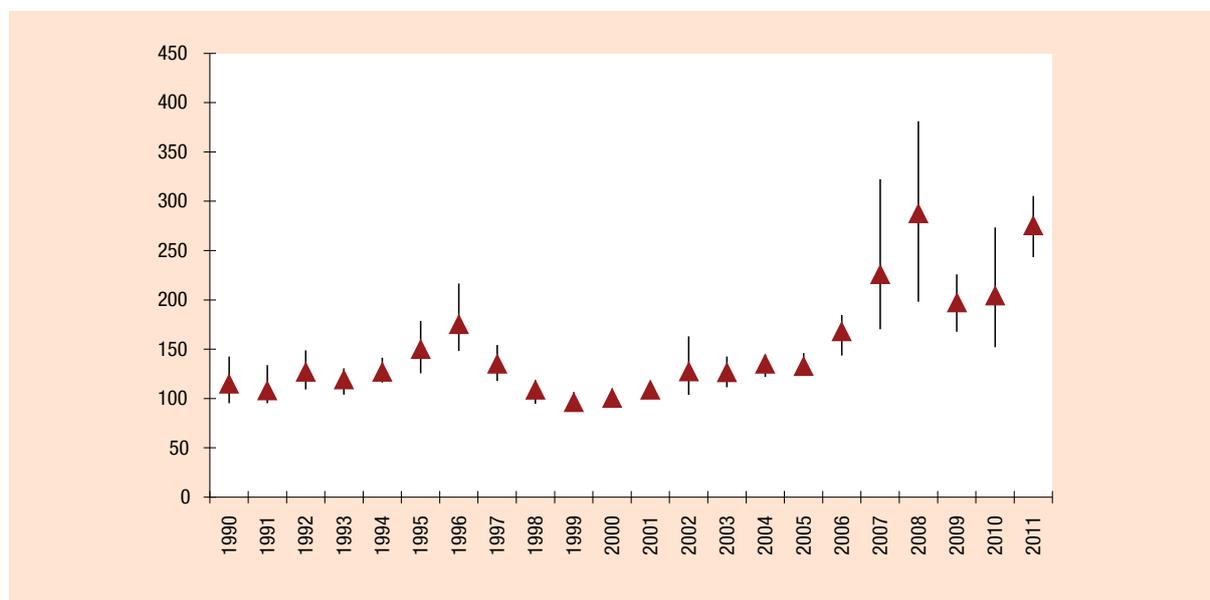


Source: CNUCED, UNCTADstat.

Notes : Blé (Argentine) : Blé, Argentine, trigo pan Upriver, FAB ;
Les graphiques 18a à 18e montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice mensuel des prix du produit de base indiqué dans le titre du graphique.

La volatilité intra-annuelle a été particulièrement élevée sur la période 2007-2008, plus connue sous le nom de crise alimentaire de 2008. Toutefois, replacée dans un contexte historique, la volatilité des prix du blé est demeurée significative en 2010 et 2011 autant pour le blé (Argentine), que le blé (États-Unis).

Figure 18b. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du blé (États-Unis), 1990–2011 (base 2000 = 100)

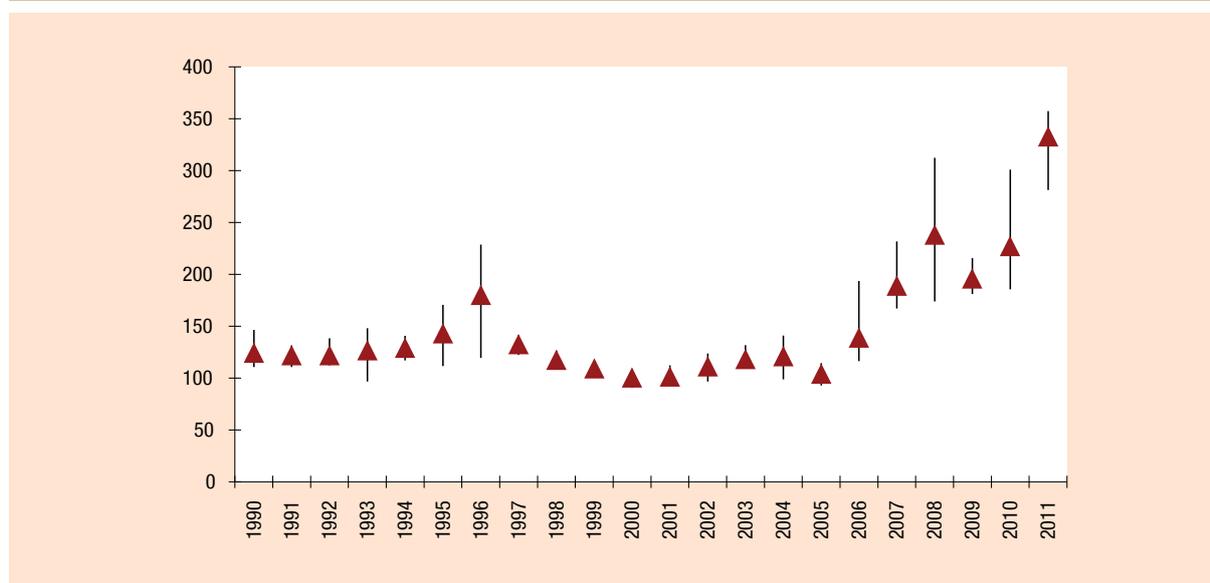


Source: CNUCED, UNCTADstat.

Notes: Blé (États-Unis) : Blé, États-Unis, roux d'hiver ordinaire n° 2, FAB Golfe du Mexique ;

Les graphiques 18a à 18e montre le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice mensuel des prix du produit de base indiqué dans le titre du graphique.

Figure 18c. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du maïs (Argentine), 1990–2011 (base 2000 = 100)



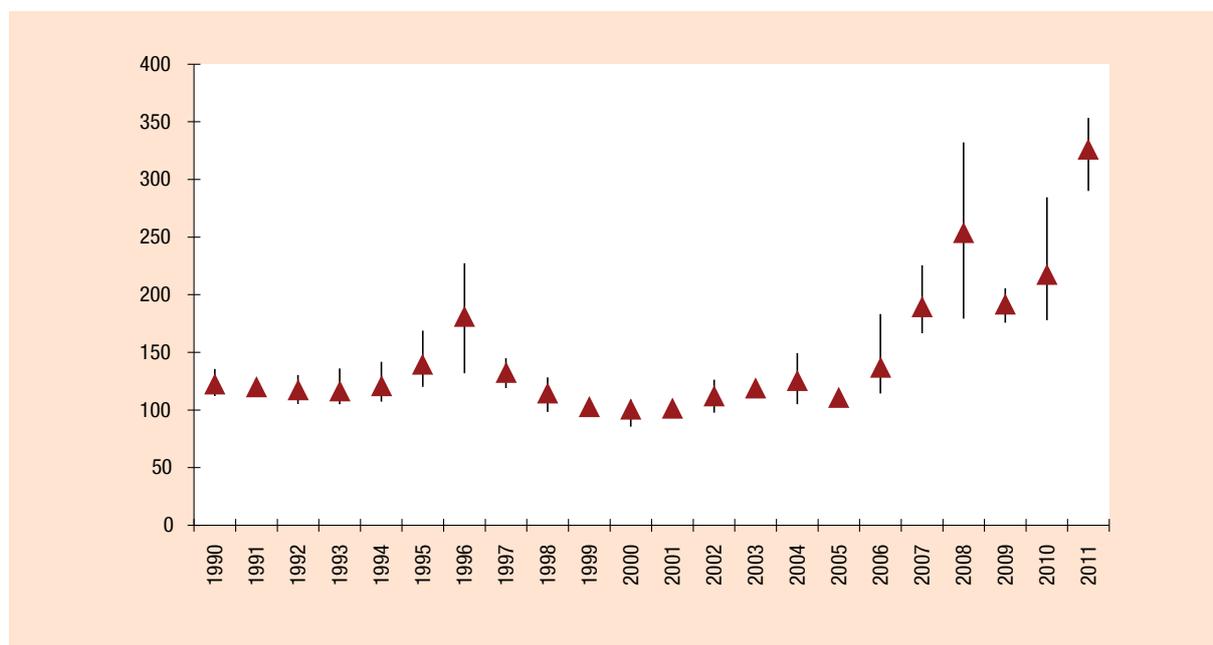
Source: CNUCED, UNCTADstat.

Notes: Maïs, Argentine, Rosario, FAB.

Les graphiques 18a à 18e montre le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice mensuel des prix du produit de base indiqué dans le titre du graphique.

Les prix du maïs ont fortement augmenté en 2008. Après une baisse modérée en 2009, les prix du maïs (Argentine et États-Unis) sont repartis (en 2010-2011) vers les niveaux historiquement hauts de 2008 et leur volatilité a repris.

Figure 18d. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du maïs (États-Unis), 1990–2011 (base 2000 = 100)

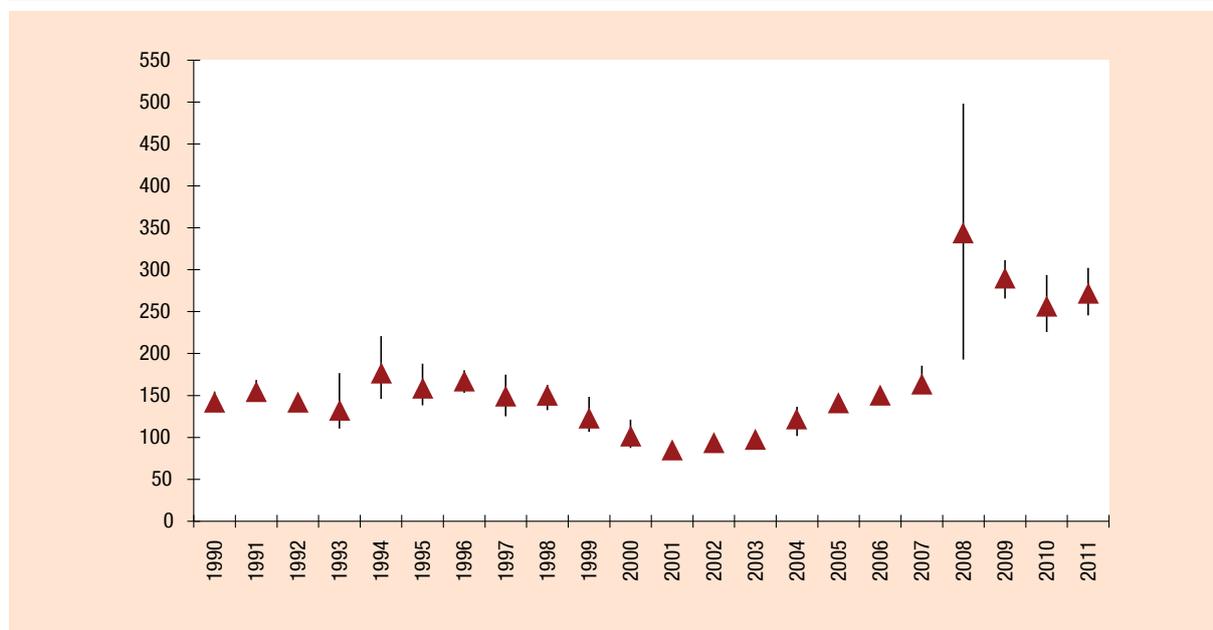


Source: CNUCED, UNCTADstat.

Notes: Maïs, États-Unis, jaune n° 3, FAB Golfe du Mexique.

Les graphiques 18a à 18e montre le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice mensuel des prix du produit de base indiqué dans le titre du graphique.

Figure 18e. Volatilité intra-annuelle de l'indice des prix du riz (Thaïlande), 1990–2011 (base 2000 = 100)

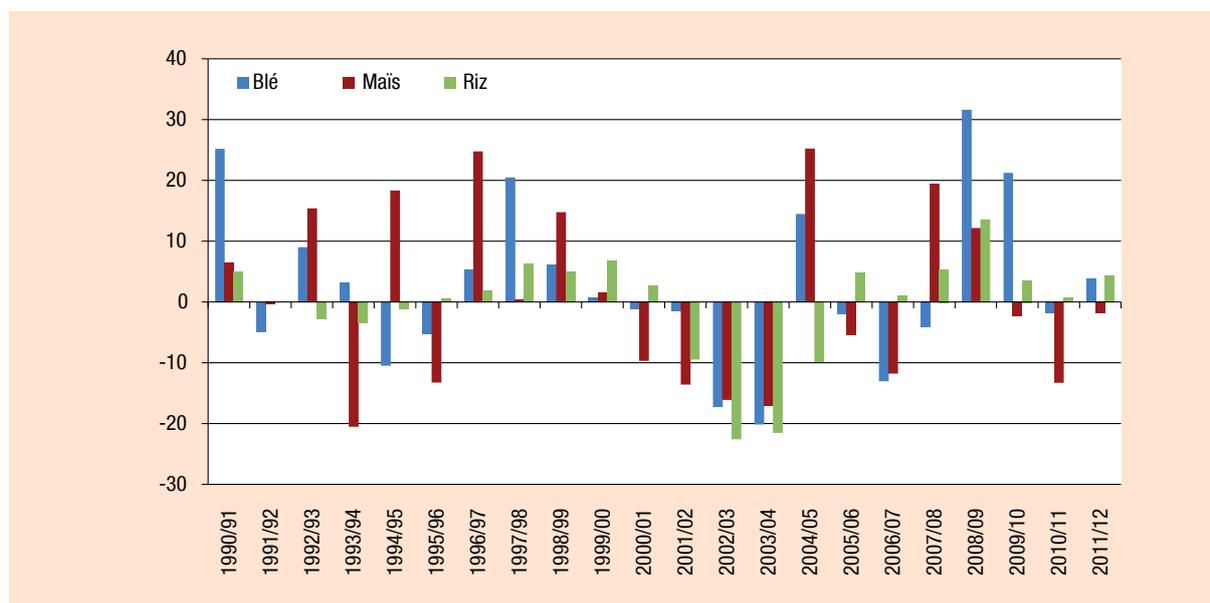


Source: CNUCED, UNCTADstat

Les graphiques 18a à 18e montre le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice mensuel des prix du produit de base indiqué dans le titre du graphique.

Les prix du riz ont augmenté de manière considérable en 2008 et sont demeurés à des niveaux historiquement hauts depuis lors.

Figure 19. Pourcentage annuel de changement des stocks finaux de blé, de maïs et de riz, 1990/91–2011/12

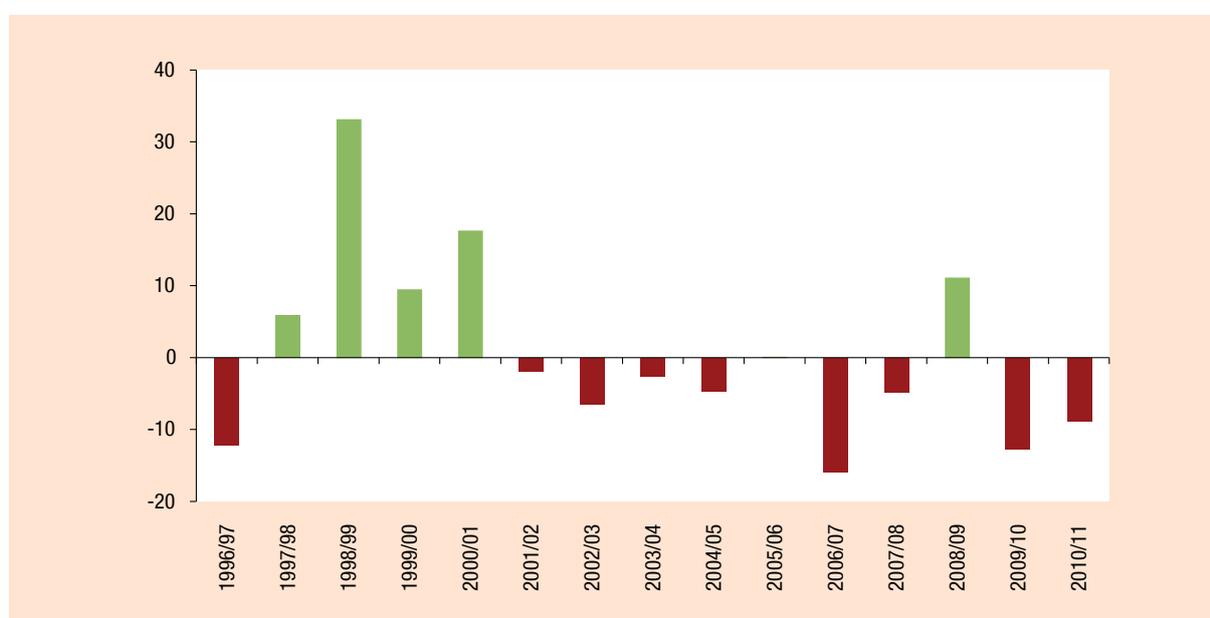


Source: Conseil international des céréales (CIC).

Notes: Le blé comprend le blé, la farine de blé, le blé dur et la semoule.

En termes de nombre de semaine(s) de consommation, les stocks finaux de céréales ont eu tendance à se contracter depuis le début de la décennie 2000. Les stocks de maïs et de riz ont été divisés par 2 et ne représentent respectivement que 7 et 11 semaines de consommation en 2011/12. En ce qui concerne le blé, la baisse a été plus limitée (divisée par 1.2 pour atteindre 13 semaines de consommation en 2011/12, contre 18 en 2000/01).

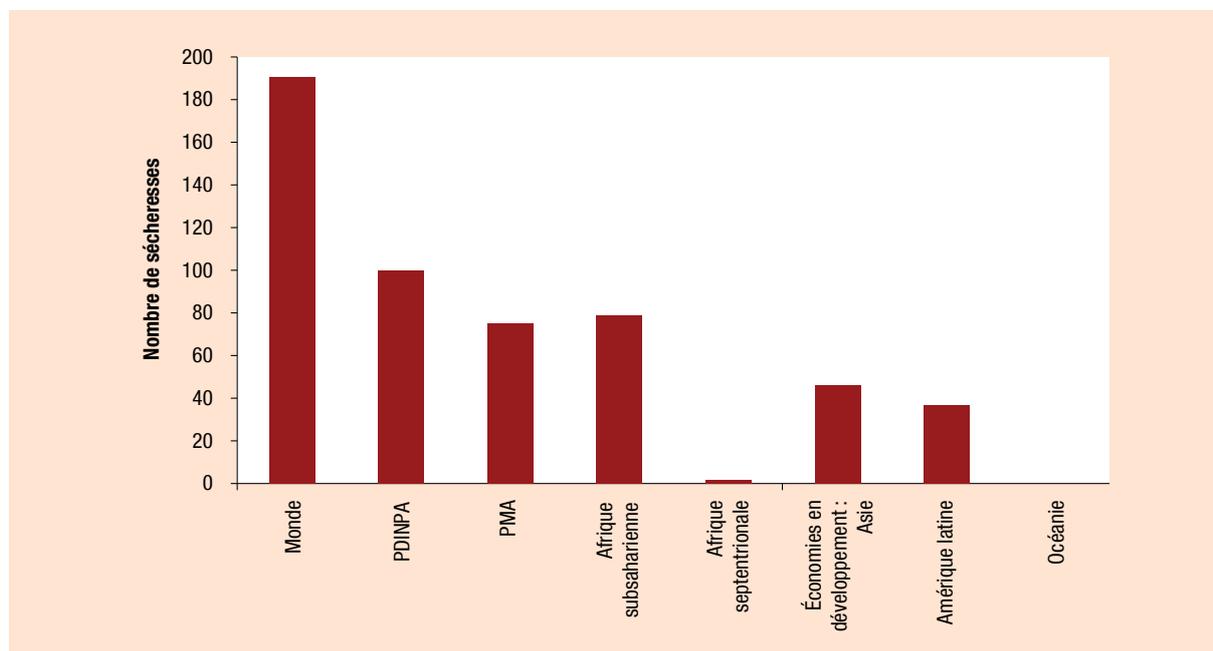
Figure 20. Pourcentage annuel de changement des expéditions d'aide alimentaire, 1995/96–2010/11



Source: Conseil international des céréales (CIC).

Après une période de forte augmentation des expéditions d'aide alimentaire, notamment au cours de la période où les prix des produits de base enregistraient des niveaux relativement bas vers la fin des années 1990, ces envois ont largement diminué par la suite - en dehors de la période de la crise alimentaire, 2008/09 - où ceux-ci ont enregistré une croissance record de 11 pour cent, par rapport à la saison précédente.

Figure 21a. Nombre de catastrophes naturelles (sécheresse) par région au cours de la décennie 2000

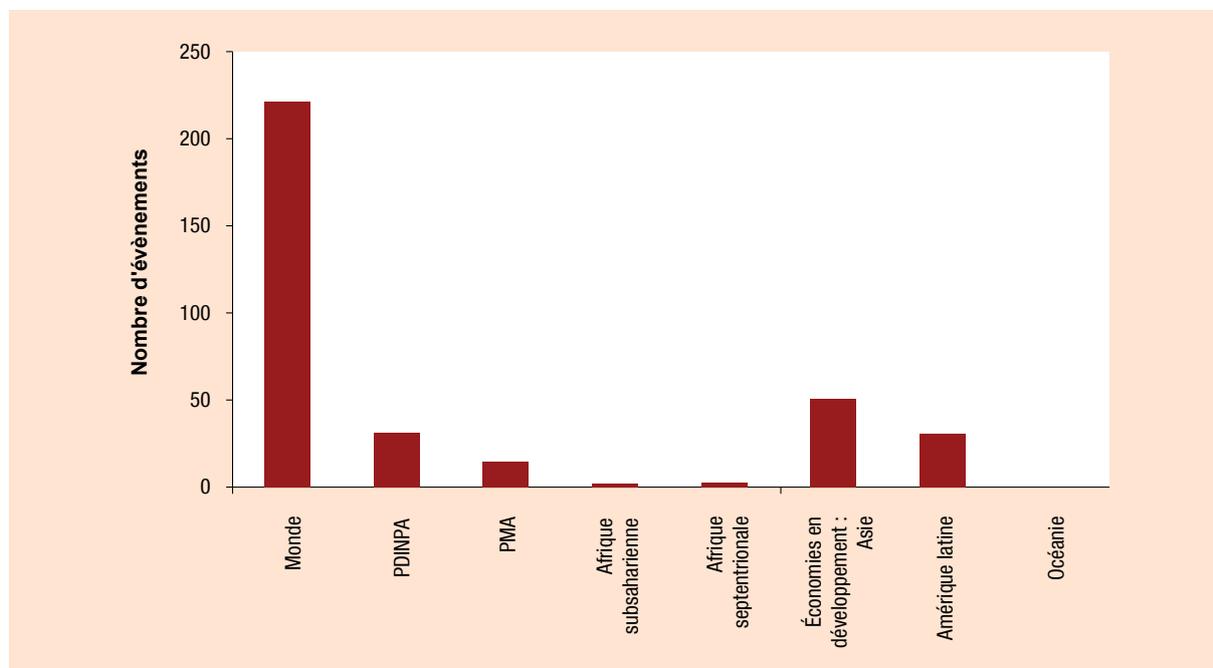


Source: EM-DAT, Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, Université catholique de Louvain.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

Les Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, les PMA et les pays d'Afrique subsaharienne sont les régions qui ont été le plus largement touchées par les sécheresses depuis 2000.

Figure 21b. Nombre de catastrophes naturelles (températures extrêmes) par région au cours de la décennie 2000

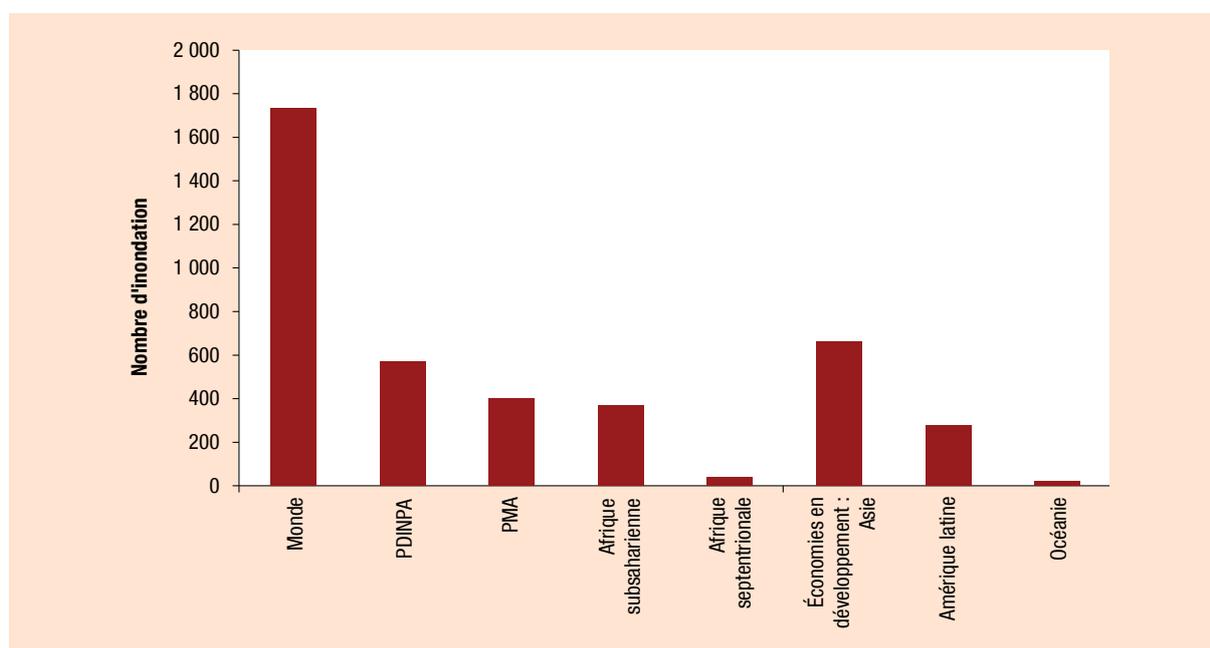


Source: EM-DAT, Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, Université Catholique de Louvain.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

Les pays en développement d'Afrique et d'Océanie semblent être moins fréquemment touchés par des épisodes de températures extrêmes, que les pays asiatiques en développement.

Figure 21c. Nombre de catastrophes naturelles (inondations) par région au cours de la décennie 2000

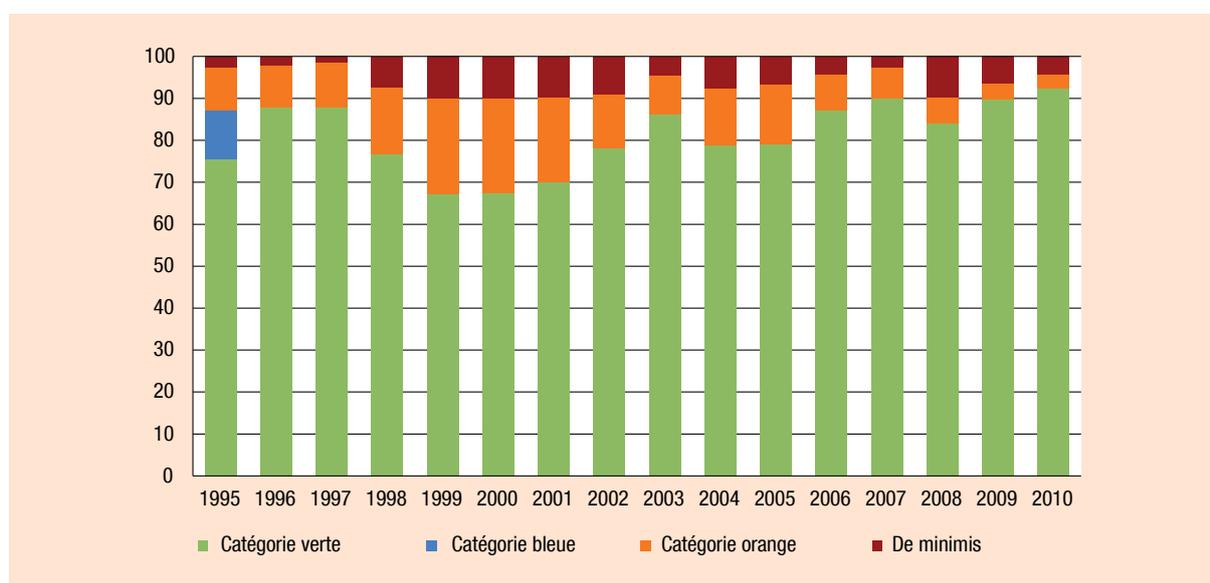


Source: EM-DAT, Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, Université catholique de Louvain.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

En dehors de l'Afrique septentrionale et de l'Océanie qui paraissent moins touchées par les inondations, ces événements climatiques semblent être récurrents dans les autres pays en développement.

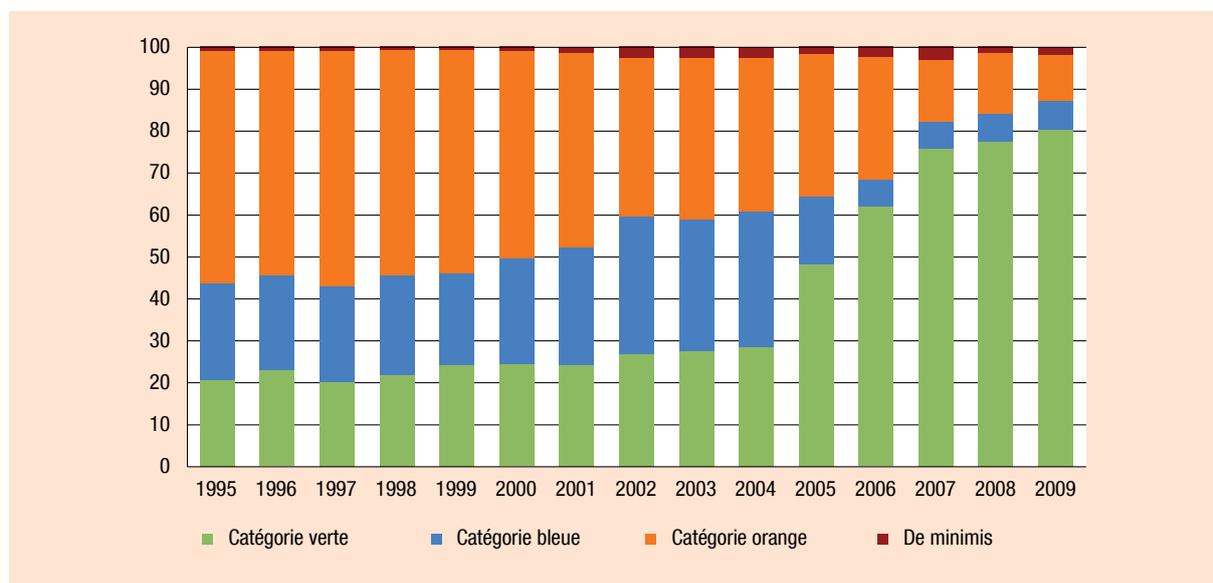
Figure 22a. Répartition des soutiens internes à l'agriculture : Etats-Unis (pourcentage)



Source: Centre Sud, basé sur les notifications de l'OMC.

Notes : Le niveau actuel consolidé du soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges accordé par les Etats-Unis s'élève à \$48.3 milliards. La coupe de 60 pour cent réclamée (para. 3b, Rev.4 ramènera ce niveau consolidé à \$14.5 milliards. Cependant, le niveau consolidé appliqué n'était que de \$9.78 milliards en 2010. Dans le même temps, le soutien interne total est passé de \$60.9 milliards à \$130.3 milliards entre 1995 et 2010. Voir la note d'analyse publiée par le Centre Sud : Etat des lieux des négociations de Doha de l'OMC et remarques sur les documents du 21 avril 2011, Avril 2011.

Figure 22b. Répartition des soutiens internes à l'agriculture : Union européenne (pourcentage)



Source: Centre Sud, basé sur les notifications de l'OMC.

Notes: Le niveau consolidé du soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges accordé par l'UE s'élève à €110.3 milliards. La coupe de 80 pour cent réclamée (Rev.4, para. 3a) ramènera ce niveau consolidé à €22 milliards. Cependant, au cours de l'année 2008/2009, le niveau consolidé a été de €15.5 milliards, ce qui se situait en dessous du niveau consolidé. Par conséquent, l'UE n'a aucune obligation d'abaisser son niveau consolidé actuel selon les nouvelles règles. Voir la note d'analyse publiée par le Centre Sud : Etat des lieux des négociations de Doha de l'OMC et remarques sur les documents du 21 avril 2011, Avril 2011.

Les soutiens internes à l'agriculture notifiés à l'OMC par l'UE et les États-Unis au cours des 15 dernières années indiquent que ces deux région/pays ont progressivement modifié leurs soutiens internes vers la catégorie verte – ils ont reverdi leur soutien interne au cours de cette période.



II.

ACCÈS À L'ALIMENTATION

La sécurité alimentaire ne se définit pas seulement par son accès physique, mais aussi économique. Comme stipulé précédemment, la crise alimentaire de 2007–2008 a eu des effets dommageables sur la sécurité alimentaire, en limitant, en particulier, son accès. En termes d'accès physique, nous avons déjà mentionné la dissymétrie de la disponibilité alimentaire et de la réduction des stocks. A l'instar de l'accès économique, le fait que les dernières hausses de prix des denrées alimentaires aient été aggravées par la crise financière donne une idée de leurs effets conjugués dévastateurs. Bien que la FAO ait revu ses données relatives à la malnutrition à la baisse, au lendemain des crises alimentaire et financière, les estimations indiquaient que 115 millions de personnes supplémentaires avaient été poussées dans la famine.⁸ En effet, les denrées alimentaires ont affiché des prix, ainsi qu'une volatilité très élevés depuis la crise alimentaire, du fait d'un certain nombre d'autres facteurs, dont la financiarisation, selon laquelle les produits de base sont désormais considérés comme une classe d'actif à part entière par les investisseurs financiers.

Au départ, les mécanismes de commercialisation, tels que les bourses d'échange de produits de base avaient été conçus afin de faciliter l'interaction entre acheteurs et vendeurs dans le but de déterminer les prix, d'améliorer l'accès au financement et de servir d'instrument de couverture. Cependant, ils sont maintenant envahis par des investisseurs motivés par le profit et qui utilisent les produits de base comme une nouvelle classe d'actif dans leur stratégie de diversification de portefeuille. Evoquant un rapport de la Commodities Future Trading Commission, Tang et Xiong (2011)⁹ notaient que la valeur totale des différents instruments indexés sur les produits de base achetés par les investisseurs institutionnels était passée de \$15 milliards approximativement en 2003 à un minimum de \$200 milliards au cours de la crise alimentaire de 2008. Ils indiquent également que la croissance observée, coïncide avec l'introduction de nouveaux types d'instruments, tels que les fonds indiciels cotés (ETFs) conçus pour refléter la valeur d'un indice spécifique des produits de base. Tandis que les volumes et les prix des contrats à terme augmentent, ce nouveau type d'investisseur a parfois recours à ces instruments financiers afin de spéculer sur les prix de

produits de base alors qu'ils n'ont aucun intérêt dans le sous-jacent. On considère donc que les marchés financiers ont exacerbé/amplifié l'évolution des cours en biaisant le lien entre les fondamentaux de marché et la formation du prix.¹⁰ Cette situation met en danger la sécurité alimentaire dans son accès en rendant les denrées alimentaires plus chères et, par conséquent, moins abordables.

Des prix plus élevés semblent avoir modifié les préférences alimentaires et légèrement influé sur les habitudes alimentaires dans certaines régions du monde en développement. Par exemple, en Afrique subsaharienne, les consommateurs ont augmenté la part consacrée aux légumes dans leur alimentation entre 2000–2002 et 2005–2007. Ils ont également augmenté l'apport énergétique fourni sous forme de sucres et d'édulcorants, ainsi que la part de la viande dans leur apport énergétique global au cours de la même période. Alors que ces changements sont difficiles à expliquer du fait des évolutions complexes qui se sont déroulées conjointement dans cette région, deux facteurs majeurs offrent une explication plausible. Tout d'abord, l'Afrique subsaharienne a joui d'une croissance économique constante au cours de la dernière décennie, ce qui, selon les estimations de la Banque africaine de développement, a conduit à un développement de la classe moyenne africaine, de 27 pour cent en 2000 à 34 pour cent à l'heure actuelle.¹¹ Finalement, bien que l'Afrique subsaharienne ait été considérée comme étant à l'abri de la crise financière qui a frappé l'économie mondiale, du fait de son intégration limitée dans le secteur financier global, la crise alimentaire n'a pas épargné cette région. En conséquence, alors que des ajustements dans l'apport calorique pouvaient être escomptés, évaluer lequel de ces facteurs a eu la plus grande importance sur les changements de régime alimentaire est délicat à déterminer. En outre, étant donné qu'un certain laps de temps est nécessaire afin d'évaluer l'impact de la crise alimentaire sur les habitudes alimentaires, des données plus récentes seront nécessaire si l'on souhaite effectuer une analyse plus approfondie.

Au-delà de la crise alimentaire de 2007–2008, la stabilité de l'accès à l'alimentation pourrait être progressivement compromise, sous l'influence de la conjonction de facteurs démographique et

⁸ Responding to the Food Crisis: Synthesis of Medium-term Measures Proposed in Inter-agency Assessments (FAO, 2009).

⁹ Tang and Xiong, Index Investment and Financialization of Commodities, Working Paper (2011).

¹⁰ Ce rapport examine la problématique de la financiarisation des marchés des produits de base. Il peut être trouvé sur CNUCED (2011): Price Formation in Financialized Commodity Markets: The Role of Information.

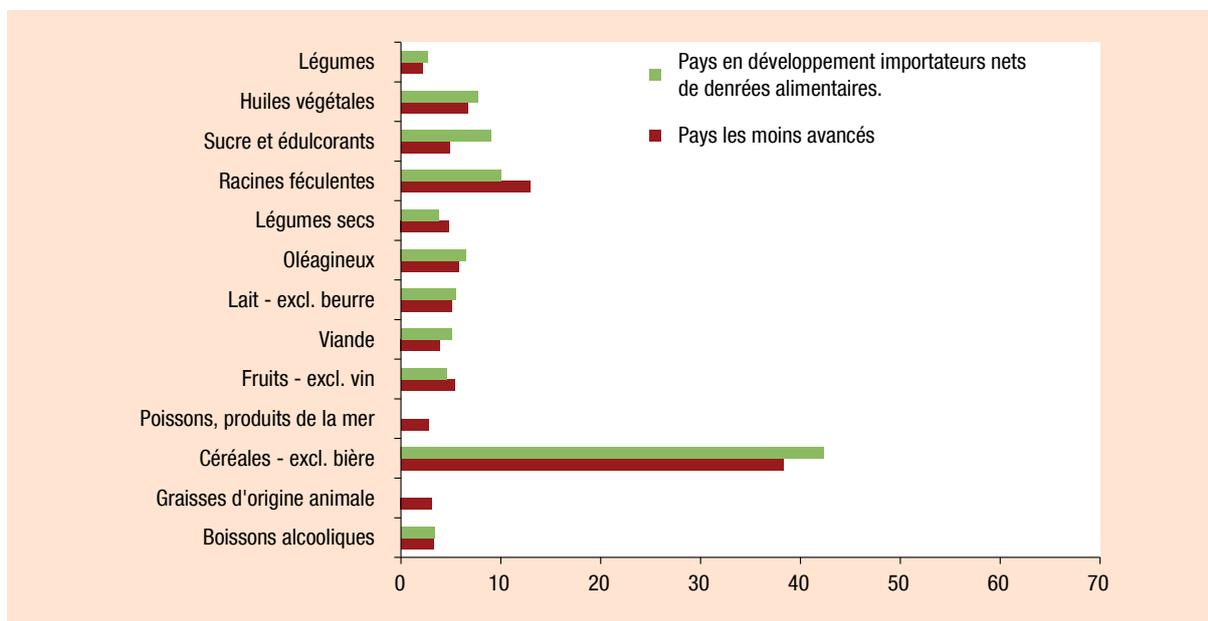
¹¹ Données extraites de The Economist, 18 août 2012.

économique. La croissance de la population et l'urbanisation galopante auront tendance à accroître la demande de denrées alimentaires et si l'offre n'est pas apte à la satisfaire, les prix des produits alimentaires pourraient continuer à la hausse. Un des premiers signes est la stratégie, menée par quelques pays, d'investir dans les terres et la production alimentaire dans des lieux où la terre arable est disponible et sous-utilisée. Plus connu sous l'appellation « d'accaparement des terres », ce phénomène fait apparaître de nombreuses problématiques socioéconomiques complexes. Dans le contexte d'un environnement

politique judicieux, le fait que des terres arables soient sous-utilisées pourrait également être considéré comme un signe positif, en cela qu'il offre la possibilité d'étendre la production alimentaire et de satisfaire ainsi l'augmentation croissante de la demande impulsée par les changements démographique et économique. Cet équilibre pourrait se traduire par des prix stables. De plus, le potentiel d'irrigation existant, plus particulièrement en Afrique, où seuls 6 pour cent des terres cultivées sont irriguées, constitue également une cause légitime de réponse positive de l'offre alimentaire à une demande croissante.¹²

¹² Donnée extraite Liangzhi et al (2011) en référence à Svendsen (2009).

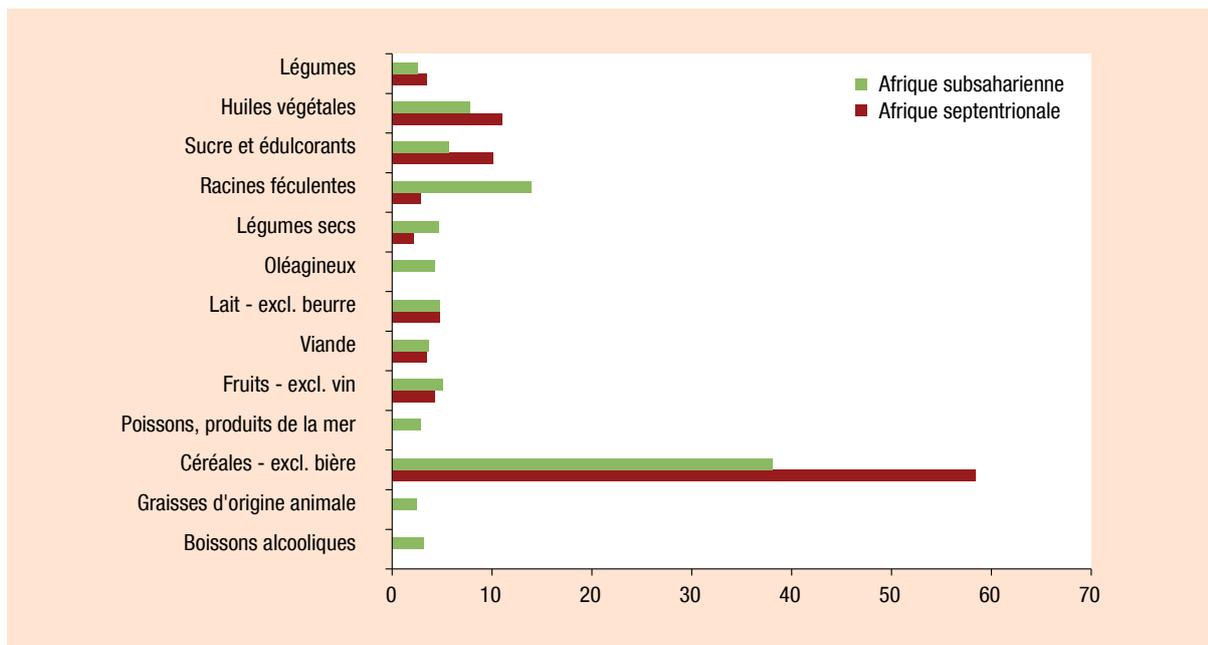
Figure 23a. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires et Pays les moins avancés (pourcentage)



Source: FAO, données sur la sécurité alimentaire.

Dans les Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, les Pays les moins avancés et en Afrique subsaharienne (voir ci-dessous), le régime alimentaire est principalement composé de céréales, de racines féculentes, de sucre et d'édulcorants, ainsi que d'huiles végétales.

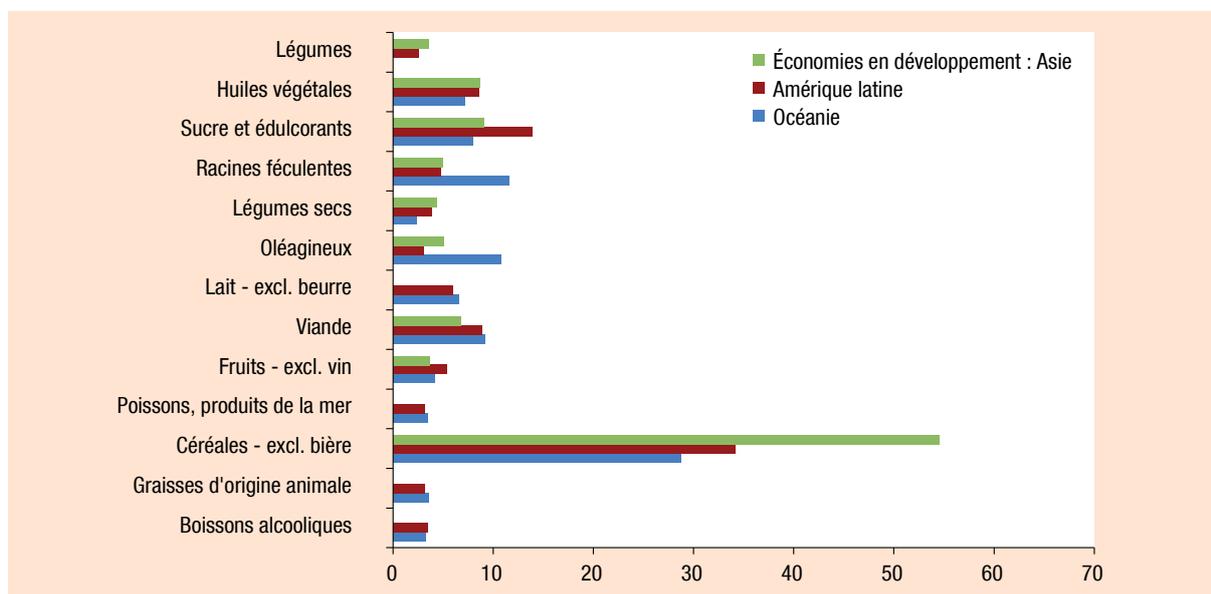
Figure 23b. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique septentrionale (pourcentage)



Source: FAO, données sur la sécurité alimentaire.

En Afrique septentrionale, la consommation de racines féculentes est largement remplacée par celle de céréales.

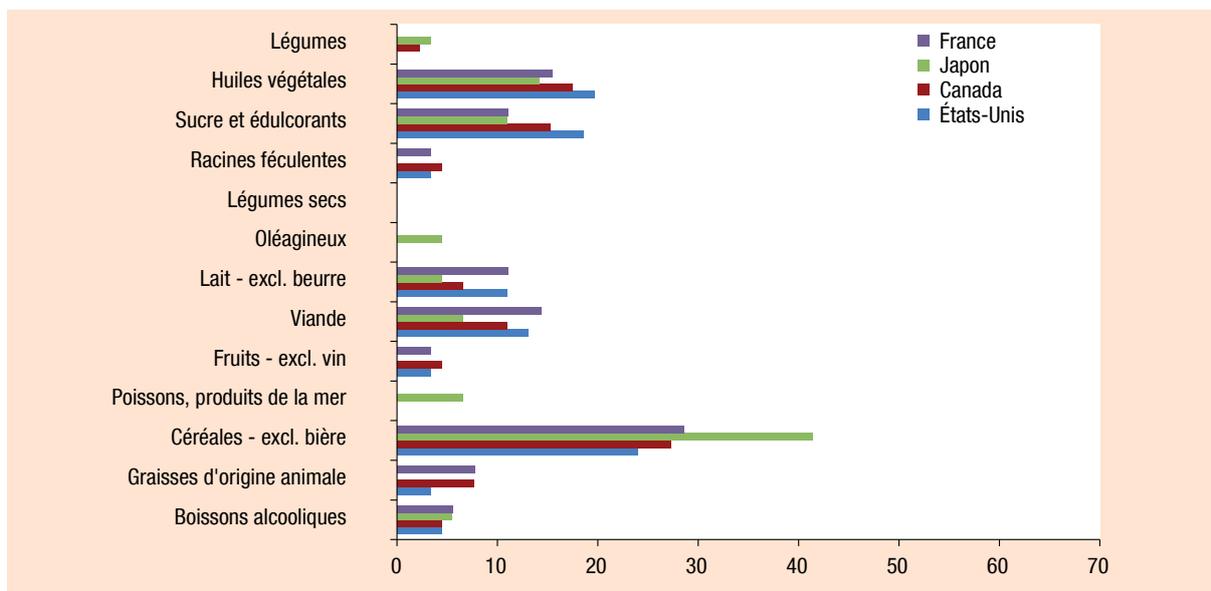
Figure 23c. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : économies en développement : Asie, Amérique latine et Océanie (pourcentage)



Source: FAO, données sur la sécurité alimentaire.

Au sein des pays en développement d'Asie, d'Amérique latine et d'Océanie, les céréales demeurent le pilier de l'apport énergétique, avec la part la plus importante enregistrée pour l'Asie. Les principales différences peuvent être observées en ce qui concerne la consommation de sucre et d'édulcorants, qui est plus communément répandue en Amérique latine, ainsi que pour les huiles végétales et les racines féculentes, qui composent plus largement le régime alimentaire en Océanie.

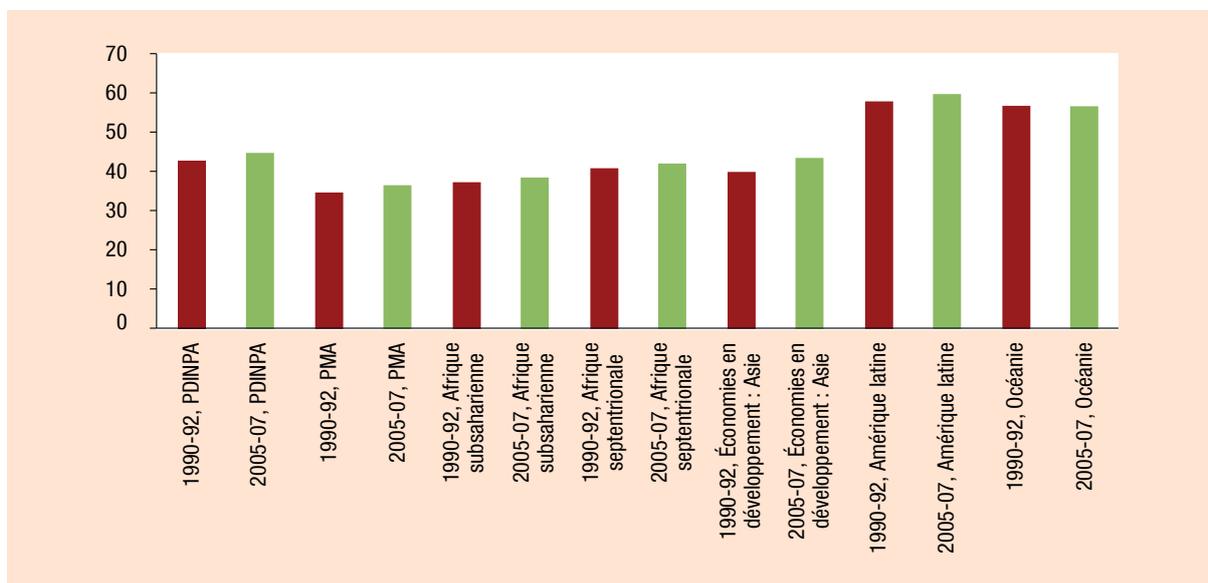
Figure 23d. Part des principaux groupes de denrées alimentaires dans l'apport énergétique, moyenne 2005–2007 : pays développés sélectionnés (pourcentage)



Source: FAO, données sur la sécurité alimentaire.

Dans les pays développés, les céréales fournissent également la base de l'alimentation. Toutefois, en dehors du Japon, où cette part excède les 40 pour cent, la part des céréales dans les autres pays développés sélectionnés a été inférieure à 30 pour cent en 2005–2007. Dans les pays développés, la consommation de viande et de lait est plus répandue (en dehors du Japon), ainsi que celle des huiles végétales et des sucres et des édulcorants, que dans les pays en développement.

Figure 24. Évolution de l'indice de diversification alimentaire pour les groupements de pays sélectionnés, moyennes 1990–1992 et 2005–2007



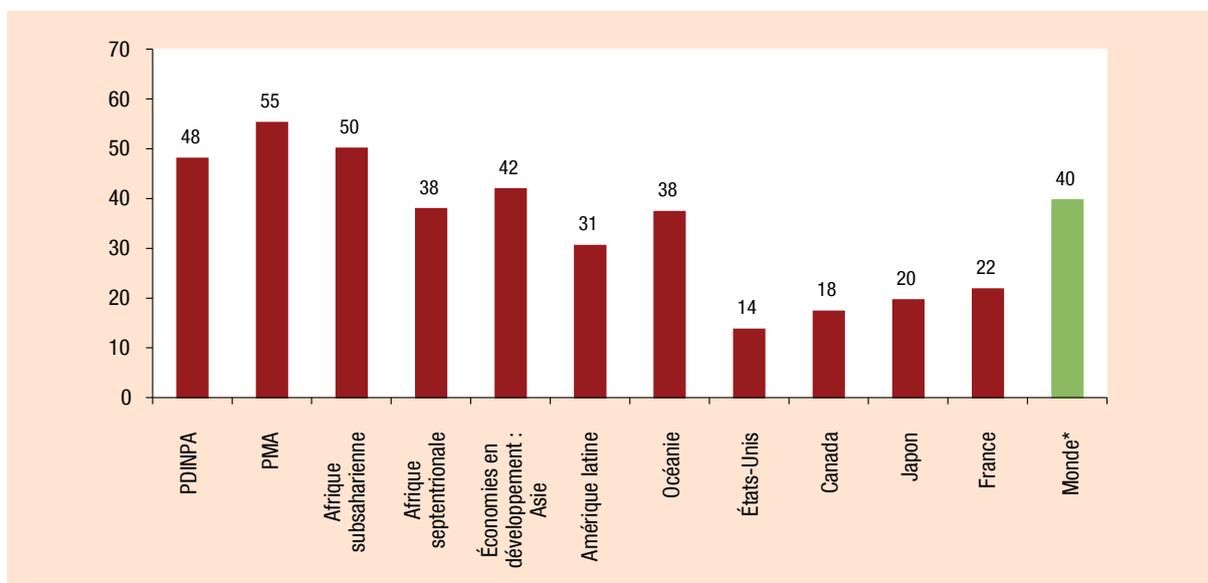
Source: FAO, données sur la sécurité alimentaire.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

L'indice de diversification alimentaire est la part des produits alimentaires (hors racines féculentes) (tout sauf les céréales, les racines et les tubercules) dans l'apport énergétique total.

Selon l'indice de diversification alimentaire, les Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires semblent avoir un régime alimentaire plus diversifié que les Pays les moins avancés.

Figure 25. Part des dépenses relatives à l'alimentation dans les dépenses totales de consommation de pays et de groupements de pays sélectionnés, dernière année disponible (pourcentage)

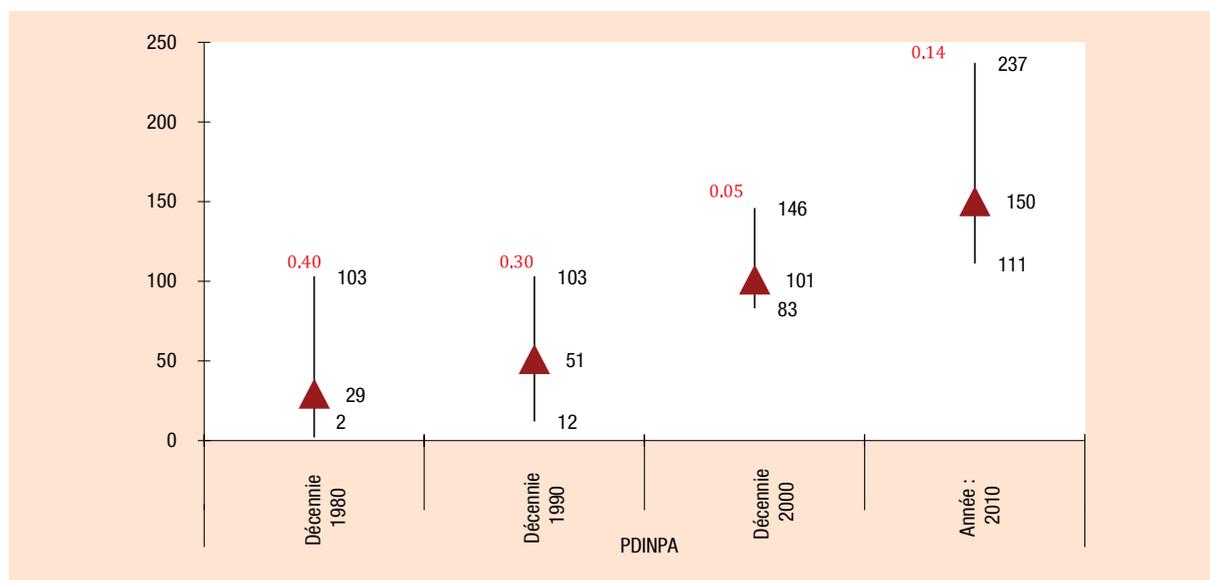


Source: FAO, données sur la sécurité alimentaire.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).
Monde : moyenne simple sur la décennie 2000.

L'alimentation représente entre 50 pour cent et 55 pour cent des dépenses totales liées à la consommation des Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, des PMA et d'Afrique subsaharienne. Dans les pays développés, cette part est de 18 pour cent, avec le niveau le plus faible enregistré par les États-Unis (14 pour cent).

Figure 26a. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires (base 2005 = 100)



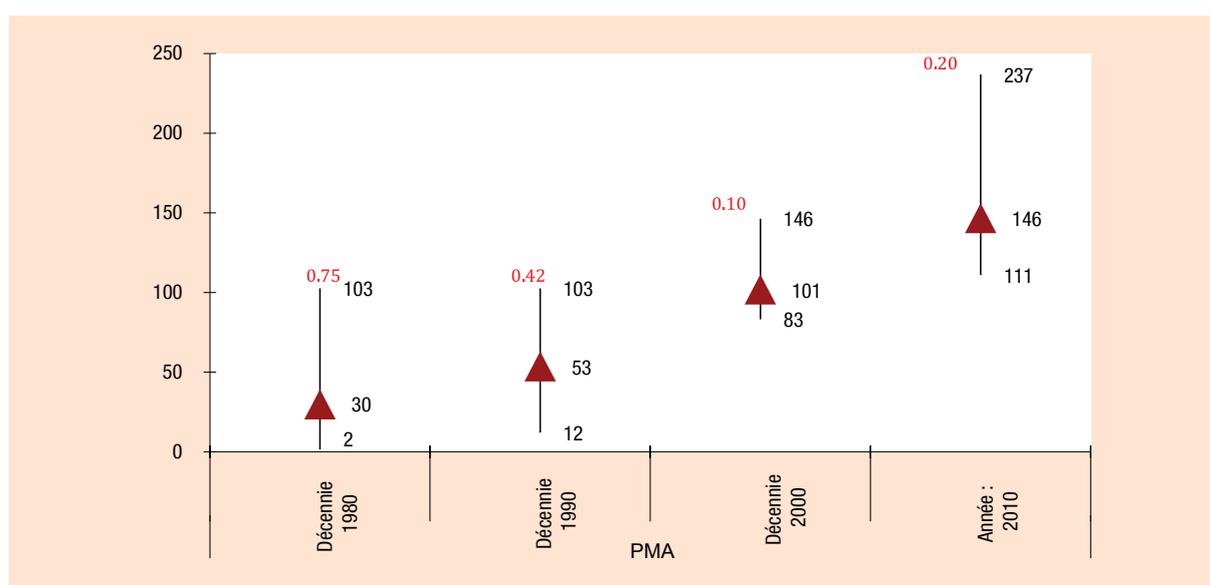
Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Notes : Le coefficient de variation apparaît en rouge (le coefficient de variation de la série est le ratio de l'écart-type comparé à sa moyenne simple).

Les figures 26a à 26g montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice des prix à la consommation du groupement de pays indiqué dans le titre du graphique.

Dans les Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, les Pays les moins avancés et en Afrique subsaharienne (voir figures ci-dessous pour les deux derniers groupements), l'indice des prix à la consommation a fortement progressé entre les décennies 1980 et 2000, mais les prix semblent s'être homogénéiser à l'intérieur d'un même groupement.

Figure 26b. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Pays les moins avancés (base 2005 = 100)

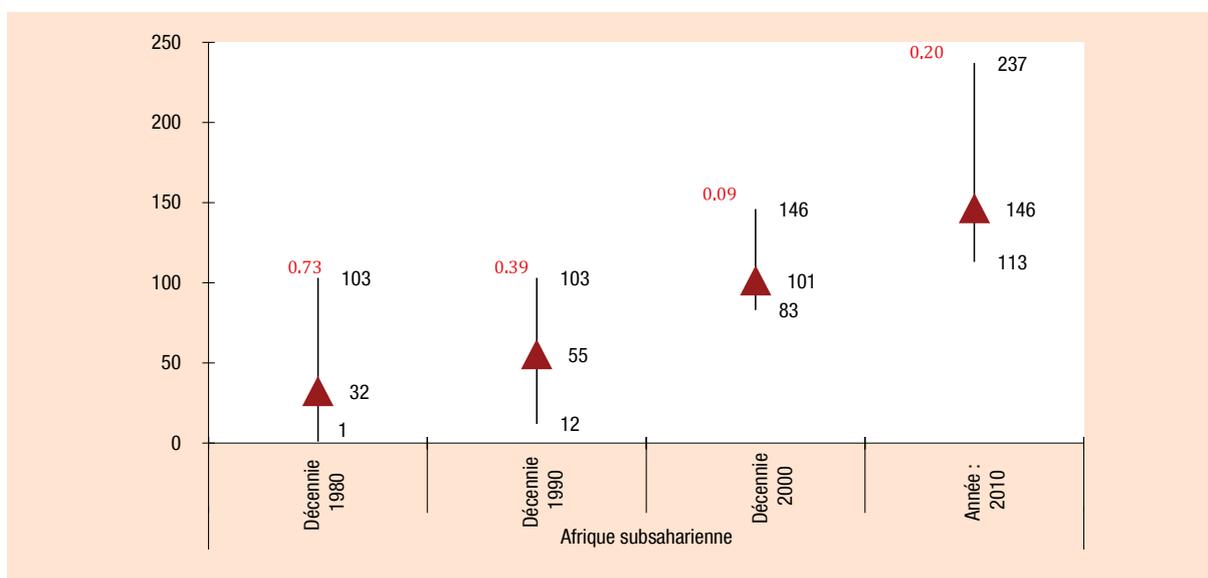


Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Notes : Le coefficient de variation apparaît en rouge (le coefficient de variation de la série est le ratio de l'écart-type comparé à sa moyenne simple).

Les figures 26a à 26g montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice des prix à la consommation du groupement de pays indiqué dans le titre du graphique.

Figure 26c. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Afrique subsaharienne (base 2005 = 100)

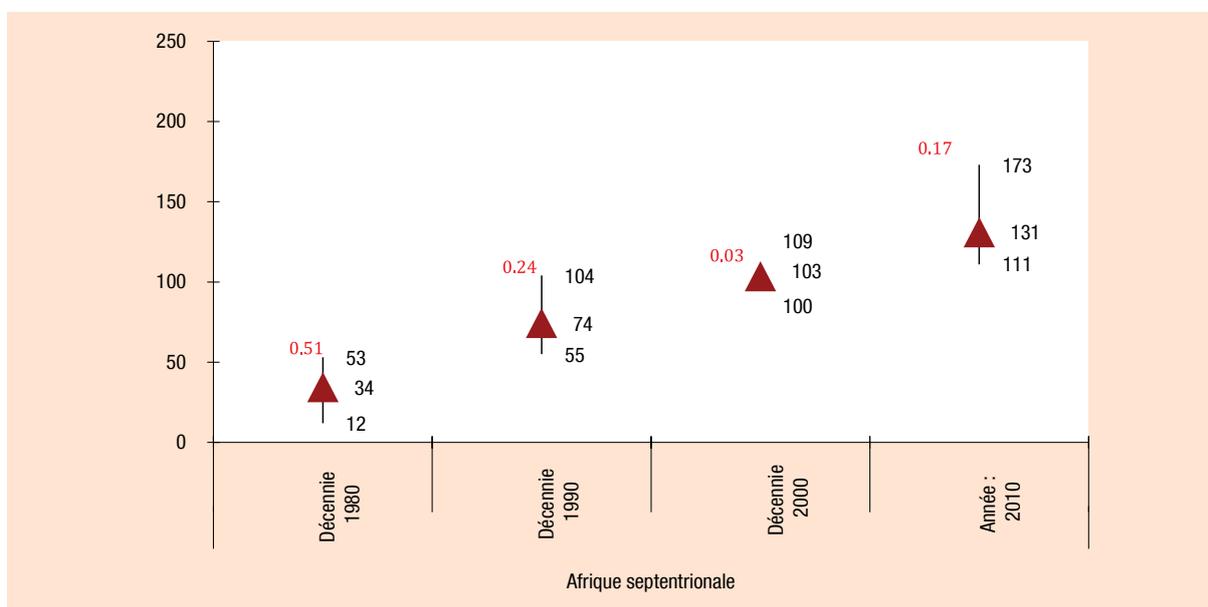


Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Notes: Le coefficient de variation apparaît en rouge (le coefficient de variation de la série est le ratio de l'écart-type comparé à sa moyenne simple).

Les figures 26a à 26g montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice des prix à la consommation du groupement de pays indiqué dans le titre du graphique.

Figure 26d. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Afrique septentrionale (base 2005 = 100)



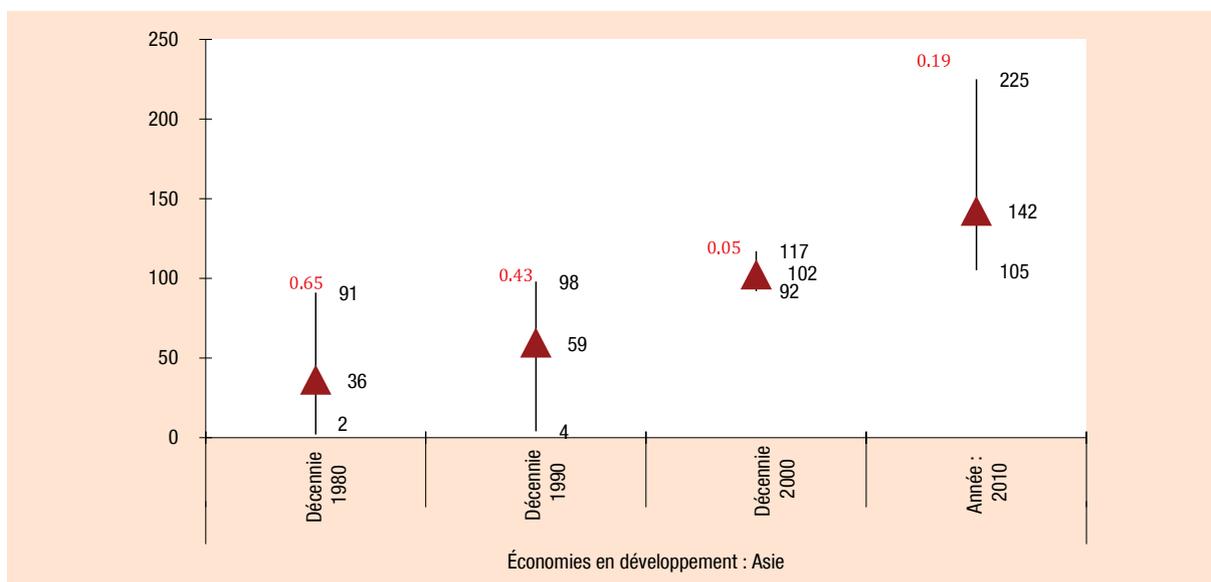
Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Notes: Le coefficient de variation apparaît en rouge (le coefficient de variation de la série est le ratio de l'écart-type comparé à sa moyenne simple).

Les figures 26a à 26g montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice des prix à la consommation du groupement de pays indiqué dans le titre du graphique.

En Afrique septentrionale, les indices individuels des prix à la consommation ont eu tendance à s'harmoniser vers le haut de la fourchette entre les décennies 1990 et 2000.

Figure 26e. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Économies en développement : Asie (base 2005 = 100)



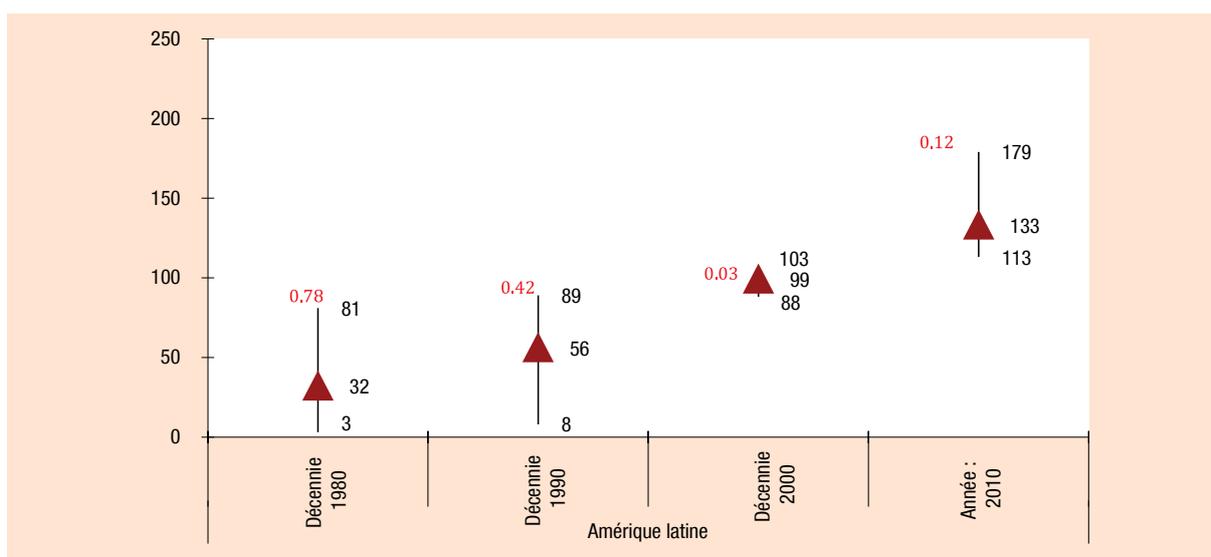
Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Notes: Le coefficient de variation apparaît en rouge (le coefficient de variation de la série est le ratio de l'écart-type comparé à sa moyenne simple).

Les figures 26a à 26g montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice des prix à la consommation du groupement de pays indiqué dans le titre du graphique.

Dans les économies en développement d'Asie, d'Amérique latine et d'Océanie (voir les figures ci-dessous), les indices des prix à la consommation plafond ont augmenté de manière drastique entre les décennies 1990 et 2000 (+20 pour cent pour l'Asie, +16 pour cent pour l'Amérique latine, +31 pour cent pour l'Océanie), mais les prix à la consommation semblent toutefois s'être homogénéisés à l'intérieur d'un même groupement.

Figure 26f. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Amérique latine (base 2005 = 100)

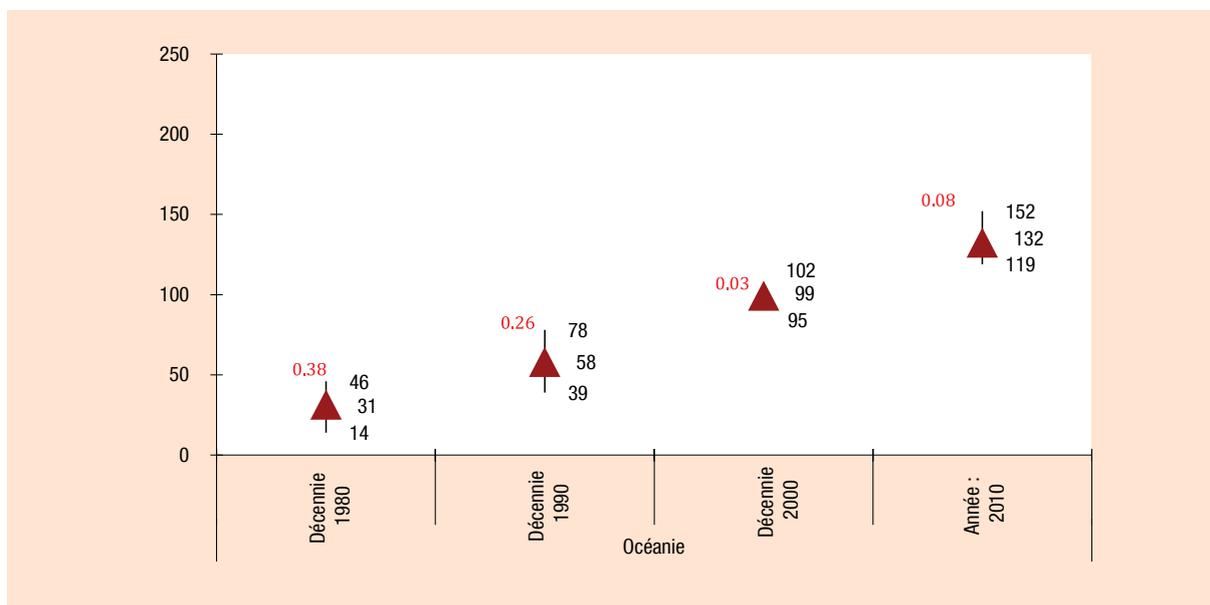


Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Notes: Le coefficient de variation apparaît en rouge (le coefficient de variation de la série est le ratio de l'écart-type comparé à sa moyenne simple).

Les figures 26a à 26g montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice des prix à la consommation du groupement de pays indiqué dans le titre du graphique.

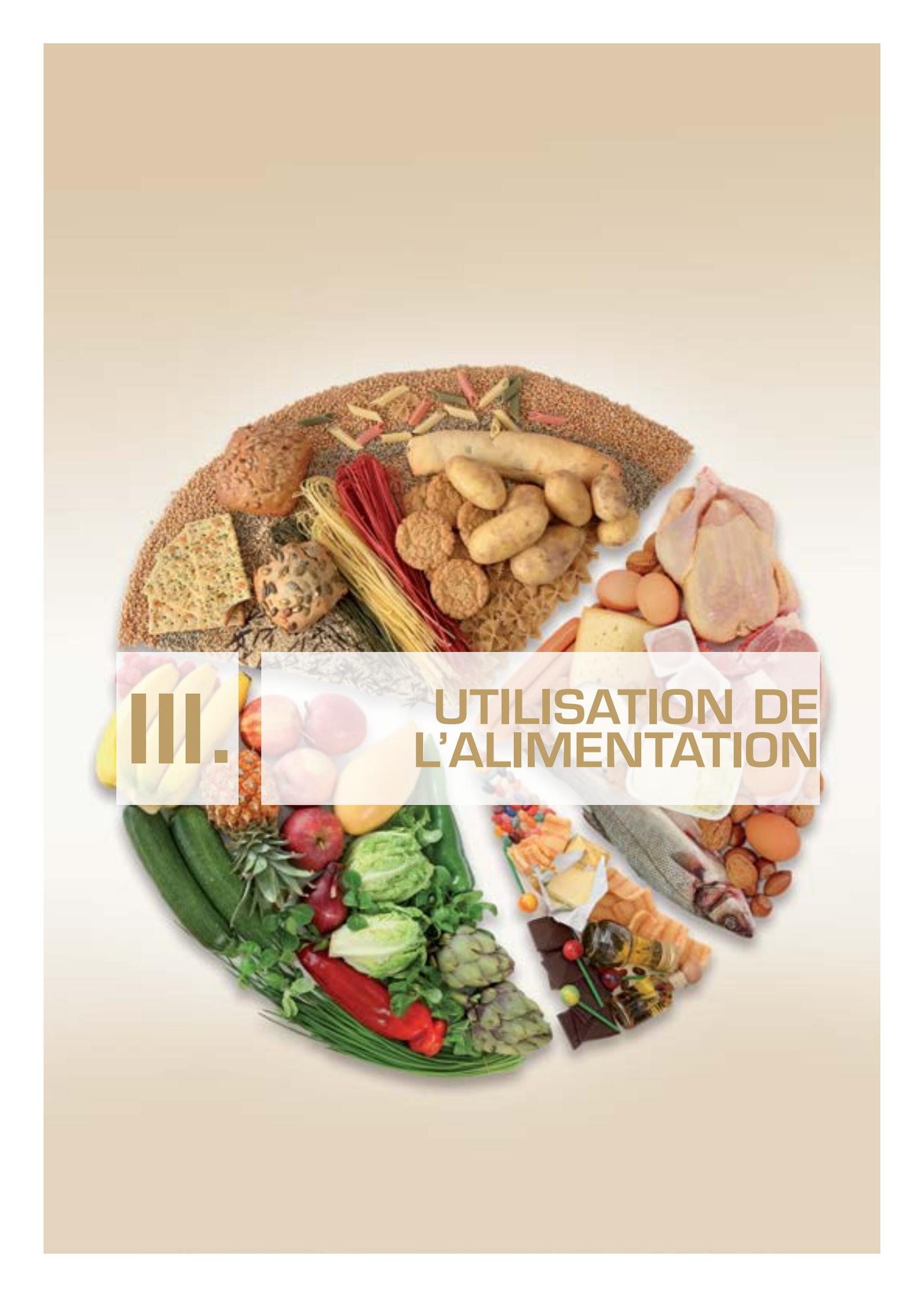
Figure 26g. Indice des prix à la consommation au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et l'année 2010: Océanie (base 2005 = 100)



Source: FMI, Statistiques financières internationales.

Notes: Le coefficient de variation apparaît en rouge (le coefficient de variation de la série est le ratio de l'écart-type comparé à sa moyenne simple).

Les figures 26a à 26g montrent le niveau minimum (point le plus bas de la ligne noire), maximum (point le plus haut de la ligne noire) et moyen (flèche rose) de l'indice des prix à la consommation du groupement de pays indiqué dans le titre du graphique.



III.

**UTILISATION DE
L'ALIMENTATION**

L'utilisation de l'alimentation est habituellement définie comme la manière dont notre corps utilise l'apport énergétique alimentaire. Ceci associe un certain nombre de facteurs non-alimentaires, tels que les pratiques culturelles en termes de préparation alimentaire, les pratiques nutritionnelles ainsi que la répartition de l'alimentation au sein du ménage. L'un des effets préjudiciable de la crise alimentaire de 2007–2008 a été l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées, tout particulièrement en Afrique subsaharienne.¹³ Même la plus récente des publications de la FAO sur l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 indique le vif contraste entre l'Afrique (y inclus l'Afrique septentrionale) et les autres régions en développement. Selon ce rapport, certaines régions d'Asie et d'Amérique latine ont vu leur nombre de sous-alimentés diminuer entre 1990–92 et 2010–12. Mais l'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance de la part des personnes sous-alimentées de 17 pour cent à 27 pour cent du total des personnes sous-alimentées dans le monde.

Comme toujours, la hausse de la part des personnes sous-alimentées n'engendre pas des conséquences uniformes parmi les groupes d'âge de la population. L'un des groupes les plus vulnérables est celui des enfants en dessous de 5 ans : pour celui-ci, la prévalence de la malnutrition est plus élevée chez les garçons, que chez les filles (voir figure 30), ce qui peut s'expliquer par les pratiques culturelles, telles que l'allaitement comme corroboré par une étude menée au Ghana par Van de Poel et al (2007)¹⁴. En outre, la

FAO (2001) reconnaît une attention inégale aux deux sexes; cependant cette recherche suggère que la tendance générale est plutôt en faveur des enfants de sexe masculin.¹⁵

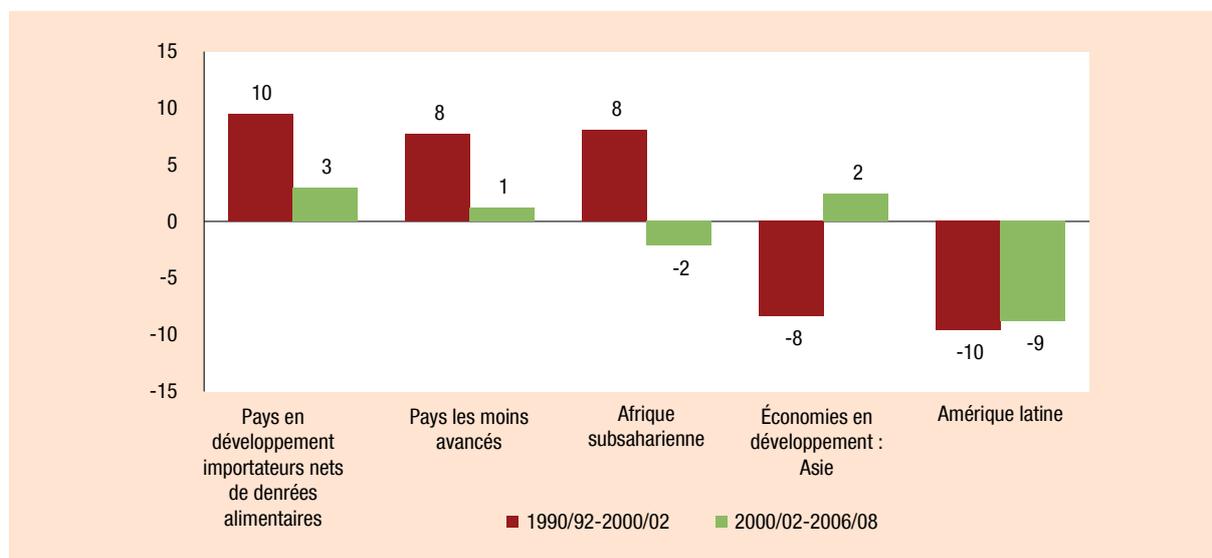
En résumé, l'utilisation alimentaire ne dépend pas uniquement de l'alimentation, mais aussi d'un certain nombre de facteurs extérieurs, tels que l'accès à une eau propre et à des conditions d'hygiène. Du côté de ces deux facteurs, les PMA et l'Afrique subsaharienne affichent un classement bas. Rien d'étonnant à ce qu'en 2008 environ 60 pour cent des décès en Afrique subsaharienne aient été imputés à des maladies transmissibles (figure 31). Une implication politique prouve le fait que malgré d'importants progrès en termes de disponibilité alimentaire et d'accès à l'alimentation, des facteurs non-alimentaires continuent d'altérer l'utilisation alimentaire. A la différence de ce qui se passe dans les pays développés - où la sécurité alimentaire est plus une inadéquation entre offre et demande - les pays en développement font face à une situation plus complexe qui va bien au-delà et implique la problématique critique du droit. En conséquence, les politiques visant à assurer la sécurité alimentaire dans les pays en développement doivent adopter une approche plus holistique qui prenne en considération des dimensions, telles que la protection sociale, le droit à l'alimentation et les droits de l'Homme, ainsi que des questions de développement plus larges, telles que le rôle que pourraient jouer les petits producteurs dans le développement agricole et leur accès aux marchés internationaux.

¹³ Ceci peut paraître surprenant, étant donné que les consommateurs ont augmenté la part des légumes dans leur alimentation. Ils ont également augmenté l'apport énergétique issu du sucre et des édulcorants ainsi que la part de la viande dans leur apport calorique. En outre, l'Afrique subsaharienne a joui d'une croissance économique stable au cours de la dernière décennie, ce qui a conduit à un développement de sa classe moyenne. La FAO a expliqué cette contradiction apparente par le fait que des prix des denrées alimentaires élevés avaient des conséquences négatives sur l'accès à la santé et à l'éducation. Elle reconnaît également un faible taux de malnutrition comme un indicateur de sécurité alimentaire, étant donné qu'il ne prend pas en considération les autres dimensions de l'insécurité alimentaire, telles que la qualité de l'alimentation et en particulier des oligoéléments, son utilisation et elle est en train de prendre des mesures afin d'y faire face.

¹⁴ Van de Poel et al., Malnutrition and the disproportional burden on the poor: the case of Ghana International Journal for Equity in Health, 6:21; 2007.

¹⁵ Agricultural Censuses and Gender Considerations, chapter 2 on gender perspective (FAO, 2001).

Figure 27. Nombre de personnes sous-alimentées au sein des groupements de pays sélectionnés, pourcentage de changement entre 1990/92–2000/02 et 2000/02–2006/08 (pourcentage)

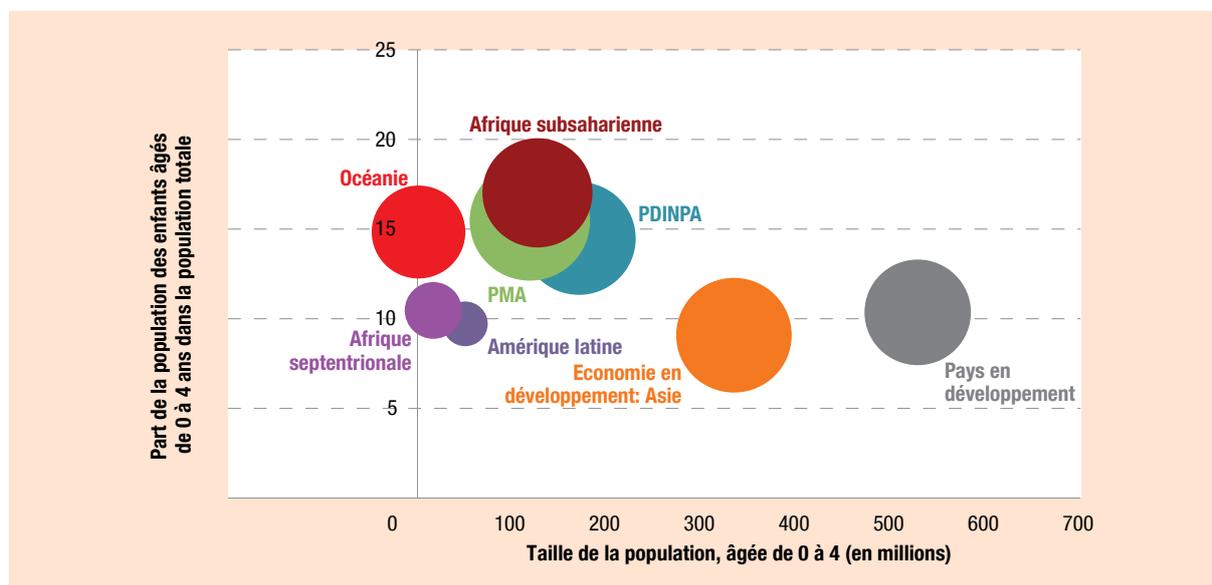


Source: FAO, données sur la sécurité alimentaire.

Note: Étant donné que les données relatives à l'Afrique septentrionale et l'Océanie n'étaient pas significatives, d'un point de vue statistique et présentaient de nombreuses lacunes, ces groupements de pays n'ont pas pu être présentés sur ce graphique.

Le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté dans les Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, les Pays les moins avancés et en Afrique subsaharienne entre le début des années 1990 et 2006/08, alors qu'il a eu tendance à diminuer en Amérique latine.

Figure 28. Prévalence de la malnutrition dans le groupe des enfants de moins de 5 ans, poids pour l'âge



Source: Banque mondiale, Databank.

Notes: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

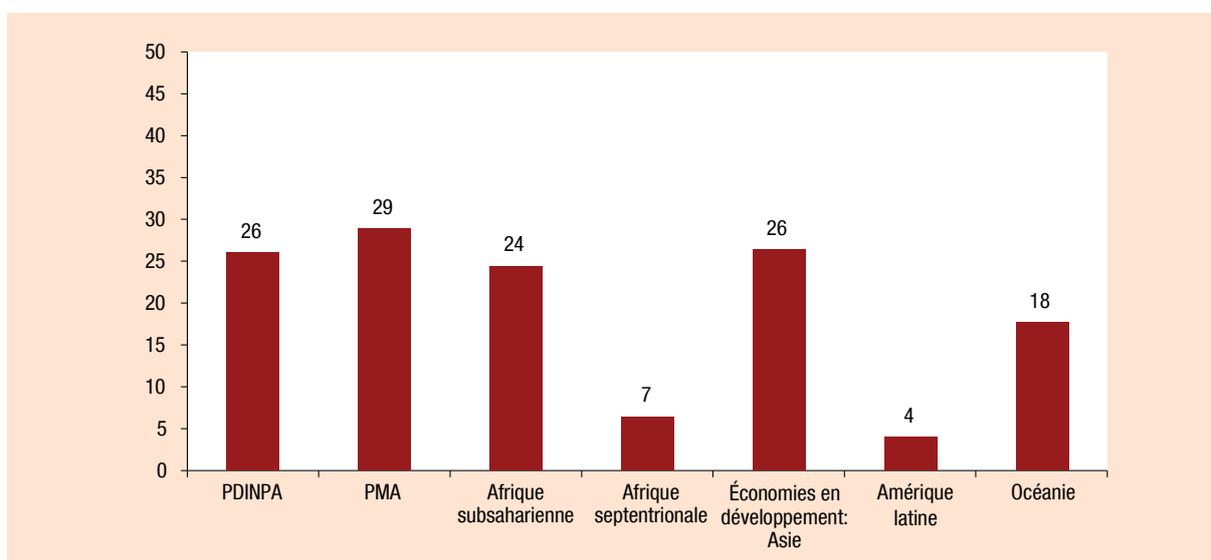
La taille des bulles correspond à la part de la population âgée de 0 à 4 ans souffrant de malnutrition en comparaison du groupe de population. Ces calculs sont basés sur les dernières données disponibles pour chaque pays ; cette information doit être considérée comme une estimation, étant donné que la dernière année disponible (recensement) peut être différente entre les pays d'une même région.

La prévalence de la malnutrition est le pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans dont le poids pour l'âge se situe en dessous de la médiane de plus de 2 écart-types pour la référence internationale comprise entre 0 et 59 mois.

Les données sont basées sur les nouveaux critères de croissance de l'enfant émis en 2006 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le groupe de population composée des enfants de moins de 5 ans est le plus important au sein des pays en développement d'Asie et ceci du fait du rôle prépondérant joué par l'Inde. Cependant, leur part en comparaison de la population globale est plus élevée en Afrique subsaharienne. Les Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, les PMA et les pays en développement d'Asie sont les groupements régionaux pour lesquels la part des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition en comparaison de leur population totale est la plus élevée. Ceci est confirmé par le graphique ci-dessous.

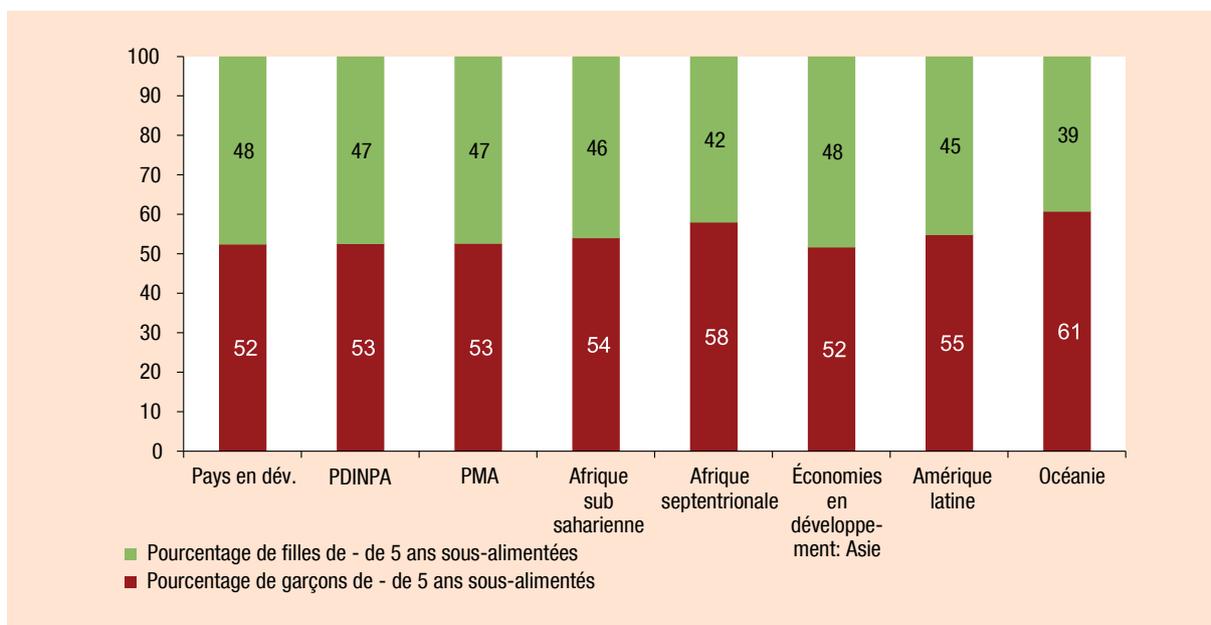
Figure 29. Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, insuffisance pondérale (pourcentage)



Source: Banque mondiale, Databank.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

Figure 30. Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par sexe et par groupement de pays, en pourcentage de la population des enfants de moins de 5 ans sous-alimentés

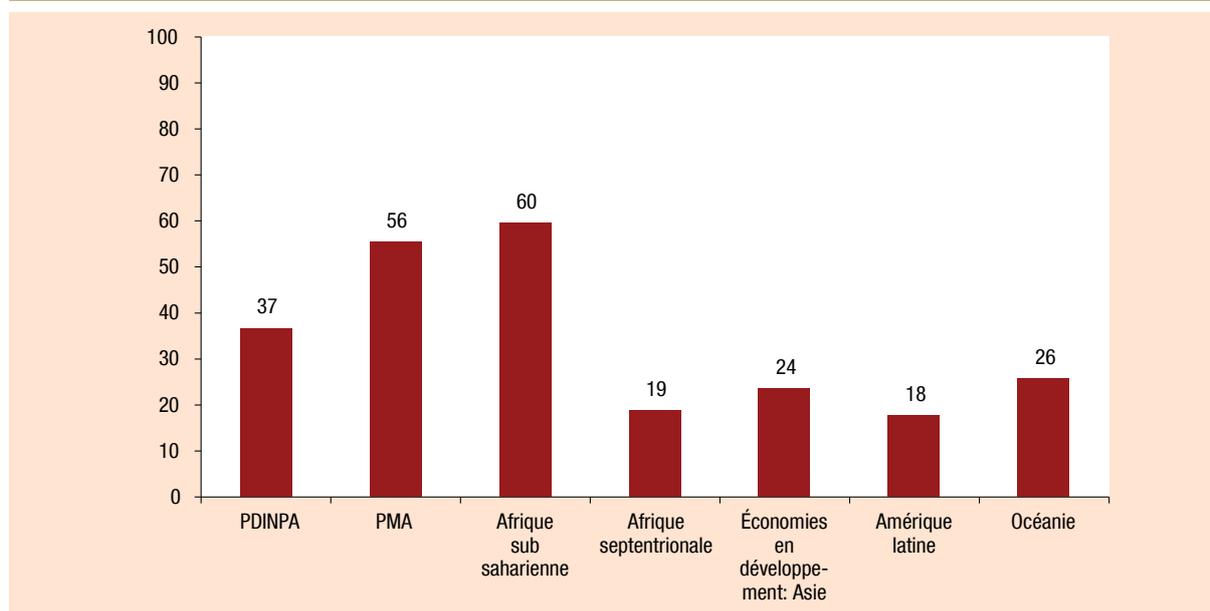


Source: Banque mondiale, Databank.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

Quel que soit la région ou le groupement économique, la prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans est plus importante chez les garçons, que chez les filles.

Figure 31. Causes de décès liées à des maladies transmissibles, maternelles, périnatales et nutritionnelles en pourcentage du nombre total de décès, 2008 (pourcentage)

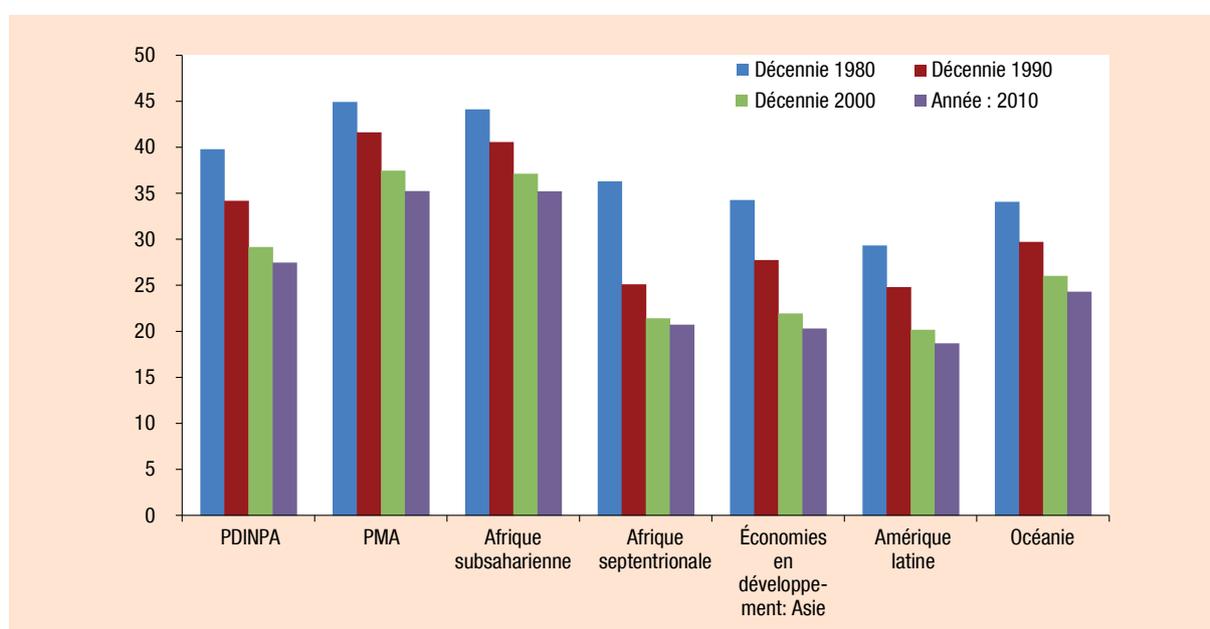


Source: Banque mondiale, Databank.

Note: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

En 2008, la part des décès imputables à des maladies transmissibles, maternelles, périnatales et nutritionnelles était plus de deux fois supérieure dans les PMA et en Afrique subsaharienne que dans les autres régions du monde.

Figure 32. Taux de natalité, au cours des décennies 1980, 1990, 2000 et sur l'année 2010 (en pour mille)



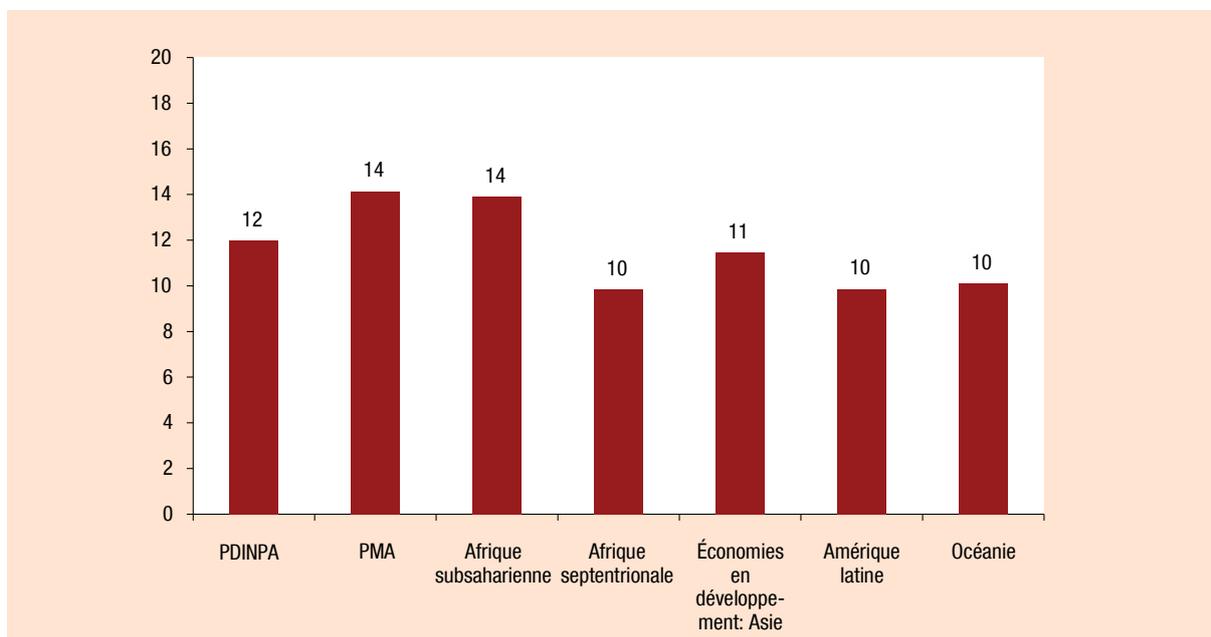
Source: Banque mondiale, Databank

Notes: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

Les données statistiques n'étaient parfois pas disponibles pour certains pays au sein des groupements sur l'année 2010. En conséquence, nous avons décidé de considérer la dernière année disponible.

Au cours des décennies 1980 à 2000, le taux de natalité a eu tendance à diminuer au sein des pays en développement et ceci quel que soit le groupement de pays.

Figure 33. Bébés souffrant d'insuffisance pondérale en pourcentage des naissances, dernière année disponible (pourcentage)



Source: Banque mondiale, Databank.

Notes: PDINPA (Pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires), PMA (Pays les moins avancés).

Étant donné le manque de cohérence dans les années disponibles d'un pays à l'autre, nous avons décidé de proposer un calcul basé sur la dernière année disponible (après 2000).

Au cours de la décennie 2000, la part des naissances d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale était plus élevée au sein des PMA et en Afrique subsaharienne, que dans les autres pays en développement. Pour information, ce pourcentage se situait entre 7 et 8 pour cent aux Etats-Unis, au sein de l'Union européenne, au Japon et en Australie au cours de la même période.

